

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro) (x) 10 francs français
el número) 1 000 lire
single copy) 1 pound UK
una copia) 3 dollars U.S.

Abonnement 1 an) (xx) fois le prix
Suscripción 1 año) 4 veces el precio
Subscription 1 year) times the price
Abbonamento annuale) volte il prezzo

Par avion)
By airmail) + 50 %

Administration et versements) Georges Yvernel,
Administración y pagos) 32, passage du Désir,
Amministrazione e pagamenti) 75010 Paris
Management and payments) Compte chèque postal
Paris 72 4369

Per l'Italia :

Edizione Antistato
Casella Postale 3246
Milano 20100

Rédaction)
Redacción) Louis Mercier Vega
Editing) 3, rue de Valenciennes
Redazione) 75010 Paris

-) ou l'équivalent en monnaie nationale.
(x)) o su equivalencia en moneda nacional.
(xx)) or the equivalent in the country currency.
) o l'equivalente in moneta nazionale.

INTERROGATIONS

Décembre / December
Diciembre / Dicembre
1975

N° 5

Minorités ethniques 8 RENE FURTH
et nationalismes

The Negativity 25 DAVID THOREAU WIECK
of Anarchism

Elementi 59 LUCIANO LANZA
tecnoburocratici
dell'economia
fascista

Perú - Documentos
El Centro de Altos 87 JAIME CASTRO CONTRERAS
Estudios Militares
y la Revolución

La nouvelle classe 101 LOUIS MERCIER VEGA
et sa variante militaire

No comment / Sin 109
comentario / Senza co-
mentario / Sans commen-
taire

Dans ses tout prochains numéros / En sus muy próximos
numéros / In the very next issues / Nei prossimi numeri

INTERROGATIONS

publiera / publicara / will publish / pubblicherà

Nicolas Faucier : La classe ouvrière des chantiers navals de
Saint-Nazaire

Kan Eguchi : La nouvelle classe dirigeante au Japon

Carlos de Fonseca : Les jeux des pouvoirs au Portugal

Pierre Clastres : Fonction, autorité et pouvoir dans les sociétés
dites primitives

Will Watson : Hemingway and Dos Passos in Spain

Rudolf De Jong : Provos et Kabbouters

Pedro A. Barcia : Radiografia del sindacalismo argentino

Nico Berti : Interpretazione ideologica dell'anarchismo

*Toute reproduction de l'un ou l'autre des textes publiés dans le présent
numéro est soumise à autorisation écrite préalable de la rédaction.*

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y redacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione e redazione sono volontarie

PREMIER BILAN

Les ambitions définies dans N° 1 étaient à la mesure des nécessités. Les quatre premiers numéros de la revue mesurent nos capacités et nos moyens...

Ne pas perdre de vue nos buts initiaux, toujours impératifs, faire effort pour une meilleure connaissance et utilisation de nos ressources d'information directe, de recherche et de pensée, pour une meilleure exploitation de nos possibilités d'organisation, tels ont été les soucis présents à la rencontre, à Genève, des animateurs et collaborateurs d'Interrogations. Pour colorer ces soucis, les remarques, critiques et suggestions de bon nombre de lecteurs.

Trimestrielle, avec quelque 120 pages de texte en moyenne, soit environ 500 pages pour l'année, la revue ne peut évidemment avoir répondu à tout ce qu'un mouvement libertaire exige d'étude et d'analyse du présent pour intervenir utilement dans l'évolution et la transformation des sociétés.

Ce qui a été publié n'est cependant pas négligeable et répond, partiellement et modestement, au rôle que la revue s'est assigné. Pour ce qui est de l'information par exemple, les textes sur l'auto-gestion en Allemagne Fédérale, sur les guérillas argentines, sur la situation politico-sociale d'Italie sont solides, documentés, originaux. La recherche portant sur les thèmes qui nous sont chers, comme celui de l'Etat et des nouvelles classes dirigeantes, a pu être amorcée. Un bon apport théorique a été fourni par la tentative de situer les mouvements anarchistes par rapport à l'histoire, à la fois comme produits naturels et comme volontés. Mais, dans le domaine de la politique internationale et pour l'inventaire des formes de résistance à la mobilisation et à la manipulation, de la part des mobilisés et des manipulés, il reste fort à faire.

De fait il semble plus facile d'obtenir des travaux portant sur le passé, plus ou moins lointain, que des analyses de phénomènes de la société présente, ou des exemples d'action. C'est là un indice de la pauvreté actuelle des courants sociaux de l'anarchisme, comme éléments actifs et déterminants.

Un test décisif sera celui de la collaboration de chercheurs et d'observateurs à notre aventure — entendons par là des intellectuels ou des militants qui ne se réclament pas du mouvement anarchiste, mais qui partagent nos inquiétudes et notre volonté de lucidité.

Le manque de publications libertaires abordant de façon propre les problèmes de notre temps, provoque naturellement, chez le lecteur avide de connaître, des demandes qui portent sur une extrême variété de thèmes. De même, il est fréquemment souhaité que le quadrilinguisme soit éliminé, par multiplication des éditions, ou au contraire enrichi, par l'adjonction de textes en allemand.

Hélas, non possumus. Il nous faut nous limiter aux thèmes centraux fixés au départ, en espérant que d'autres initiatives — et elles sont en bonne voie — couvriront le terrain. Et pour ce qui est de la démultiplication linguistique, nos ressources nous l'interdisent.

Un des buts de la revue, considérée comme véhicule de travaux utiles, était la diffusion de textes dans leur traduction, ou leur reproduction multiple pour toucher des publics plus larges. Le mouvement est parti. A Bruxelles, à Bordeaux, à Strasbourg, à Milan, déjà, à

Buenos Aires, Tokyo et New York bientôt, les études sont reprises et répercutées. C'est là une «extension» qui mérite une attention particulière, car elle ouvre la perspective recherchée: sortir de notre ghetto.

Enfin, sur le plan de la présentation, des améliorations seront progressivement introduites, pour rendre la lecture plus aisée.

Ainsi, l'effort se poursuit. Car il importe qu'au terme de cette première mise en forme, prévue pour une durée de deux ans, la relève, déjà assurée, puisse bénéficier des expériences initiales.

STRIKING OUR FIRST BALANCE

The aims defined in the first number of this review commensurated with our needs; the four first numbers of this review gauge our capacities and our means...

A meeting in Geneva (Switzerland) of the workers and contributors of Interrogations has stressed that we ought not forget our initial aims, which remain imperative: we must make every endeavor for a better knowledge and use of our means of direct information, research and thought, and a better use of our possibilities of organization. The remarks, criticisms and suggestions of many of our readers lent color to those concerns.

Obviously, this review being issued every quarter with some 120 pages of text on the average and therefore about 500 pages a year cannot have offered all the studies and analysis of the present situation that a libertarian movement requires if it is to intervene usefully in the evolution and transformation of societies.

Yet, what has been published is not negligible; partly and modestly, it corresponds to the programme laid down by this review. For instance, in the matter of information, the texts on workers' management in Western Germany, on Argentinian guerrillas, on the socio-political situation in Italy are strong, well-documented and original. We have begun a research on the themes that we hold dear, such as the State and the new ruling classes. A good theoretical contribution has been brought with the attempt to place the anarchist movements in a historical perspective both as natural products and as human wills. But much remains to be done in the area of international politics and in the inventory of the forms of resistance to mobilization and manipulation by the mobilised and the manipulated.

In fact, works related to a more or less remote past seem to be more readily obtained than analyses of the phenomena of present society or examples of action. This is a mark of the present poverty of the social currents of anarchism to serve as active and determining elements.

A decisive test will be seen in the cooperation to this adventure of researchers and observers, that is to say intellectuals and activists

that do not claim kinship with the anarchist movement but share our concerns and our will to remain lucid.

Or course, the scarcity of libertarian publications that treat in their own way the problems of our times induces the reader eager for knowledge to request an extreme variety of topics. In the same way, we are often asked to eliminate the use of four languages.

Alas, non possumus. We must remain within the central topics laid down at the start and hope that other initiatives, now in progress, will cover the area; and our resources make it impossible to gear down the multiple languages.

One of the aims of this review, considered as a vehicle for useful works, was to spread among wider audiences translated and/or manifolded texts. The movement has started. Studies have already been reproduced and propagated in Brussels, Bordeaux, Strasbourg and Milan, to be soon followed by Buenos-Aires, Tokyo and New York. This is an «extension» that deserves a particular consideration because it opens the perspective we were looking for: to get out of our ghetto.

Finally, improvements in our presentation will be progressively introduced so as to ease the reading.

Thus, our effort will go on, in order that at the end of this first shaping which is anticipated to last for two years, the already ensured succession may take advantage of the initial experience.

PRIMER BALANCE

Las ambiciones definidas en el núm. 1 correspondían a la medida de las necesidades. Los cuatro primeros números de la revista son la expresión de nuestras capacidades y de nuestros medios...

Las preocupaciones presentes en el encuentro de los animadores y colaboradores de Interrogations, celebrado en Ginebra, fueron no perder de vista nuestros objetivos iniciales que continúan siendo imperativos, esforzarse en un conocimiento y utilización mejores de nuestros recursos de información directa, de investigación y de pensamiento, y, en fin, lograr un aprovechamiento de nuestras posibilidades de organización. Para colorear estas preocupaciones, las observaciones, críticas y sugerencias de buen número de lectores.

Trimestral, con unas 120 páginas de texto por término medio, es decir, unas 500 páginas al año, la revista no ha podido, desde luego, responder a todo lo que un movimiento libertario exige de estudio y de análisis del presente para intervenir en la evolución y transformación de las sociedades.

Sin embargo, lo que se publicó no es desdeñable y responde, parcial y modestamente, a la función que la revista se ha asignado. Por lo que concierne a la información, por ejemplo, los textos sobre la autogestión en Alemania Federal, sobre las guerrillas argentinas y sobre la situación político-social de Italia, son sólidos, documentados y originales. Se ha podido iniciar la investigación sobre temas que nos son caros, como el del Estado y las nuevas clases dirigentes.

Una buona aportación teórica ha sido ofrecida por la tentativa de situar los movimientos anarquistas con relación a la historia, a la vez como productos naturales y como voluntades. Pero, en el terreno de la política internacional, para un inventario de las formas de resistencia a la movilización y a la manipulación por parte de los movilizadlos y de los manipulados, queda aún mucho que hacer.

De hecho, parece más fácil obtener trabajos que se refieran al pasado, más o menos lejano, que análisis de fenómenos de la sociedad actual o ejemplos de acción. Es este un índice de la pobreza presente de las corrientes sociales del anarquismo, como elementos activos y determinantes.

Un «test» decisivo será el de la colaboración de investigadores y observadores a nuestra aventura, es decir, de intelectuales o militantes que no pertenezcan al movimiento anarquista, pero que compartan nuestras inquietudes y nuestra voluntad de lucidez.

La falta de publicaciones libertarias que se encaren de manera debida con los problemas de nuestro tiempo, provoca naturalmente en el lector ávido de conocer peticiones que se extienden sobre una extrema variedad de temas. Asimismo, se desea con frecuencia que se elimine el cuadrilingüismo mediante la multiplicación de las ediciones o, por el contrario, que se enriquezca merced a la adjunción de textos en alemán.

Por desgracia, non possumus. Nos es preciso limitarnos a los temas centrales establecidos al principio, en espera que otras iniciativas —que van por buen camino— abarcarán todo. Por lo que concierne a la multiplicación lingüística, nuestros recursos nos lo prohíbe.

Uno de los objetivos de la revista, considerada como instrumento de transmisión de trabajos útiles, era la difusión de textos traducidos o reproducidos, para así obtener un público más amplio. Esto se está logrando. En Bruselas, en Burdeos, en Estrasburgo, en Milán se ha hecho; pronto se hará en Buenos Aires, en Tokio y en Nueva York. Así, los textos son recogidos y difundidos. Es esto una «extensión» que merece una particular atención, puesto que abre la perspectiva buscada: salir de nuestro ghetto.

Finalmente, por lo que se refiere a la presentación, se introducirán mejoras de manera progresiva, de manera que la lectura resulte más fácil.

De esta manera se prosigue el esfuerzo. Lo importante es que al término de este primer ensayo previsto para un período de dos años, el relevo, ya asegurado, pueda beneficiar de las experiencias iniciales.

PRIMO BILANCIO

Le ambizioni con le quali siamo partiti (si veda la presentazione del n. 1) erano commisurate alle necessità. I primi quattro numeri hanno dato la misura delle nostre capacità e delle nostre possibilità. Non perdere di vista gli scopi iniziali, sempre imperativi, sforzarsi di meglio conoscere ed utilizzare le nostre risorse d'informazione diretta, di ricerca e di pensiero, così come sforzarsi di sfruttare meglio le nostre possibilità organizzative... queste le preoccupazioni

presenti all'incontro di Ginevra tra redattori e collaboratori di Interrogations. Ed oltre a questo, le osservazioni, le critiche ed i suggerimenti d'un buon numero di lettori.

Trimestrale, con circa 120 pagine di testo in media, cioè 500 pagine circa in un anno, la rivista non può evidentemente avere risposto a tutte le esigenze del movimento libertario quanto a studi ed analisi del presente atte ad intervenire efficacemente nelle evoluzioni e nelle trasformazioni sociali.

Tuttavia ciò che è stato pubblicato non è trascurabile e risponde, parzialmente e modestamente, al ruolo che la rivista s'è assegnato. Per quanto riguarda l'informazione, ad esempio, i testi sulla Germania Federale, sulla guerriglia argentina, sulla situazione politico-sociale italiana sono solidi, documentati, originali. La ricerca sui temi che ci sono cari, come quello dello stato e delle nuove classi dominanti è stata «innescata». Un buon apporto teorico è stato fornito dal tentativo di determinare il rapporto tra movimenti anarchici e storia, come prodotto naturale ed insieme come volontà. Ma, nel campo della politica internazionale e per quanto riguarda un «inventario» delle forme di resistenza alla mobilitazione ed alla manipolazione da parte dei mobilitati e dei manipolati, resta molto da fare.

Di fatto, sembra più facile ottenere dei lavori sul passato, più o meno lontano, che delle analisi dei fenomeni sociali presenti o degli esempi d'azione. Ecco un indice della povertà attuale dell'anarchismo come elemento attivo e determinante dei movimenti sociali.

Un test decisivo sarà quello della collaborazione alla nostra «avventura» di ricercatori e di osservatori, nel senso di intellettuali o di militanti che non si richiamano esplicitamente all'anarchismo ma che condividono le nostre inquietudini e la nostra volontà di lucidità.

La carenza di pubblicazioni libertarie che affrontino in modo corretto i problemi del nostro tempo provoca naturalmente, presso il lettore avido di conoscenze, delle richieste che spaziano su un'estrema varietà di temi. Inoltre, viene frequentemente augurato, sia l'eliminazione del quadrilinguismo (attraverso plurime edizioni nazionali parallele), sia il suo arricchimento (tramite l'aggiunta, ad esempio, di testi tedeschi).

Bene, semplicemente non possumus. Dobbiamo limitarci ai temi centrali stabiliti in partenza, augurandoci che altre iniziative —e ve ne sono già a buon punto— coprano il terreno scoperto. Per quanto riguarda la «demoltiplicazione» linguistica, i nostri mezzi ce la impediscono.

Uno degli scopi della rivista, considerata come veicolo di lavori utili, era la diffusione di testi tradotti o la loro riproduzione multipla per raggiungere un pubblico più ampio. Qualcosa in questo senso s'è già mosso. Già a Bruxelles, a Bordeaux, a Strasburgo, a Milano, presto a Buenos Aires, a Tokio e a New York alcuni studi sono stati o saranno ripresi e ritrasmessi. Ecco una «estensione» che merita un'attenzione particolare perchè apre la prospettiva auspicata: uscire dal nostro ghetto.

Infine, sul piano della presentazione, introdurremo progressivamente dei miglioramenti grafici.

Così, lo sforzo continua. Perchè bisogna che, al termine di questa prima fase di rodaggio prevista per la durata di due anni, il cambio gestione, già assicurato, possa beneficiare delle esperienze iniziali.

Minorités ethniques et Nationalismes

René Furth

LE DÉBAT ouvert dans le n° 2 d'*Interrogations* sous le titre restrictif de « la récupération de mai 68 » (mais élargi et diffracté dans tout un jeu de titres et contre-titres : « l'irré récupérable mai 68 », « les révolutions mortes et les autres », « révolutions vivantes ») ne peut se bloquer sur l'« événement » et ses retombées immédiates. Ce qui est concerné en première ligne, c'est ce qui reste vivant, ce qui a fait irruption dans la crise et reste actif aujourd'hui.

Les contradictions propres au « mouvement de mai » — et qui se relie aux contradictions de la société globale — continuent de proliférer dans les dynamiques qui l'ont impulsé et qui le prolongent. Elles sont particulièrement évidentes dans un courant qui ne cesse de gagner en ampleur, le régionalisme. Dans la mesure où il met en cause l'Etat centraliste, son idéologie unitaire, ses moules homogénéisants qui ont atrophié dans les « départements » de multiples formes de vie sociale et culturelle, le régionalisme rejoint le grand mouvement centrifuge de la *dissidence* moderne. Mais en même temps il nourrit lui-même de nouvelles (... et pas toujours si nouvelles que ça) figures du nationalisme. Son argumentation, quand elle plonge dans le grand temps immémorial pour se prévaloir du passé glorieux d'un Etat antérieur à la Nation française, tend à perpétuer « ce leurre meurtrier : que seuls ont droit à l'existence reconnue et approuvée — bref à l'existence — les groupes humains qui ont au moins une vocation étatique » (Richard Marienstras). Et l'appel à l'union nationale — occitane ou bretonne — contre l'impérialisme français implique un « dépassement » de la lutte des classes qui n'est pas dans la logique de 68. (Encore faudrait-il y regarder de plus près : une certaine idéologie « quotidienniste » en arrive à renvoyer au musée l'action du mouvement ouvrier.)

Le régionalisme n'est pas issu de mai 68, il a déjà une longue histoire. Mais il y a subi une mutation ou, plus exacte-

ment, un nouveau type de régionalisme est apparu, qui est une composante de la vie politique anti-institutionnelle. Même si dans l'enchevêtrement des pratiques il n'est pas toujours facile de saisir le partage entre le régionalisme anti-autoritaire et le régionalisme « nationalitaire » (terme dans le vent sous lequel se camouflent les nationalismes minoritaires), il faut maintenir la distinction pour ne pas laisser le champ libre aux seuls nationalistes en leur permettant d'accaparer l'ensemble d'un mouvement social.

A s'en tenir à l'idéologie et aux objectifs des organisations et partis « nationalitaires » on peut considérer effectivement que tout un ensemble de revendications spécifiques et d'impulsions subversives sont récupérées à travers une *idéologie nationale* qui est un puissant facteur d'intégration au service de l'Etat capitaliste. Et cette analyse réductrice en termes de récupération et de mystification est à faire, pour dévoiler un des aboutissants du régionalisme. Ce serait une erreur pourtant de négliger un courant plus diffus, qui irrigue sans doute les micro-nationalismes, mais qui circule de manière beaucoup plus immédiate dans le réseau des luttes fragmentaires (1). Comme le relève Semprun-Maura dans son article d'*Interrogations*, un des acquis essentiels de mai 68 est l'éclatement de « la barrière arbitraire, répressive, entre vie quotidienne et activité politique ». Cette rupture a des implications diverses, qui dépassent la sphère d'influence du gauchisme : c'est le fait, par exemple, que même les revendications ouvrières mettent de plus en plus l'accent sur la condition globale du travailleur (donc sur tous les aspects de sa vie quotidienne, de l'organisation du travail au transport, de l'habitat à la discrimination sexuelle). Surtout, les revendications ne sont plus seulement celles du *travailleur*, mais des femmes, des jeunes, des usagers d'un espace particulier.

La part des revendications *spécifiques*, donc fragmentaires puisque chacune d'elles ne vise dans un premier temps qu'un aspect de la condition globale, prend une importance croissante. La prise de conscience d'une aliénation particulière au niveau de la langue, de la personnalité culturelle et de la situation géographique s'inscrit tout naturellement dans une agitation alimentée par toutes les frustrations de la vie quotidienne.

(1) Pour une approche plus générale de la « révolution fragmentaire », voir le n° 1 de *dissidence* (série du collectif « Vroutsch », Strasbourg). Précisons que fragmentaire n'est pas pris dans un sens péjoratif et réducteur, et que la revue amorce aussi une réflexion sur la pensée fragmentaire et des essais d'écriture fragmentaire.

Les interférences entre toutes les séries des luttes anti-institutionnelles peuvent d'ailleurs se constater très empiriquement sur le terrain quand les régionalistes se retrouvent avec les écologistes, les antimilitaristes et toutes les variétés de la nébuleuse gauchiste dans les actions menées contre l'extension d'un camp militaire ou l'implantation d'une centrale nucléaire. Les mêmes confluences, qui amènent aussi un brassage plus ou moins superficiel avec la population concernée, se réalisent à l'occasion des fêtes organisées sur des vestiges de traditions locales ou des festivals de musique pop (celtique, occitane).

L'enjeu de cet article sera de prendre en considération la revendication régionaliste et de chercher à voir ce qui échappe au nationalisme et même s'y oppose. Le fait même de l'insérer dans la perspective générale du mouvement anti-autoritaire actuel n'apportera certainement pas une clarification suffisante puisqu'il n'est guère possible de se référer à une théorie claire de ce mouvement. Il est possible d'échapper aux contradictions qui guettent un propos de ce genre en déniautout potentiel émancipateur au courant régionaliste, en le mettant tout entier au compte de nostalgies passéistes ou de replâtrages nationalistes. Les bribes d'informations, les amorces d'idées et les... interrogations que je propose ici sont d'autant moins à l'abri de telles contradictions que la « position de l'observateur » entre fortement en jeu : mon « enculturement » français n'a pas recouvert complètement les empreintes primitives de l'ethnie alémanique et je continue de vivre dans une ville qui, avant de devenir provinciale, a été une république, carrefour d'échanges culturels, ville d'Empire (germanique) jouissant d'une large autonomie... (Par compensation, elle s'affuble maintenant du titre de capitale européenne). C'est par ce genre de considérations que s'infiltré le nationalisme.

Autre handicap : le régionalisme alsacien est tellement embryonnaire et confus qu'il ne permet aucune réaction vigoureuse contre ses penchants rétrogrades. Sa chance, par contre, c'est qu'un nationalisme alsacien ne pourrait être qu'un... nationalisme allemand. Les souvenirs de la dernière guerre favorisent peu cette option.

La France, Babel patoisante

DANS ce qui suit, l'information proprement dite sera réduite à sa plus stricte expression. Elle est à faire pourtant, et je compte sur la bonne volonté des lecteurs qui pourront faci-

lement la trouver ailleurs. Le fait que la France englobe (en plus de la Francie, comme disent certains) sept ethnies parlant encore des langues et dialectes particuliers est en effet délibérément occulté. On rencontre encore à Strasbourg des « Français de l'intérieur » (oui, ça se dit encore et même « Français » tout court) qui s'étonnent d'entendre autour d'eux un langage guttural et se demandent s'ils n'ont pas franchi la frontière par mégarde. Les jeunes générations sont peut-être mieux informées, puisque le nouveau « folk-song », qui puise son répertoire ou son inspiration dans les fonds ethniques, a levé un peu le voile pudique.

Pour de plus amples renseignements, on pourra se reporter par exemple aux livres de Robert Lafont, militant occitan qui apporte sur l'ensemble de la question une information regroupant les éléments historiques, culturels et économiques, et qui propose des solutions dans le cadre d'un réformisme socialiste et fédéraliste (2). La revue *les Temps modernes* a publié un numéro triple (324-326) de quelque 550 pages sur les *Minorités nationales en France* où s'expriment, comme le titre l'indique, « nationalitaires » et « nationalistes révolutionnaires » (contient une bibliographie).

Dans son sens le plus général, on définit comme ethnie une collectivité présentant certains caractères distinctifs communs de langue et de culture, avec ce que cela implique de facteurs géographiques et historiques. On ne parle plus guère des facteurs biologiques (c'est-à-dire surtout raciaux), sinon en termes... d'hématologie. La question de la langue est au noyau de la « conscience ethnique » : tous les régionalismes rayonnent autour d'une spécificité linguistique. La Bourgogne, jadis si jalouse de son indépendance, et la Normandie n'ont pas été atteintes par le virus. Il n'existe aucune statistique précise sur la pratique des langues en France, et je ne me rappelle pas que le dernier recensement ait comporté une question sur ce sujet... Les chiffres qui vont suivre, glanés par-ci, par-là, et variables selon les sources, constituent au mieux des évaluations.

L'Occitanie. — Sur 13 millions d'habitants (une trentaine de départements), 6 millions comprendraient encore l'occitan, et

(2) *La révolution régionaliste* (1967) et *Décoloniser la France* (1971), dans la collection Idées, Gallimard. Voir aussi *Pour une France fédérale*, de Pierre Fougeyrollas (Denoël, 1968) et un ouvrage collectif *Contre les États — Les régions d'Europe* (Presses d'Europe, 1973).

un million et demi le parleraient encore quotidiennement. En volume, l'occitan est une langue d'importance moyenne, la plus importante des langues « minoritaires » dans l'Europe actuelle. « La grande affaire culturelle en France, du XIII^e au XX^e siècle, a été de 'digérer' l'ethnie occitane » (R. Lafont). C'était au début du XIII^e siècle, avant la Croisade des Albigeois (devenue une référence quasi-mythique pour les « anti-impérialistes » occitans), une communauté culturelle créatrice et irradiante. Au XIX^e siècle encore, les Occitans se targuent de posséder « la seconde littérature de France ».

Les 6 autres ethnies « allogènes » se répartissent à la périphérie, et restent linguistiquement rattachés à des ensembles plus importants ayant parfois le statut de langue nationale.

La Corse. — Vendue par Gênes à Louis XV en 1768, l'île résiste par les armes et la France doit engager un corps expéditionnaire de 50 000 hommes. Suivent vingt années de pacification implacable. Les régionalistes corses rappellent qu'avant l'annexion, leur île a produit « le premier Etat démocratique » : la Constitution de 1735 instaurant la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, soumis tous les trois au suffrage populaire.

200.000 habitants parleraient encore le corse qui « contrairement à beaucoup d'idées reçues, n'est pas un dialecte italien, et qui est beaucoup plus proche du latin que l'italien classique » (Jean Albertini).

La Catalogne. — Sur les 8.400.000 usagers du catalan (surtout en Catalogne espagnole ou « Principat », en Andorre, dans les Iles Baléares), quelque 150.000 seulement vivent dans le Roussillon, réuni à la France par Richelieu (Traité des Pyrénées, 1659). Là encore, une révolte est noyée dans le sang (1674) et le pays est soumis à une francisation forcée. Un édit royal de 1700 prescrit de ne rédiger les actes juridiques qu'en français.

Le Pays basque (Euzkadi-Nord). — Autre ethnie partagée entre deux Etats centralistes ; un dixième seulement du territoire est français. Les militants basques rappellent qu'« entre la Garonne et l'Ebre, un Etat souverain et indépendant a duré pendant treize siècles » (jusqu'en 1512). Près de trois millions d'habitants vivent sur des territoires de parler basque, dont 600.000 à 700.000, du côté espagnol, pratiquent encore la langue. Il en resterait 80.000 du côté français. La langue, une des plus

anciennes d'Europe, est sans rapport avec les langues voisines. La résistance « nationalitaire » est vive surtout en Euzkadi-Sud, et se conjugue étroitement, dans ses organisations les plus radicales (ETA) avec la lutte contre le franquisme.

« Le tiers sud du territoire français, peuplé de Basques, de Catalans, d'Occitans, de Corses, n'est pas ethniquement français. » (Robert Lafont.)

La Bretagne. — Le breton est encore parlé quotidiennement par 500.000 personnes et constitue ainsi, après le gallois, la langue celtique la plus vivace. Uni à la France en 1481 par le mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne, le duché (grande référence historique des nationalistes bretons) est annexé depuis 1532. Le mouvement breton, sans doute le plus connu, est avec l'occitan le fer de lance du régionalisme et du micro-nationalisme en France.

La Flandre (Westhoek) est le prolongement de la Flandre belge. Sur ses 300.000 habitants, le tiers, vivant autour de Hazebrouck et dans la partie rurale de l'arrondissement de Dunkerque, parle encore une forme dialectale du néerlandais.

L'Alsace et la Lorraine thioise. — L'Alsace est rattachée à la France depuis 1648 (Traité de Westphalie) mais les villes libres ne sont pas pressées de se rallier ; Strasbourg, investie en pleine paix, capitule en 1681 et Mulhouse, alliée des cantons suisses, échappe à la souveraineté française jusqu'en 1798. Rendue à l'Allemagne en 1871, reprise en 1918, reperdue en 1940 et récupérée en 1944, l'Alsace est restée marquée par ce jeu de balançoire diplomatique et militaire.

La très grande majorité de la population (80 % ?) parle quotidiennement des dialectes allemands ; il en va de même en Moselle (l'« Alsace-Lorraine » est un concept bismarckien consécutif à l'annexion de 1871). Deux quotidiens alsaciens publient, en plus de leur édition française, une édition allemande dont les pages sportives et certaines rubriques culturelles sont cependant rédigées en français ; le troisième est bilingue. La pratique de l'allemand littéraire se perd, mais les émissions de la TV allemande, très suivies, maintiennent le contact.

La grande référence historique régionaliste se fonde sur la contribution très féconde de l'Alsace à la culture allemande jusqu'au XVI^e siècle, en particulier pendant la période humaniste et la Réforme.

La politique du français national

CONSTRuite sur la base d'annexions, la France a été francisée tout au long d'une politique d'assimilation qui portait d'abord sur la langue. Dès 1539, l'édit de Villiers-Cotterêts, qui introduit l'usage du français pour la rédaction de tous les actes notariés, en fait la langue administrative du royaume et discrédite du coup les autres langues. Avec la création de l'Académie française, ce ne sont pas seulement les parlers « provinciaux » et les cultures des pays conquis qui sont menacés, mais la langue française elle-même va se trouver « normalisée », édulcorée, ratissée ; coupée de ses sources populaires, elle perd sa richesse expressive et sa faculté de renouvellement. Entre la langue de la minorité « cultivée » et le bas langage du peuple va s'installer un abîme croissant. Plus généralement, la brillante culture de cour qui se concentre à Versailles entraîne la décadence de toutes les formes de la culture populaire et « provinciale ».

Sur ce plan, la Révolution va suivre la ligne tracée par l'absolutisme monarchique. Avec une exception notable : la vie politique bouillonnante des clubs et des sociétés populaires va revigorer et renouveler considérablement le français. Mais elle n'en malmène que plus durement les langues minoritaires. Il s'agit d'abord d'un effet tout spontané et ce moment déterminant révèle bien l'ambiguïté du débat linguistique. La nouvelle pratique politique active fortement la propagation du français à travers les clubs, les réunions, les fêtes civiques, à travers une volonté de communication généralisée. De larges secteurs de la population se mettent au français par enthousiasme pour la Révolution et par « dévouement » à ses idéaux. Plus profondément, la Révolution crée une adhésion à la France : ce n'est pas seulement le cas pour les Niçois et les Savoyards, mais pour les Alsaciens qui pour la première fois glissent résolument dans l'aire politique et culturelle française. C'est un point d'histoire que les nationalistes périphériques oublient volontiers.

Bientôt, cependant, une guerre systématique sera menée contre les *patois*, et ce terme même restera jusqu'à maintenant un efficace instrument de la guerre linguistique. C'est sous la Convention montagnarde de 1793 que se fait le grand tournant et s'instaure la « terreur linguistique ». Dans les premières années de la Révolution, par la force des choses, les décrets et textes officiels sont traduits dans les parlers des différentes régions. A partir de 1793, les représentants de la Nation décident

d'en finir avec la « Babel patoisante de l'Ancien Régime ». Il s'agit maintenant d'« uniformiser la langue d'une grande nation de manière que tous les citoyens puissent sans obstacle se communiquer leurs pensées » et de détruire du même coup des erreurs séculaires puisque « c'est surtout l'ignorance de l'idiome national qui tient tant d'individus à une si grande distance de la vérité » (Rapport de Grégoire).

La défense nationale apporte des arguments supplémentaires, puisque les ennemis de la Révolution risquent de comploter dans des patois inintelligibles ou, pis encore, intelligibles à l'ennemi extérieur. Mais de toute manière, il était dans la logique de l'idéologie démocratique bourgeoise de ne reconnaître aucun autre rapport politique que le rapport direct du « citoyen » atomisé avec l'Etat, en supprimant tous les « agglomérats », et l'idiome particulier était un facteur d'agglomération.

En décembre 1793, le Comité de salut public interdit l'usage de l'allemand en Alsace. Des solutions plus énergiques sont d'ailleurs proposées : la déportation des Alsaciens ou « une promenade à la guillotine pour opérer leur conversion » (3).

La guerre contre les « idiomes grossiers qui prolongent l'enfance de la raison et la vieillesse des préjugés » (toujours Grégoire) sera reprise par l'école de la III^e République avec tout l'arsenal idéologique emprunté à la Révolution. Sans doute, le processus d'uniformisation était en cours depuis le XVIII^e siècle sous la pression de la nécessité des échanges économiques dans le développement du capitalisme. Mais ce sera la tâche de l'école d'inculquer un « français élémentaire » préparant le futur travailleur à la langue du contrat de travail et du commandement, le préparant aussi à se déplacer suivant les lois du marché de l'emploi. Cette langue unifiée, véhiculant les valeurs de la Nation, du centralisme, du travail et de la discipline exclut d'ailleurs fort logiquement toute mention positive des formes d'opposition ouvrière et des luttes sociales. (Les termes concernant la grève, par exemple, n'apparaissent longtemps que dans des expressions empruntés aux parlers locaux.) En même temps se diffuse une histoire tout aussi élémentaire qui a pour mission d'expurger la mémoire collective des traces d'une histoire non française, c'est-à-dire non bourgeoise.

(3) Des travaux critiques sur la répression linguistique commencent à paraître : *Le français national (politique et pratique de la langue nationale sous la Révolution)*, de Renée Balibar et Dominique Laporte (Hachette, 1974) et un ouvrage collectif, *Une politique de la langue (la Révolution française et les patois)* chez Gallimard (1975).

D'autres impératifs vont renforcer la nécessité de forger une langue et une conscience nationales unitaires : la constitution de l'Empire colonial exige des troupes convaincues de la valeur de la civilisation française et débarrassées de tout sentiment d'un impérialisme français subi « à l'intérieur même » ; et l'inégal développement économique demande cette mobilité de la main-d'oeuvre que facilite le français élémentaire.

Des nostalgies poétiques au « nationalisme révolutionnaire »

A PARTIR de la Révolution, le combat contre les langues régionales apparaît en surface comme un combat pour la culture et contre l'ignorance, comme un combat laïque et républicain. C'est là certainement un aspect de la question, et cette coloration progressiste a longtemps caché l'assimilation autoritaire, le dressage économique et le refoulement de langues qui avaient nourri des cultures fécondes et tissaient encore l'essentiel des relations quotidiennes dans de larges milieux populaires. Cette répression est ressentie dans la frustration, l'humiliation et le retrait ; elle appauvrit la vie sociale et bloque les évolutions au lieu de les accélérer. La déconsidération des « patois » conduit à la déconsidération des activités et des préoccupations de la vie quotidienne. L'écart n'en sera que plus grand et plus démobilisant entre les nobles affaires (dont la « politique ») traitées en français et le trivial affairément des « basses couches » populaires. Révaloriser la langue minoritaire, c'est aussi rendre sa dignité au quotidien.

La résistance à la politique linguistique prend corps dès le XIX^e siècle. Dans cette première étape elle est presque exclusivement le fait d'érudits et de petits notables nostalgiques, amoureux de leur littérature en perdition mais sans compréhension pour les problèmes socio-politiques de la langue populaire réprimée.

La dégustation élitiste et morose de beaux textes laissés pour compte, le souvenir des structures étatiques abolies vont les détourner du présent et les coincer dans un « apolitisme » conservateur. Et souvent, la défense de la langue ethnique est aussi considérée comme un barrage contre les idées subversives diffusées par le français. Le clergé joue un rôle actif dans cette tentative de prophylaxie, et la gauche se verra confortée dans son centralisme. De plus, cette défense élitiste, et au mieux folkloriste, contribue de son côté à l'effacement des traditions de contestation et de lutte populaires.

La période de « revalorisation », avec ses perspectives provincialistes et conservatrices, se poursuit jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Elle connaît une intensification dans les années 30, en partie par la contagion des combats pour l'autonomie qui se mènent alentour (Irlande, Catalogne). Quand elle débouche sur la politique, c'est pour exiger des solutions administratives et constitutionnelles. Les partis de gauche, par suite à la fois de leurs traditions centralistes et des tendances souvent réactionnaires des autonomistes, se méfient et restent à l'écart, à l'exception, par endroits, du parti communiste (Bretagne, Alsace). La guerre aggrave encore la méfiance puisque certaines têtes de file de l'autonomisme vont collaborer avec les nazis.

La remontée sera difficile. La résistance, puis les guerres coloniales, ont renforcé le nationalisme français. Mais des revendications d'ordre linguistique et culturel refont surface, et elles obtiennent certaines satisfactions : la loi Deixonne (1951) institue, à titre facultatif, l'enseignement des « langues et dialectes locaux », mais ne concerne que le basque, le breton, le catalan et l'occitan. En 1952, sous la pression de l'opinion publique, l'enseignement de l'allemand est réintroduit dans les classes de fin d'études primaires en Alsace.

Une nouvelle période va s'ouvrir vers 1955. Marquée par le « tiers-mondisme », elle va renouveler les analyses et les objectifs régionalistes. Sous l'influence du mouvement de décolonisation et de la lutte contre l'impérialisme français, va surgir l'idée de la « colonisation intérieure ». C'est le constat des inégalités de développement économique et social sur le territoire national, des disparités introduites par la progression sélective de l'industrialisation au XIX^e siècle, par les crises agricoles, les crises de dépeuplement et de surpeuplement. La dénonciation d'un sous-développement régional, qui conduit au chômage et à l'émigration, vient ainsi se conjuguer avec la conscience plus ancienne d'une aliénation culturelle.

Cette période coïncide avec une agitation sociale accrue : grands mouvements paysans, grèves comme celles de Decazeville (1961-62) où se manifeste une véritable solidarité régionale avec les grévistes. Des organisations de gauche se forment : l'Union démocratique bretonne, le Comité occitan d'études et d'action. Les attentats du Front de libération de la Bretagne rencontrent une compréhension et une solidarité inattendues.

Deux tendances principales se développent ainsi. Un « nationalisme révolutionnaire », qui cherche à faire le joint entre « libération nationale » (à l'image du Tiers-Monde) et lutte

des classes, en arrive, dans certains cas, à poser la libération nationale comme préalable à la libération économique et sociale. Ainsi l'ETA basque, qui n'hésite pas à proclamer l'unité du « peuple basque » (classe ouvrière et petite et moyenne bourgeoisie *nationale*) contre l'oligarchie espagnole. Le mouvement Enbata, en pays basque français, adopte des positions similaires.

Le réformisme « nationalitaire », qui se recommande parfois du programme commun de la gauche, milite pour un développement régional qui pourrait être l'œuvre d'institutions comprenant une assemblée régionale élue au suffrage universel direct, un conseil économique et social, un exécutif régional. A la suite de Robert Lafont, il s'attache à montrer que, si l'on passe outre au découpage artificiel des départements, il devient possible d'envisager des régions cohérentes tenant compte à la fois de la configuration économique et des spécificités ethno-culturelles. Cette conception de la régionalisation s'ouvre sur la perspective d'un fédéralisme européen... dans une « Europe des peuples » qui ne serait plus « l'Europe des affaires ». Un glissement à droite peut amener ce type de réformisme vers l'ornière la plus traditionnelle du nationalisme : au nom du développement régional, en appeler à l'union nationale contre les luttes sociales, pour remettre les « justes revendications » au jour où l'économie régionale aura atteint un degré suffisant d'équilibre et de prospérité. La bonne vieille manière de « retrousser les manches ».

Le schématisme de cette présentation rend très mal compte de la diversité des tendances qui s'entrelacent au sein du mouvement régionaliste actuel (... et il ne mentionne même pas les organisations nationalistes réactionnaires qui, comme le Parti nationaliste occitan, ne s'épargnent pas les pires aberrations xénophobes ni la détermination des frontières « au poil d'herbe près »). Le débat sur le régionalisme traverse la plupart des courants socialistes, et vient confluer avec les discussions sur l'autogestion. Le mouvement libertaire, réticent de par son opposition à toute forme de nationalisme, à néanmoins vu se constituer une Fédération anarchiste-communiste d'Occitanie publiant « Occitanie libertaire ».

Une critique méthodique des nouveaux nationalismes régionaux, et de l'idéologie nationale en général, a été menée par la revue *la Taupe bretonne* (4). Il s'agit d'une déconstruction,

(4) Les N° 3, 4 et 5 ont été publiés par les éditions Champ libre, qui ont sorti aussi un livre d'un des rédacteurs de la revue : *L'idéologie nationale*, de Jean-Yves Guilomar (1974).

systématique, sur des bases marxistes, du nationalisme « qui s'est toujours manifesté, dans l'histoire des pays capitalistes, comme l'idéologie à chaque fois spécifiée d'une bourgeoisie constituée et d'un Etat déterminé dont il légitime le pouvoir et justifie la politique économique *contre les autres bourgeoisies et leurs Etats* (c'est-à-dire leurs marchés nationaux », leurs dépendances coloniales et leur sphère d'influence) et *contre le prolétariat* tombant directement sous le coup de leur exploitation et de leur domination. » Dans ces analyses, les micro-nationalismes sont les alibis d'une restructuration de l'espace du pouvoir capitaliste

— en servant les intérêts des trusts multinationaux qui ne peuvent plus s'arranger des frontières traditionnelles des Etats et tendent à promouvoir des régions « trans-nationales » à l'intérieur du marché européen ;

— en s'activant pour une « autonomie régionale » qui, en fait, viendrait compenser une administration centralisée de plus en plus lourde à manier par une « décentralisation hiérarchisée et réglée des centres d'exécution ».

Malgré la rigueur des analyses et la profusion des documents (surtout des textes de régionalistes bretons), le travail hyper-critique de la *Taupe* reste unilatéral et partiel dans la mesure où les parallèles établis entre la « réalité » (les rapports de production) et « l'idéologie » ne laissent aucune place à la prise en considération des revendications régionales et des mutations qui s'opèrent au niveau des mentalités et des rapports sociaux. Et c'est peut-être cette incapacité de percevoir le champ sociologique de l'effervescence régionaliste qui a provoqué la disparition de la revue.

« Révolution culturelle »

LA RUPTURE de mai 68 a précipité vers l'un de ses termes possibles la combinaison des revendications socio-économiques et ethno-culturelles qui s'était faite dans la période précédente. L'un des aboutissants de cette combinaison est la fixation sur un appareil, mini-Etat ou relais décentralisé, de la volonté de bouleversement social et des aspirations à une particularité retrouvée et reconnue. C'est là créer de nouveaux blocs homogènes, s'enfermant sur leur particularisme, combattant les impulsions divergentes et les influences étrangères au nom de l'unité reconquise. A l'autre pôle, les revendications régionales venaient éclater dans la constellation des luttes intermittentes,

ponctuelles, diversifiées qui dans toutes les dimensions de la vie quotidienne dévoilent et contestent les incrustations du pouvoir.

Mai 68 a été « une crise de la société ». *Une crise de la société* (c'est-à-dire des rapports sociaux, ou de certains rapports centraux) peut survenir, se dérouler, s'aggraver, sans qu'il y ait « crise économique », ou « crise politique », dans l'acception classique de ces termes. Une telle crise ne se limite pas à la « culture », bien qu'elle l'ébranle. Elle va plus loin ; elle atteint les « valeurs » systématisées ou non, les « motivations », en bref, les structures (idéologiques) » (5).

La culture, au sens étroit, était mise en cause sur deux plans différents et apparemment opposés. D'abord un savoir élitiste, diffusé sélectivement et fonctionnellement, selon des canaux de plus en plus contrôlés, qui tendaient à la reproduction pure et simple des rapports de production existants ; et, sur le même plan, une vie intellectuelle et artistique de plus en plus formaliste et ésotérique.

A un autre niveau, plus général, c'était (éprouvée le plus souvent sans formulation explicite) une protestation contre la « culture de masse » et plus profondément contre la condition de dépersonnalisation, de passivité et de solitude qui sous-tend sa diffusion. Le bourdonnement et les clignotements ininterrompus des mass media ne pouvaient effectivement qu'aggraver la dépersonnalisation du travail, des transports, de l'habitat. Se retrouver un tissu breton ou alsacien, c'était déjà se sentir moins vide, moins mécanisé, moins seul aussi.

Les non-conformités introduites par les spécificités régionales sont déjà le support d'une acceptation de la différence, premier pas vers une revendication de la différence. Elles constituent aussi des lignes de jonction le long desquelles pourra se refaire une resocialisation, l'ébauche d'une nouvelle vie collective.

La logique du pouvoir technocratique — comme on l'a dit déjà pour la démocratie bourgeoise — tend à disloquer toutes les formes de sociabilité pour pouvoir recombinaison, selon les besoins de sa gestion et de son administration, des unités atomisées, interchangeables, différenciées seulement en fonction d'étroites spécialisations mécaniques. A cet égard, tout regain de vie sociale est une défense contre le pouvoir. Un progrès important dans la voie de l'individuation et de la socia-

lisation est accompli quand s'est opéré le passage du sentiment d'isolement et de massification au sentiment de minorité. Se sentir minoritaire, avec un minimum d'affirmation et de provocation, est une ouverture sur le collectif (minoritaire avec d'autres) et la contestation. La décomposition homogénéisante achoppe ici sur un mouvement de recomposition sociale qui est perceptible aussi dans les différentes tentatives de vie communautaire.

Le succès des universités d'été régionales, les rencontres avec les autres minorités ethniques, vont dans ce sens, et constituent en même temps un antidote contre le nationalisme. A cela s'ajoutent les convergences avec des groupes différents, dont l'aliénation et les revendications se fondent sur une spécificité : femmes, immigrés, vieux, minorités sexuelles. Ces rencontres peuvent avoir par ailleurs une efficacité critique et démystificatrice : les « femmes en lutte » ont certainement leur mot à dire sur certaines « traditions populaires », en particulier sur le plan de la vie familiale, ou les immigrés sur la manière dont est respectée leur particularité ethnique.

Il se crée d'ailleurs des courants véritablement internationaux. Dans leur campagne contre les centrales nucléaires, Français, Suisses et Allemands se retrouvent tour à tour dans chacun des trois pays, recréant ainsi cet espace rhénan qui est un grand souvenir des régionalistes alsaciens. Se sont de telles ouvertures qui vont créer des tendances novatrices et libératrices : en débordant les frontières et en entamant le nationalisme territorial suivant le cours des langues. Mais, de façon complémentaire, le régionalisme anti-institutionnel devra invoquer le territoire contre la langue lorsque celle-ci risquera de devenir à nouveau un fixateur nationaliste. Quand l'histoire des ethnies sacralise les origines et magnifie les anciennes structures étatiques, il est utile de rappeler que les grands mouvements sociaux et culturels ne s'arrêtent pas aux clivages des langues.

Le régionalisme est devenu un fait social qui se trouve réfracté dans tous les secteurs de la vie politique. Il n'est pas condamné d'emblée au nationalisme, et il y échappe quand il se connecte avec l'ensemble des luttes qui sont en cours pour arracher les rapports sociaux aux déterminations autoritaires et au conditionnement de la technocratie capitaliste. En fait, il constitue lui-même un élément de connexion efficace, quand il lie les revendications sur la préservation de l'espace, sur l'aménagement des villes, avec la dénonciation de l'aliénation

(5) Henri Lefebvre : *Le manifeste différentialiste* (Idées nrf, 1970).

économique et les besoins de communication culturelle. Il participe ainsi à cette « révolution culturelle » qui vise la transformation de tous les rapports sociaux. La place de cette révolution culturelle dans l'ensemble du processus révolutionnaire appelle un autre débat, qui lui aussi s'insère dans la discussion générale sur la postérité de mai 68. Ce n'est par la révolution, mais cela peut être la progression de la révolution sur un plan de la réalité, et le point où elle sera parvenue quand des remous secoueront d'autres plans à son importance.

Une dernière considération annexe : le fédéralisme, qui est resté longtemps en France une idée abstraite et sans impact sur les aspirations et les comportements politiques, commence à prendre corps. C'est là aussi un changement qui peut avoir des répercussions à plus ou moins longue échéance.

Juillet 1975

Resumen

El centralismo intransigente del Estado francés provoca una resistencia cada vez mayor en las regiones —ya no se dice «provincias»— donde subsisten lenguas «minoritarias»: Occitania, Córcega, Cataluña, País vasco, Bretaña, Flandes, Alsacia... La reivindicación regionalista se basa ante todo en argumentos culturales: reacción contra una política sistemática de asimilación, que condena a la extinción lenguas que produjeron grandes obras y que todavía sirven de medio de comunicación cotidiana a una parte importante de la población en las regiones en cuestión.

Después de 1950, bajo la influencia sobre todo del movimiento de descolonización, la reivindicación económica viene a reforzar el combate lingüístico y cultural. La protesta contra el subdesarrollo de las regiones denominadas periféricas acarrea una neta politización y la izquierda de los movimientos regionalistas busca sus argumentos en el «nacionalismo revolucionario» de los países del Tercer mundo. Así se ha introducido el tema del «colonialismo interior».

Mayo de 1968 y sus prolongaciones aportaron un nuevo dinamismo a las luchas regionalistas, con la impugnación de la cultura dominante, la crítica de la vida cotidiana, la defensa del espacio natural contra la industria contaminadora y el ejército, la incriminación del aparato político, etc. Se multiplican las referencias a un socialismo autogestionario.

Al mismo tiempo, se intensifican las contradicciones de los movimientos regionalistas. La resistencia al nacionalismo francés suscita «micronacionalismos», que también se fundan sobre una manipulación de la historia y la aspiración a un aparato de Estado; la lucha contra el «imperialismo parisiense» llama a la «unión nacional», por encima de la lucha de clases, etc.

Abocamos en esto al debate sobre la «recuperación de mayo 1968». Hipótesis propuesta en este artículo, sin la pretensión de superar todas las contradicciones: el regionalismo no puede mantenerse en la lógica de la «revolución cultural» más que a condición de afirmarse internacionalista, en el sentido de antinacionalista.

Riassunto

Il centralismo intransigente dello Stato francese provoca una resistenza crescente nelle regioni (non si dice più «provincie») dove sopravvivono lingue «minoritarie»: Occitania, Corsica, Catalogna, Paesi Baschi, Bretagna, Fiandre, Alsazia. La rivendicazione regionalista s'è dapprima basata su argomenti culturali: reazione contro una politica di sistematica assimilazione che condanna a morte delle lingue che hanno prodotto grandi opere e che ancora servono da mezzo di comunicazione quotidiano ad una porzione importante delle popolazioni nelle regioni in questione.

A partire dagli anni '50, sotto l'influenza dei movimenti di decolonizzazione, alla lotta linguistica e culturale si aggiungono le rivendicazioni economiche. La protesta contro il sottosviluppo delle regioni cosiddette periferiche porta con sé una netta politicizzazione, e la sinistra dei movimenti regionalisti attinge i suoi argomenti nel «nazionalismo rivoluzionario» del Terzomondo. Viene così proposto il tema del «colonialismo interno».

Il maggio '68 e ciò che l'ha seguito hanno portato nuovo dinamismo alle lotte regionaliste, con la contestazione della cultura dominante, la critica alla vita quotidiana, la difesa dello spazio naturale contro l'industria inquinante e contro le servitù militari, la contestazione dell'apparato politico, ecc. Si moltiplicano i riferimenti ad un socialismo autogestionario.

Contemporaneamente si intensificano le contraddizioni dei movimenti regionalisti. La resistenza al nazionalismo francese suscita dei «micro-nazionalismi» basati anch'essi su una manipolazione della storia e sull'aspirazione ad un apparato statale; la lotta contro l'imperialismo parigino si richiama ad una «unione nazionale» al di sopra della lotta di classe, ecc.

Ci si ricollega a questo punto al dibattito sul «recupero del maggio '68». Ipotesi proposta in questo articolo (senza pretesa di superamento di ogni contraddizione); il regionalismo non può restare nella logica della «rivoluzione culturale» se non a patto di affermarsi internazionalista, nel senso di antinazionalista.

Summary

The French State's policy of peremptory centralization is meeting with increasing resistance in the «régions» (one does no longer say «provinces») in which linguistic minorities remain: Occitania, Corsica, Catalonia, Brittany, the Basque country, Flanders and Alsace. The demands of these regions have rested at first on cultural arguments: they were a reaction against a policy of systematic assimilation that condemned to decay languages that have produced

great works and are still daily used by important segments of population in those areas as a vehicle for communication.

After 1950 and particularly under the influence of the decolonization movement, the economic demand has come to strengthen the linguistic and cultural struggle. The protest against the underdevelopment of those so-called peripheric regions has definitely politicized the movement: its left wing has borrowed its arguments from the revolutionary nationalism of the countries in the Third World.

May 1968 and its long range effects have brought new dynamism to these regional struggles which now oppose the prevailing culture, criticize everyday life, defend natural space against polluting industries and the army, question the political machinery, etc. There have been increasing references to socialistic self-management.

At the same time, the contradictions of regionalism have been intensifying. Resistance to French nationalism brings forth micro-nationalisms that rely in turn on a manipulatory re-writing of history and on calls for a «state» machinery; the struggle against «Parisian imperialism» appeals to a «national unity» transcending class struggle, etc.

Here again, we rejoin the debate on the process of recuperation of May 68. The article suggests the following hypothesis (which does not pretend to overcome all the contradictions): regionalism can keep up the logic of cultural revolution provided it asserts its internationalism — in the sense of antinationalism.

Los acróbatas

Este estado de cosas ahora se hace también visible en el viraje que está dando ahora la teología de la revolución y que es propio de su ambivalencia. Luego de haber criticado el cristianismo establecido y la sociedad actual, escoge un punto de partida que está por encima de esas realidades. Su proposición mayor —si es que se la puede tomar en forma sistemática— es la acción de Dios en la historia... *God's action in history*, como reza la siempre repetida fórmula. Como *teologumenon*, esta fórmula libera, a quien se remite a ella, de lo establecido, para eso se la ha creado. Pero también lo libera de la crítica de principio, porque esa realidad de la acción de Dios en la historia no está al alcance de la crítica reflexiva, pues es, al mismo tiempo, la proposición mayor de toda crítica.

Trutz Rendtorff-Heinz Eduard Tödt in
«Teología de la Revolución». Monte Avila Ed.
Caracas 1975.

The negativity of Anarchism

David Thoreau Wieck

ANARCHISM is notoriously pluralistic in the sense that there are many «philosophers» and many «schools» with no obvious common ground except the rejection of political sovereignty implicit in *an-archia*. Not unreasonably, anarchism is frequently taken to be a family of minimally related ideas that deny the legitimacy of the state and (usually) propose its abolition. This view, although texts in support of it could be cited, is narrow; for anarchism is not merely anti-state, somehow it is an idea or theory of freedom. But this not merely, this freedom, are indefinite and much in need of elucidation.

I offer here a view of anarchism, a way of understanding it in terms of a common basis, that I hope will make evident its importance and its meaning. This is a problematical undertaking, quite different from a study of the thought of an individual anarchist writer. It calls for decisions about what is essential in the various anarchist traditions, and there is high risk that the result be more revelatory of one's own bias or predilections than of anarchism past or present. More exactly, then, the present article is an expression of my intuition, based chiefly on my personal experience of anarchism, of what is central to anarchism and what most worthwhile in the sense of statement about human society and human being. In the course of the reflective effort to express my intuition as precisely as I can, I have come to see a number of fundamental issues in a way that is new and illuminating to me.

My discourse is objective in mode and intended for philosophical scrutiny. I wish to make it quite clear, however, especially because I believe that what one thinks and claims to know in the objective mode is inseparable from one's convictions («where one is coming from,» as the apt phrase had it), that I share the broad attitude or orientation that I identify as anarchist.

As I say later on, the perspective of anarchism, as a living idea rather than as an intellectual possibility, is a perspective of oppressed people to whose anger at their oppression and the

oppression of their comrades anarchism gives voice; the purpose of anarchism is to serve as a means for putting end to those oppressions. Just how far one can grasp the meaning of life-conditions that are not one's own—a question raised vigorously by blacks and by women—I am not sure. (I have experienced oppressions but not as a permanent condition to which society and circumstance have condemned me; in the family of mankind I have been a middle-privileged person at least.) However that may be, I am convinced that anarchism can become meaningful only if one has a concrete sense of the «social reality»—I am afraid I do not know a better term—out of which it arises, and I hope that I have kept this reality, namely the human meaning of oppression, in constant view.

The Anarchist Idea

TO A PRELIMINARY conception of anarchism and of what I mean by a common basis, comparison and contrast of the role of «ideas» and «ideology» in the history of socialism and anarchism will provide a way of approach, less circuitous than may at first appear.

Anarchism is usually called an ideology, and in some senses of a term that everyone defines at will, this characterization would be correct if not very informative. I prefer to define ideology, in the spirit of Marx and Mannheim, as an aprioristic and rationalized belief-system that serves to justify, and to mystify on behalf of, the dominance and power of some social group or some institutional complex. (This definition is meant to comprehend transcendental ideologies, i.e., theologies, as well as social ideologies.) Although I believe it to have broader theoretical utility, the reader is free to regard this definition, which will have a thematic function in my discussion, as a means of making distinctions useful in clarifying the status of anarchism.

Socialism before Marx expressed an incompletely determinate but by no means abstract ideal, roughly describable as abolition of bourgeois property, economic exploitation, and class division, vindication of the dignity of labor, and institution of production for use. Philosophically and by social science, Marx tried to create for socialism a theory of method and a justification for its goals. Subsequently, in the historically important variants of socialism, «Marxist theory,» or perhaps more exactly the philosophy and methodology of

Engels, suitably glossed, became doctrinal truth: first of all in the German Social Democracy and American DeLeonism and then in Leninism and its derivatives. 'Orthodoxy,' 'deviation,' 'revisionism,' and the remainder of a vocabulary of rigidified theology-like system, enforced by a centralized party, signal the transition. This last stage of Marxism, these systems of truth, are fully ideological in the sense of the definition above.

(That the Marxisms which have a share of the world-historical scene are aprioristic belief-systems resting on definitive foundations is widely recognized for the Leninist instances. If it is less usual to regard Leninism as justifying and mystifying on behalf of a dominant social group, this is in part because, from a bourgeois standpoint, itself ideological, it seems like a proselytizing faith. I see its primary function as justification of the rule of the leadership of a party over its members, of the rule, present or future, of a party over society; and as mystification of the people. Leninist Marxism turns out therefore to be an ideology of state-dominion that merges with—appropriates or perhaps is appropriated by—ideologies of nationalism. Social democracy, of course, has found accommodation with capitalist ideology.)

Anarchism, by contrast, while not free of ideological tendency, has never been dominated or delimited by the theories of its philosophical and scientific proponents. Those anarchists who have advocated doctrinal unification have usually affiliated eventually with Marxist parties, as have advocates (the same persons most often) of party-like organizations intended to lead and direct popular movements of social revolution. The anarchist belief is fundamental that no person, no theory, no historical process, stands higher than oneself, and that life does not yield primacy to thought abstracted from it. The most significant legacy from the past therefore is certain values and (especially) principles, the lives, and often the deaths, of exemplary and heroic persons, and cautionary experiences. Resolve and action, knowledge of one's desires and goals, is what matters: which is to say that Marxist accusations of voluntarism do not malign anarchism.

Mannheim's classification of anarchism as utopian rather than ideological—because it seeks to sunder and not to sustain the social present—has much to recommend it but is still not accurate and is prejudicial moreover in that 'utopian' (as much as 'ideological') was for Mannheim a term of contrast to the realistic methods of liberal social-scientific meliorism.

Anarchism, non-ideological and prior to philosophy and to science, we may best, if with slight semantical awkwardness, speak of as an *Idea*: a mode of speech familiar to at least some anarchists, certainly to those in the Spanish and Italian traditions.

Characterization as an *Idea* situates anarchism in that constellation or cosmos of *Ideas*, kindred in spirit one to another although wholly concordant by no means, that assumed major significance in the eighteenth and early nineteenth centuries in Europe and the Americas: *Ideas* of socialism, reason, liberty, equality, democracy, mankind, progress, history, the nation. Certain of these, such as anarchism and socialism, expressed social ideals directly; certain, among them socialism, and the idea of the nation equally fatefully, became the source of later ideologies. We lack an unambiguous name for that pre-ideological mode of thought; *idealistic* may be best but in a sense that is pre-philosophical and discontinuous with philosophic Idealism.

(The sense of *Idea* here is not Hegel's but that of a recently emerged mode of thought that he sought to understand and appropriate. He blamed the «abstract» *Ideas* for the course of the French Revolution, not realizing, or preferring not to see that although they were undoubtedly used as manipulative abstractions, i.e., ideologically, by the wielders of new power, they had meaning enough, and concretely, for the poor and oppressed.)

An *Idea* like anarchism, as I conceive it, is a thought, a thinking, a conviction, a desire, an aim, a vision of life, whose nature is an insistence that it be realized and whose full meaning is to become manifest only in its realization. It expresses a potentiality of human being, recognizable by human beings and embraceable as a goal that together they endeavor to consummate. It exists in (and as) social movements, in (and as) movements of mind, in (and as) the lives, actions, and experiences of persons. It has ground in the social present and objectivity and potential reality as a shared and social aim. Although capable of articulation, it is essentially conceptual, certainly not rationalistic. At its core, as its «matter,» as its material source, is *feeling*—feelings about relations among human beings, about personal identity and worth, about human being.

In terming anarchism an *Idea*, I mean to convey specifically that it is non-doctrinal; that it has always been «understood»

rather than defined; that it gives shared meaning to deep-felt longings; that it indicates an ideal aim for which a social movement, of everyday human beings who in practice will often enough contradict their ideals, is called forth; that it expresses an «ought» that is an anticipation of its object of striving; that it serves as object of faith, as ground of solidarity and mutual aid; that it has been enriched but not transformed essentially by supporting speculations and reasoned argument; and that it has remained continuously and intensely in touch with its originating ideals.

By no means does this anarchism signify mindlessness, irrationalism or an anti-intellectual attitude—a misinterpretation common in the youth-radical movements of the 1960's, possibly reflecting confusion between (in my terminology) ideas and ideology. On the contrary, self-education, thinking through and discussing exhaustively the meaning and consequences of one's basic beliefs, being their master and not their servant, these are implicit in «the anarchist *Idea*» and were the norm, and frequently the practice, of traditional anarchist movements. To say that this *Idea* is a thought seeking its realization is to say that it demands a maximum of social inventiveness and practical imagination, that it demands (again) that one know what one wants. It is opposite to obedience to ideas abstracted from life and to action uninformed by thought. This, rather than the anarchism of one or another «theorist,» is the anarchism whose meaning I shall try to bring forth.

The fact that the anarchism in question remained essentially an *Idea* grounded in feeling does not mean that this *Idea* has no history or evolution, but I shall not attempt to deal with that evolution here.

Anarchism

WITH the foregoing formal conception of anarchism in mind, I now offer a statement of its *content*.

The theme of political sovereignty will be the point of departure, with proviso that we adopt the wide sense of 'politics' employed by contemporary feminists who by speaking of sexual *politics* have drawn notice to a veritable host of politics.

(«The term 'politics' shall refer to power-structured relationships, arrangements whereby one group of persons is controlled by another. By way of parenthesis one might add that

although an ideal politics might simply be conceived of as the arrangement of human life on agreeable and rational principles from whence the entire notion of power *over* others should be banished, one must confess that this is not what constitutes the political as we know it, and it is to this that we must address ourselves.» Kate Millett, *Sexual Politics*, N. Y.: Doubleday, 1970, pp. 23-24.)

On this model («the political as we know it») we may conceive of the politics of production and consumption, the politics of education, the politics of race, the politics of religion, the politics of art, the politics of age —and the politics of every social sphere, the conventionally political included, in which a group or class or caste dominates others, or some institutional complex rules the lives of people. In many of these spheres, exchangeable slogans of «freedom» and «liberation,» and more problematic slogans of «power» as well, have been raised.

As might be expected, there is also a politics of liberation —a politics of overt or covert power-structures that control particular movements of liberation.

We shall have in mind, then, a panoply of «political» relationships, among them, masters and slaves, governors and governed, propertied and propertyless, employers and employees, male and female, teachers and students, old and young (and young and old), dominant and subjugated races, party leaders and party members, bureaucrats and clients, labor leaders and rank and file, commanders and troops, priests and their flocks (and on some views: God and human being), imperial nations and subject-peoples, liberators and those whom they propose to liberate. With respect to each of the power-relationships one can identify a distinctive ideology, sometimes formally articulated, although rarely with the thoroughness of orthodox Leninism, sometimes primitive or parasitic on other ideologies.

Anarchism can be understood as the *generic* social and political Idea that expresses negation of *all* power, sovereignty, domination, and hierarchical division, and a will to their dissolution; *and* expresses rejection of all the dichotomizing concepts that on ground of Nature, Reason, History, God or other, divide people into those dominant and those justly subordinated. Anarchism is therefore far more than anti-statism, but government (the state), as claimant to ultimate sovereignty and hence to the right to outlaw or legitimate particular sovereignties, and because sustained from self-interest by those who guard particular fiefs and turfs, stands at the center of

the web of social dominion and is appropriately the focus of anarchist critique. Anarchism is anti-political, therefore, in a comprehensive sense for which electoral and parliamentary abstentionism is a fitting symbol.

The relationship between the anarchist «idea» and my definition of ideology is by now obvious: a relationship justified by the aptness of the anarchist perspective for assessment of the exploitation of ideas by power and the ideologizing of ideas, a project to which Marxism contributes mightily but which its own commitment to power betrays. For the state itself, traditional political philosophy, above all in the epoch of the nation-state, has provided consistent ideological support.

Anarchism then is the social and political philosophy that proposes the eradicating of all divisions between (political) haves and have-nots, the dissolving rather than the redistributing of power; and the abolishing of identities of ruler and subject, leader and led, learned and ignorant, superior and inferior, master and servant, human and inhuman. If the anarchist ideal were realized, all persons in their unique individuality would be related to each other in multiple non-stratified societies of voluntary (freely chosen) association.

Today, individuality signifies, almost invariably, membership in an élite class or caste, opposite a mass, and depends on (is given definition by) that membership; such individuality is not authentic because not properly individual. What is presently thought of as socialization is a stabilized, preferably frictionless politics to which the subordinate assent. The aim of anarchism is universal and genuine individuality and complete socialization, their antithesis overcome by, precisely, the elimination of constraining and distorting contexts of power. Then all persons would be political equals, not in the sense of equality of power (for anarchism negates social power) or necessarily of goods but in the sense that no one, no group, and no institution would rule, control, decide for or dominate another. There would be society, but no polity.

Individuality (uniqueness) and the socialization of human existence, so reconceived, can be identified as basic values of anarchism, values in turn describable as social freedom. Justice will no longer be defined in terms of distribution, or of rights that presuppose sovereignty, certainly not by lawfulness. If slavery be taken as metaphor for domination, applicable literally or nearly so to many of its forms, justice and injustice of institutions can be defined in terms of «slaver»: so that an

institution is unjust if and insofar as persons implicated in it are the «slaves» of others. However benign and altruistically intentioned, «slaveries» violate human being systematically and essentially, and this cannot be made-good. The «master» of course thinks otherwise, and otherwise say his ideologies.

Plainly, to strive for the total abolition of «slaveries» is not the only possible mode of response to their recognition: if it were, there would be no liberalisms or Marxisms and anarchists would be everywhere. If convinced that abolition is impossible, one may choose to mitigate, reform or exchange systems of power; without devaluing freedom, one might not hope for more than marginal and sporadic realization of it. Except for incidental remarks, I shall avoid discussion of practicality and the philosophical problems concerning judgment of it, problems that are particularly difficult because the generalization of anarchist attitudes toward institutions might have significant results, in keeping with anarchist values, even if the ideal aim were never approximated. I limit myself to trying to exhibit the meaning of the anarchist Idea, a project prior to, even though not fully distinguishable from, judgments of practicality, and necessary (I believe) because the degree to which an anarchist perspective restructures perception and anticipation of human being, of society, and of history, is rarely appreciated sufficiently.

(Sometimes the characteristics of anarchism discussed here are expressed, by anarchists and others, as *anti-authoritarianism*. This is an unhappy mode of expression, first because anti-authoritarianism is professed by numerous and diverse political groups; second because there are forms of authority that do not entail power over persons; third because authority is that to which power pretends and which its ideology claims for it; and for other reasons. Authority that is specifically and voluntarily delegated is not power-over-persons, although it may be converted to such power. Recognition of the authority of technical competence is not submission to power, unless the technically competent are permitted to determine ends as well as means, or to determine means in a fashion that determines ends. The authority of each in his or her own sphere of activity is a way of enunciating the freedom of each. Analysis of authority, to distinguish the genuine from the spurious, has been lacking in anarchist literature; the problem is met squarely by Giovanni Baldelli's *Social Anarchism*, N. Y.: Ather-ton Press, 1971, from which I have learned much.)

Anarchism and Marxism

PERSONS familiar with «early Marx» might suggest that I have just described uncorrupted Marxism. The matter is worth pursuit both for its own sake — since I believe Marxism and anarchism to represent truly basic alternatives — and in order to bring out other important dimensions of the anarchist Idea, especially its temporality.

Marx might be called a philosophical anarchist in the sense of the phrase that signifies affirmation of anarchy as an ideal without present relevance. The conflict between Marx and the anarchists in the First International makes it clear that Marx did not in organizational practice or revolutionary program share the anarchists' negativity toward power. He demanded control by the central organization over the sections; he insisted on programmatic unity, in effect the enforcement of agreement to truths of a leadership-élite; he destroyed the International rather than permit it to be an association of solidarity in diversity; he emphatically rejected the anarchist thesis that the abolition of the state was a present concern. Anarchist criticism of Marxism, in addition to unjustly identifying Marx with later dialectical materialism, sometimes overstates the historical personage Karl Marx but, besides foreshadowing the political and ideological practice of future socialism, including the Leninist monoliths, his behavior reflects his conception of power and freedom.

The ideals sometimes (not so very frequently) affirmed in Marxism may not be significantly opposed to those of anarchism; but for all the time between the present and, in Marxism, the eventual realization of the ideal there is systematic variance. For Marx as for Marxism, no-power, to the extent acknowledged, is beyond History, while for anarchists it is within History, within the present, immanent as potentiality in the present.

Anarchism provides, as I have indicated, a critique of the politics of liberation itself — a critique that only a few Marxists have attempted. Basic to Marxism is the view that economic power is the key to a liberation of which the power of a party, the power of government, and the power of a specific class are (or are to be) instruments. Basic to anarchism is the opposing view that the abolition of dominion and tyranny depends upon their negation, in thought and when possible action, in every form and at every step, from now on, progressively, by every individual and group, in movements of liberation as well as elsewhere, no matter the state of consciousness

of entire social classes. Thus, anarchists see in Marxism an illusion of liberation and the creation of new structures of power that forever defer it and that nullify spontaneous liberations briefly tolerated. Correlatively, in the anarchist view the choices and actions of individuals are important for those persons, for their milieu, and for all of us; in the view of Marxists, collectivities and their actions alone have significance, are alone objectively real (this has turned out to be the operational meaning of Marx's famous Feuerbach-thesis on the individual).

Congruently with theory, the strategies of Marxist movements have been strategies for conquest and use of power, strategies of affirmation of politics. In every country ruled by Marxists the basic politics, i.e. the basic structures of state, have been perpetuated, or if in collapse reinstituted and revived, a fact that lends support to the claim that anarchism is the only social philosophy that asserts an alternative to the politics of power. (Of the various liberalisms, the anarchist critique need not be spelled out.)

In the light of the preceding, certain familiar Marxist polemics against anarchism can be subjected to inversion: the result is polemical also but perhaps not unfair. Rather than anarchism, it may be Marxism, with its vision of post-historical transcendence, that is apocalyptic and utopian. Anarchism rather than Marxism may be capable of sustaining a conception of genuine social dialectic, for Marx's theory of superstructure and the primacy of impersonal economic forces inhibits, if it does not entirely rule out, an apprehension of continuous interplay among the many arenas of politics and liberation. It may be anarchism that implies the more complete view of *anthropos* because it does not by abstraction obscure and ignore the psychology and the now so important sociology of power. And it may be not anarchism but Marxism, with its econo-centrism, its controlling dialectic of technology and property, that is simplistic and naive.

In the section that follows, part of the meaning of the above theses will be developed.

The New Relevance of Anarchism

RECENT REVIVAL of interest in anarchism, and the tendency of some North American and Western European Marxists to revise Marxism in libertarian directions, allow explanation in terms of the present discussion.

First, anarchism is the natural generic expression for the many particular movements of liberation, including a number that have emerged in force only recently. As such a generic Idea, anarchism *implies* these liberations, and most lines of argument against particular power-and-dominance relations tend conversely to generalize to the anarchist position. Not merely awareness of twentieth century extensions of state-power, therefore, has given anarchism contemporary «relevance» both for radical youth and for various intellectuals and social philosophers.

Anarchism does more than unify the many themes of liberation. For those who suspect that power rather than wealth may be the root of oppression, and that power may be the more comprehensive concept, anarchism offers a framework of explanation. Marxist have generally derived racism from the interest of the wealthy classes in dividing the mass of the people against one another; one does not have to deny this interpretation all validity to see that the psychology of social or ethnic domination, for the sake of domination, may be a deeper theme. It has been difficult, in view of the imperialist actions of the Russian state, to attribute imperialism and wars to economic and profit considerations primarily. In many other spheres, the sphere of «liberation» included, we see power sought after from motives deeper than a theory centered upon economics accounts for; while a theory centering upon power is capable of explaining also the seemingly irrational intensity of acquisitive behavior.

Third, it is becoming increasingly apparent that to speak about a «ruling class» in the present era is totally inadequate. Nationally and internationally, the economics of capitalist distribution retains its disproportionality of wealth and poverty but now power is corporate and bureaucratic. Even that statement falls short, and phrases like 'military-industrial complex' seem ineluctably apt. Individuals and groups face elaborate structures of power, national and transnational, and their self-sense, even at relatively high levels of privilege, is likely to be one of powerlessness, helplessness, insecurity. The «class» that rules is not exactly a class of persons but more like an institutional complex whose administrative and managerial technicians work, one may say with only slight exaggeration, to job-description. Even if we define this personnel, together with the major beneficiary individuals and families, as «the ruling class», it remains nonetheless, in the U.S.A. as in the U.S.S.R.,

an impersonal power with replaceable figureheads. The «power» demands of the American '60's expressed a sense of contemporary society's, not America's alone, central problematic: the abstraction of power from persons in the form of «bureaucratic society,» «managerial society,» etc. Anarchism becomes more plainly relevant when power itself, not this group or that class of persons, reveals itself as the truth of the nation-state and of international capitalism and nationalistic socialism, and when power rather than wealth is the prime image of success, the one model presented for emulation.

Fourth, from many sources have come reasons to believe that any theory that finds the secret of human liberation in something so specific as the politics of property neglects the interdependence of the many liberations. Each species of dominance and power reenforces other species, directly in ways that can be mapped sociologically, indirectly by requiring and engendering habits of rule and/or submission. Children who have undergone hierarchically structured families and schools will be most fortunate if enabled by countervailing experiences to affirm themselves thereafter in non-power-structured situations, or to relate freely and responsibly as persons with persons, or to resist power rationally rather than by brief rebellion. Solidarity among professedly antagonistic groups against challenge from below — the solidarity of union officials and corporate managers, to name a familiar type — is in striking contrast to the normal and self-defeating non-solidarity, most often mutual hostility, of oppressed groups from different categories. As we proceed more deeply into a world of institutional management of human existence, and in that evolution might be approaching, if we have not already passed, a point of no return, questions of liberation increasingly reveal themselves as a single issue of manifold human liberation.

Fifth, the interdependence of the many liberations suggests that human liberation must be a continuous process and that the anarchist method of seeking to transform qualitatively the scene of one's life, of trying to create spheres of freedom, even when one cannot affect large social institutions of property and government directly, may be a meaningful and necessary part of a multidimensional process of liberation in which many are active in varied and particular ways. This can be expressed by saying that anarchism proposes the *continuous realization* of freedom in the lives of each and all, both for its intrinsic, immediate values and for its more remote

effects, the latter unpredictable because they depend on the unpredictable behaviors of persons not known and of non-personal historical processes.

Nevertheless, anarchism remains extraordinarily difficult to adopt other than «philosophically,» i.e., intellectually, for it makes a severe dialectical demand: that persons envision and find ways to overcome a condition of objective and subjective powerlessness and futility, not by seeking power or planning its seizure, or by pleading with power, and so on, which are the ways of politics and the ways also by which people attempt to cope with everyday oppressions, frustrations, and resentments, but by negating power absolutely *and choosing powerlessness*. (Choice of powerlessness does not, however, imply passivity or lack of militancy. Anarchism and Taoism have much in common — but anarchism is not a way of merely personal salvation.) The demand is severe, given, in the U.S.A. for specific example, a society that is barren of public ideas other than the power-oriented; given a prevailing ethics that allows one to do whatever one wants so long as no one is hurt very directly; given that authentic models of liberty, individuality, and free cooperation are scarce; given a superficial but malignant pessimism about human being; given a complex of overlapping hierarchies such that all but a few people are relatively superior others who are institutionally inferior; given a communications technology that provides a year-round circus of politics for the entertainment and mystification of the citizenry; given the rage, hatred, fear, envy that pervade the nation. Although the youth-radical movements of the late '60's in the U.S.A. exhibited so many familiar themes of anarchism that «the Movement» might be described as proto-anarchist, a plausible interpretation of its collapse is that (mainly unacknowledged, often magical) expectations of power, even of instant power, were unfulfilled. Neo-Marxisms that retain a basic affirmation of power and a reassuring vision of power-through-history, while seeking to qualify themselves by incorporating libertarian themes, make lesser psychological and ethical demands.

Whether, in a society (and world) in which the reality and ideality of power are ubiquitous, anarchism, in the sense of generic liberation, can have meaning other than to be a way of life for a small number, would seem to depend on the possibility that the transcendence of power, i.e., integral freedom, becomes by many persons concretely imaginable, concretely

thinkable, as the resolution and liquidation of the power-and-powerlessness polarity. Because such a consciousness has never yet been realized on a large social scale, with the partial exception of a certain period in Spain, its potentialities have never been tested. But the choice of powerlessness, the choice, if run one must, to run with the hares and not with the hounds, and, beyond that, the choice to reject such definition of options, is a choice open to each person as a life-choice, and its intrinsic meanings are not invalidated either by choices others make or by verdicts of mindless History.

Anarchist Ethics

(a. *Anarchist Principle*)

I should like now to begin to present certain implications of an anarchist view of power and liberation.

In theories justificatory of anarchism one encounters a confusing variety of ethical arguments — a variety attributable in part but not entirely to the authors' desire to emphasize either the theme of individuality or the theme of sociality. In anarchist movement and the lives of anarchists, however, one finds something simpler — a consistent emphasis upon *principles* and *action from principle*. Herein I believe lies a key to the ethical meanings of anarchism.

To the bourgeois, anarchist principle signifies fanaticism, to Marxists an unrealistic and irresponsible unadaptability to objective circumstance and historical necessity. «On principle» anarchists abstain from all elections, refuse to form or support political parties or party-like organizations, refuse to appeal to or accept the aid of government to achieve immediate desired ends, refuse to accept positions of power, oppose and seek the downfall of liberal as well as overtly tyrannical states, oppose all wars and resist military service, refuse to be married by state or church, and so on. Anarchists refuse to «recognize» laws, courts, and police authorities, refuse to defend themselves by accepted legal procedures. Anarchists make a principle of direct (i.e., personal and non-mediated) action, a principle of solidarity, a principle of personal responsibility. In general the word 'compromise' means for anarchists compromise of principles, and has only pejorative connotations. The conclusion would be difficult to avoid, that this «inflexibility» is somehow intrinsic to anarchism.

Action from principle has in different contexts very different meanings. In the anarchist context these various principles, this attachment to principle, this ethics and politics of strict (but not absolute) principle, all this becomes intelligible and coherent when the various principles are referred to a single principle, *that one should neither exercise nor submit to power over persons*, either by collectivities or persons; with the correlative belief that the downfall of power depends upon action from this principle. By this interpretation, negation of power can be described as the principle-of-principles of anarchist action: in the end, perhaps it is, or should be conceived as, the *only* principle.

(It is important to note that the principles mentioned are nearly all *negative* principles. Plainly they call for the supplement of concrete alternative actions fitted to circumstances, and an anarchist movement that knows nothing but its negative principles is a movement in decay.)

I believe that the central anarchist principle is best understood in interconnection with certain more general ideas: that the individual is the basic social reality; that individual voluntary consent is the ground of cooperation («giving one's word,» in the traditional anarchist movements, is the bond that unites); that everyone, oneself not excepted, is responsible for their actions; that social freedom depends on the self-discipline of each; and that the assumption of power or submission to power in any sphere of human activity is a negation of the fundamental reality of individuals, a negation intrinsically incapable of offset by other types of considerations. These ideas are, I would argue, existentially although not formally reciprocal, and are implicit in the negation of power-over-persons as presented in Section II above. (The argument would be difficult and would probably turn on explication of 'individual as basic social reality.' Here I note only that 'basic social reality' does not entail 'basic metaphysical reality'.)

(b. *Power and Violence; Fraternity and Love*)

In two areas besides the question of property — which will be discussed separately — anarchists have differed sharply about principles. The dispute between anarchists who distrust formal organization, anarchist as well as other, and for whom the term 'organization' is pejorative, and those who hold organization to be essential, would seem chiefly to represent a

difference in sociological and psychological judgment, disguised by semantics of 'organization' and 'association,' as to conditions under which the individual is lost and power emerges. No fundamental questions of ethics seem implicated.

The other area, deeply problematic, is that of pacifism, violence, and revolution. The main anarchist tradition has been revolutionary in a sense that endorses violence as a means of resisting and destroying the apparatus of force and violence by which power is maintained. (That the free society should be non-violent is agreed.) Within the framework of anarchist principle, it can be argued reasonably that violence against an oppressor who maintains his position by violence is not itself an act of oppression since one does not seek to (and will not) enslave or bring into subjection that person. The violence-affirming or violence-condoning tendency would seem to be asserting that negation of master/servant («slave») relationships takes priority over the claims to respect for life of those who insist on being masters and, by violence, direct or indirect, make that insistence good. Unfortunately, major social oppression defends itself usually by hired or conscript instruments — and, when defeated, by foreign armies. All these persons are oppressors in their instrumental roles, and subject to seduction and corruption by those roles, yet many in their own way are victims.

Here the anarchist who accepts violence is beyond clear guidance of principle. (Even in its terrorist phases, however, anarchist violence has almost always been directed expressly and scrupulously against principals or executives of political and economic oppression, so that, by comparison with the anti-civilian terror-warfare of governments, or nationalist guerrilla warfare, or routine police terrorism in countless nations, to say nothing of the savage reprisal taken upon defeated working classes all through history, anarchist terrorism is ridiculously misnamed. Prevalence of an ethics of principle, rather than a utilitarianism that lends itself to self-deception, may be a major ground for this (self-) control; while the centering of principle in power-negation rules out the taking of hostages or other instrumental treatments of persons that are the usual transition from resistance to militarized warfare. The breakdown of anarchist principle in the Spanish anarcho-syndicalist movement, especially during the civil war and revolution, is a large and complex topic into which I cannot enter here.)

In twentieth century anarchism, not merely within the

Tolstoyan tradition, pacifism has been an important minoritarian tendency. Whether evolutionary or non-violently revolutionary, pacifist anarchism asserts that violence is even clearer negation of human being than is power, is perhaps even the genus of power, and introduces into anarchism a concept of love much stronger than the «fraternity» of the main tradition — universal, because unlike fraternity not restricted to solidarity of the oppressed — and tends thereby to transform the concept of the individual and the concept of freedom. Love will then be the ultimate positive concept, opposite to violence. I think that one can say that an anarchist, of whatever specific persuasion, who does not feel (more than *think*) such love and non-violence as ultimate values has not fully experienced the meaning of anarchism, although love and non-violence are not easily lived in the midst of the oppression and suffering of others. In a sense, therefore, the motion of anarchism toward a full ethics of love, although a motion intrinsic to the Idea, remains to be realized, and may be realizable only in transition to anarchist society.

(c. *Utilitarianism and Anarchism*)

In certain anarchist theories, it should be noted, one finds instead of appeal to principle, essentially utilitarian arguments against the state, based on historical and scientific studies, that would have no more than analogical presumption of applicability to other power-relationships. The contentions of Kropotkin and Rocker, that the arts and sciences, peace, evolutionary progress, would be favored by abolition of the nation-state suggest that the question of political decentralization, anti-statism in a narrow sense, may be distinct and separable from other questions of power, and such writers have tended to be somewhat less forceful in their critique of other forms of power. (Both Kropotkin in 1914 and Rocker in 1939 found it possible to support the Allied governments at war.) Bookchin's ecological justification of anarchism is kindred in method although he is rather more sensitive to other issues.

With respect to anarchist movements and their ethos, however, I do not see such speculation as foundational, and I would agree with Malatesta, whose explicit voluntarism may have expressed most nearly the spirit of the historical movement and the anarchist idea, that Kropotkin would have been an anarchist even if his biological and historical theories had been refuted. If so, the utilitarian and historical arguments

would be confirmatory or, perhaps, a ground recognizable and acceptable to persons in the middle-privileged strata of society, for whom the perspective of the oppressed, which is the perspective of anarchism, and the anger of the oppressed, to which anarchism gives voice, often stridently, might otherwise be strange, disquieting and frightening, even abhorrent. Doubtfully would such arguments sustain the passion invested in the Idea, a faith for which many have given their lives.

The arguments which I see as having priority are, rather than utilitarian, arguments of morality (justice) or arguments of freedom, or, when the argument takes eudemonistic form, appeal to actualization of human being. I am not suggesting inconsistency in an anarchism grounded in utilitarianism, especially if the concept of utility is broad; I do suggest the utilitarianism, well-suited to decision-making in collectivist societies and systems of sovereignty, does not much lend itself to expression of anarchist intent.

(d. *The Ethics of Freedom*)

The role of principle in anarchist thought and action, as I understand it, is to liberate the positive ethical life of human beings. Thus the principle of power-negation is rather a constitutive principle of the desired society than a rule for life within that society. Put more concretely: an authentic relationships between persons, as understood by anarchists, presupposes the absence of power of some over others, but 'absence of power' says nothing positive about the content of that relationship, and that content will be the creation of those persons.

If such is the meaning of anarchist principles, it would seem to follow that intercourse in an anarchist society would be conducted under conditions of voluntary agreement (often tacit, of course) and personal responsibility—for this seems to be what one would mean by 'absence of power.' Faith in the possibility of anarchist society, then, would signify faith that, in the absence of structured power, of dominant and subordinate classes, and of habits of deference to authority and exercise of power, human beings can use the gift of speech and other subtle forms of communication to resolve their intercourse into mutually beneficial patterns or into intelligent confrontation and disagreement and if necessary pacific disassociation, without need for commandments of morality.

One would not, however, say of such a society that it is post-ethical—as one might of a Marxist society, after the

state has withered at last, in which the economic form of communism would be the sociological realization of the ethical. Of anarchy one might say instead that ethics had resolved itself into new human being, a metaphor that would signify that faith and trust of persons toward persons, rather than contingent modes of cooperation, would be the vital center. Put otherwise: nothing secures an anarchist society, whether of large extent or of commune-size or consisting of just two persons, except continuous realization of the human potentiality for free agreement and disagreement, always in recognition of the personhood of the other. If anarchism does not remain clear to the last of the institutional thinking that Marxists call materialist, it must finally become incoherent and the individualism (or personalism) that, twinned with the corresponding version of sociality, is the soul of anarchism, would be threatened with extinction.

In a society of hierarchies — of discriminations against classes or castes and condemnation of various large numbers of persons to particular kinds of limited existence to others' advantage — coercive institutional machinery is everything and its guarantee and enforcement by state-power is of the social essence. If we think of voluntary action, choice, decision, autonomy, as central to the meaning of being human — as the main philosophical traditions assert — then anarchism can be understood as seeking to dissolve those institutions of power that make life-decisions for us, that offer to substitute themselves for our freedom and relieve us of burdens of responsibility, and do so whenever they successfully coerce us to accord our will to their demands. Then, anarchism is expressive of a will to restore, and/or create, personhood and human being; whereas in surrendering to *or exercising* dominion one substitutes for oneself an institutional definition, an institutional being, one ceases to be oneself. It will be plain, I think, given these premises, that by voluntary surrender of freedom, by submission to a protectorate such as the Hobbesian state is claimed to be, one yields far more than the exercise of certain liberties.

Anarchism as Negative

IT MAY NOW be clear why a name (an-archist) negative by etymology is appropriate to the import of anarchism.

This appropriateness can be illustrated with respect to a familiar species of power, that of racial oppression. If the thoroughgoing negation of racial oppression is, as one might

reasonably think, a society in which recognition of «racial» identity has vanished, or in which racial terms, if indeed sense can be made of them when oppression does not define them, have become minor descriptive terms without social consequence, then it would be foolish to ask what the theory of this raceless society would be or how it would deal with racial relations. For the U.S. integrationist movement of the 1950's the slogan Freedom Now *said* all that needed be *said*, just as, more than a century before, Abolition, a saying that of course earned one the title 'fanatic,' a title yet to be repealed, was all that needed be said of chattel slavery.

A second illustration, less obvious because even now barely thinkable, would be a society, usually called androgynous, in which recognition as male and female would make reference to nothing but certain physiological matters and reproductive capacities and would be non-indicative of personality, economic role, or worth. Sexes would not constitute classes (or more exactly castes) and sexual identity would have only the significance that each chose to give to it. What this means requires no elaborate explanation, only a certain imagination, an ability to rid oneself of preconceptions and to conceive of what *seems* incapable of being thought without contradiction. «What will be the relations between the sexes in such a society?» — the question makes erroneous assumptions.

From every locus of power, it has always been inconceivable, because contrary to the aprioris of the sustaining ideology, that its system be abolished. From the standpoint of the priesthood it has always been inconceivable that religion dispense with it, that its flock survive bereft of shepherd.

With respect to the anarchist concept of social existence, the questions «Who will rule?» «Who will govern?» and — what is less obvious intuitively — «Who will decide?» become non-relevant questions. No theory of total-society decision-making would be called for. «Power to the people» «Let the people decide,» although of idealistic intention, perpetuate the sovereignty of the whole and are not anarchist. In practice such qualified (democratic) sovereignty means that «representatives» of the people constitute a class of decision-makers over against a mass that makes no decisions except (perhaps) to choose their rulers, a choice inevitably reconstrued as majoritarian. Where the *demos* rules, power and its problems remain; a people represented, as Rousseau said, is enslaved. Anarchy means the dissolution and disappearance of democratic sovereignty (or its pretense) also.

In an anarchist society every person decides and there is no class of deciders. Cooperative actions result from voluntary agreements. This is easier to visualize in a small society lacking complex relations of production and distribution; larger scale cooperation presumes longer-term agreements, reliance on the good will of others as norm, agreement to standard procedures (non-coercive, non-power-based institutions) to achieve commonly desired ends and to resolve differences and conflicts. (A principle of individual decision and voluntary agreement does not mean that driving on right or left, using metric or nonmetric measures, not to say basic economic practices, are continually in question and one knows not what to expect in a topsy-turvy world.) What must be premissed is that the people involved shall by and large be willing — as the way they live and are, rather than by reflective commitment — to affirm each other's humanity and uniqueness and to pursue their differing interests under conditions of voluntary agreement and responsibility for their actions.

In saying that everyone decides, one does not mean that each can cause the world to be as (s)he would wish it: for there can be just one actual world, and if I willed the world effectively then I would will it for, and in lieu of, others. The others, instead, present me with their spontaneity, their choosings, which of course foreclose many practical possibilities for me; in more than compensation for which, one would hope, my possibilities are enriched by living in a world of persons who are themselves choosing rather than living out the consequences of technology, market, and other impersonal forces that have preempted their freedom and mystified their intelligence.

Nor, in saying that everyone decides, does one mean that everyone conceivably affected by a particular decision participates in it. No doubt we have, in our everyday experience, little ground for confidence that the people on whom we depend, economically and otherwise, will reliably do their best; and so we put faith in complex systems of control over others, and of course over ourselves. But the anarchist thought is that social cooperation can be founded upon the autonomy and responsibility of individuals and groups in their spheres of activity, so that the society is the product of the decisions of all, both individually and jointly by agreement.

But it is obvious that «no class of deciders,» «non-collectivity,» even if realizable in a moderately complex world, cannot well be applied to all the familiar kinds of social processes,

even if the society were disburdened of many functions, such as the military, that would have no possible place in an anarchy.

Practically, if we are all by our choosings to participate in making our world, it would seem necessary that a principle—a practical rather than an ethical principle—of minimum large-scale change be followed generally, so that communication and intelligence be most effective and so that individual choices, and in consequence agreements, contractual and tacit, be made within a world one somewhat understands. The restless technology of our centuries flourishes in a world where institutions of power impose its innovations, provide its workforce, and manipulate its consumers, and where dominant classes are eager to magnify their power and wealth through technological supremacy. Anarchy would not provide these conditions, nor could anarchist decision-making be expected to cope with continuous major technological revolution. Ceaseless and rapid demographic expansion that forces constant dissolution and reformation of life-complexes (neighborhoods, towns, cities, regions) creates a turmoil that free people cannot deal with any more intelligently than can the present institutions. Many technological patterns already existing may also make demands for decision-making that cannot well be met except on a basis of collective institutions that create bureaucratic and other forms of power. That is, anarchist society would not be readily compatible, if compatible at all, with certain practical goals or ways of life or with certain societal rhythms.

In the era of unchallenged technological ideology, to which Marxism contributed its share, such concessions would have been regarded as determining conclusively the reactionary nature of anarchism. In the era of ideologies of progress, they would similarly have stamped anarchism as impossible of realization just because it does not extrapolate what was then thought of as progress, and as undesirable because unsuited to spiralling future progress. Today it may be easier to agree that incompatibility with certain practical goals is not necessarily a defect or limitation. The kinds of things that cannot be done well in an anarchist society may be just those that release the blind and uncontrolled historical processes that determine much of our existence in a manner that renders our will ineffectual and that even determines our will.

Perhaps the major thrust of serious social thinking for

two centuries has been toward solution of the problem of determination by history, by the past, by yesterday: how shall we be free today to solve today's problems? Virtually all of this thinking, however, has posed the question as one of achieving control. By sheer force, and sometimes also by social sciences, statist societies seek to master these historical processes, and have given very little evidence of ability to do so. (Besides which, the values and interests in terms of which the attempt is made are plainly those of the controlling groups or institutions.) This ambition of control is a way of human pride.

In anarchist society human beings would, presumably, seek to free themselves from processes of institutional momentum by consciously choosing rhythms of change, and technologies, harmonious with viable rhythms of life-choice, in order to avoid a need, for survival, to create institutions of power. That we should cease to court disaster, that we should simplify and make possible the solution of primary life-problems in the mode of freedom, should not, especially in view of the number and magnitude of disasters our species produces for itself, be an unreasonable negative principle, particularly because there appear to be no reasons why a comparatively stable and comparatively simplified society need be reduced to spinning-wheel technology or to changelessness. We might, if such a society were realized, become able at last to apply an authentic spirit of experimentation to the practical problems of life—something virtually impossible under present conditions.

Individual and Society

ANARCHIST conceptions of individuality and socialization can be made clearer through brief consideration of the relation between anarchist theories labelled 'individualist' or 'mutualist' and those labelled 'communist' or 'syndicalist.' In these remarks I shall not encompass certain bourgeois «individualisms» that call themselves anarchist but have nothing in common with anarchism as a social movement and historic idea; for example, so-called anarcho-capitalism.

The main anarchist movements communist or syndicalist, endeavor to encompass the aspiration to socialism, so that pre-doctrinal socialism could be regarded as that aspect of (generic) anarchism that is specifically concerned with the politics of production, distribution, and wealth. Individualist and mutu-

alist anarchism, however, usually deny that community or society have even the secondary substantiality accorded to them in the communist or syndicalist versions. In the present world (it is held) society and community are fictions by which some individuals, cooperating for the purpose, justify their violent domination and exploitation of others; while what might be mistakenly regarded as community or society in a condition of true freedom would actually be no more than the sum of the unhindered actions of individuals and their associations. For individualists, the mutually advantageous cooperation of individuals would be achieved through an agreed-upon medium or principle of exchange and other conventions intended to guarantee maximally the self-sovereignty of the individual.

But it is the plain intended consequence of the individualists' proposals that the ends identified here earlier as socialist be achieved — if one regards collective ownership as but one proposed means for the abolition of classes and of kinds of property, governmentally legitimated and protected, that make possible the exploitation of person by person. The American individualist anarchist Stephen Pearl Andrews (*«The Science of Society,»* 1848), while rejecting the forms in which democracy and socialism were usually conceived, wrote that the sovereignty of the individual represented the fulfillment of the spirit of both, and the later individualist Benjamin Tucker held that individualism was that species of socialism which chose the way of liberty against the way of *«invasive authority,»* to which latter, he thought, the anarchist communists, wittingly or unwittingly, succumbed. And if the principle that *every person decides* correctly expresses the communist and syndicalist versions of anarchism, the self-sovereignty dear to individualists is given full recognition.

There is however plainly a tension between thinking of a society of *free individuals* and thinking of a *society* of free individuals, particularly if in the first case 'society' might better be placed in quotation marks; and to opt for one or the other is to invite practical and psychological consequences, perhaps just because one's choice reflects one's sense of what is more painfully lacking in one's world. In an ethic of individualism, with its economic corollaries, Kropotkin saw something reminiscent of capitalist apologetics for the aggressive and acquisitive and exploitative individual; in Kropotkin's visions of communism the individualists saw the absorption of the individual into a sovereign whole.

Just this tension between individualism and socialism, experienced by every anarchist movement, might be seen as rendering anarchism indecisive and ineffectual. Looked at from the standpoint of ideas, or of the search for requirements to fulfill a vision of human being, this same tension can be seen as preserving anarchism against that tendency to surrender to sovereignty of the whole, at first disguised and then overt and practically irreversible, that individualists fear in anarchist communism and which Marxist communism has again and again instantiated. (If communism and syndicalism are more than standard procedures, or institutions, in the sense of the preceding section, if they do not allow for effective choice of alternatives, they are incompatible with anarchism.) Malatesta's anarchism, which rejected hyphenation and sectarianism, sought to preserve this tension within an unqualified undivided anarchism. Until and unless the polarity of individual and society is resolved into a world without social power, it would seem important that a movement of people and ideas directed to that end remain acutely conscious of the polarity and by one or another means preserve that tension; for it is, on the anarchist view, only in an anarchical society that individuality and sociality can cease to be in systematic conflict.

The individualism of anarchism is no doubt equivocal, especially because it must be prepared to let go ultimately what it jealously guards. But it is certainly not a bourgeois individualism, as Marxism, beginning with Marx's attack on Stirner, has represented it. In Stirner's philosophy, not called anarchist by him but generally affirmed by individualist anarchists, philosophic egoism is absolute and *«others»* are merely instruments for *«my»* satisfactions. But this egoism is precisely philosophic rather than psychological which means that egoism does not bar love of others or voluntary cooperative association (*«free union»*). Although Stirner, a badly misunderstood philosopher if my reading of him is correct, wrote of the self-interested self and praised it, he wrote by habit in the first person plural, thus setting the problem of uniqueness as the problem of *all* persons and not the problem (as posed by Nietzsche later) of an élite or future élite; he called for a general rebellion of the unique ones, all of us, in our own behalf.

The question of 'the individual as basic social reality' runs deeper, however, than I have so far pursued it here, deeper indeed than I shall be able to. How this exploration might

run, I shall briefly sketch. At the center of anarchist critique of existing societies is the thesis that they are characterized by the submergence of individuals in networks of power-institutions—so that, insofar, the Marxist method of analyzing past history in institutional terms is basically correct in intention, if dogmatic and oversimplifying in its standard applications. Thus the force of the statement that the individual is the ultimate social reality is normative and programmatic, and the claim is inseparable from other aspects of a complex ethical ideal of human being. Here and now, this «reality» is an incompletely realized potential.

This view of the individual does not entail Stirner's metaphysical and epistemological individualism, which can be regarded as an effort to ground a normative view in philosophy-proper. Yet, as I hope I have succeeded in at least suggesting, the affirmation of the individual does not reach its anarchist meaning, and its complete distinctness from bourgeois and other alienating conceptions of individuality, until it is thought in the context of the transcendence of power. For knowledge of that transcendence we have to rely upon our severely incomplete experience of ourselves and others in situations of love and caring and community, where the subjectivity of others is significantly present to us; about these, and about the anarchist ideal, a language of 'person' may be less misleading than a language of 'individual.' In that context, by the hypothesis of anarchism, the individuals cease to be in systematic antagonism, and 'individual' and 'social' cease to be descriptive of conflict.

Such a view of the individual is not, so far as I can see, in essential conflict with a philosophy of social sciences that prefers, for what I would consider reasons of methodology, to regard relations as prior and individuals as derivative.

Nature

I HAVE SPOKEN only about *anthropos*, and a few tentative words, no more, about Nature and Humanity must be said.

In a profound sense, anarchism is atheistic. (By atheism I mean precisely the negation of theism, not the negation of religious feeling or of spirituality.) The intense atheism of traditional anarchism would seem to be more than terrestrial in its ardor—no more anticlericalism—and more also than negational of God as legitimator of governmental and clerical

authority. Anarchist thought gains unity if its atheism is taken as assertion that human being must establish its freedom within Nature. (By Nature I do not mean a material universe merely. Nature I understand as coextensive with what is.) Anarchism then would be expressive of universal rejection of power, in the symbol, for the case of the institutional Christian religions, of the Divine Monarch, the universal despot who, on grounds of transcendental ideology, i.e., theology, claims Man's obedience and His priority in being. Correlatively, anarchists have generally set great store, even excessive store, by science, philosophy, and reason, thereby expressing faith, I believe, that these means will enable us to achieve such understanding of Nature as will establish our freedom within it.

Unlike Marxist socialism, however, unlike Marx, «young Marx» included, anarchism is rarely anthropocentrically humanistic in the sense of a vision of Nature as enemy, menace, object of conquest and control by technology, arena for human dominance—the inverse of theistic subjugation. I understand anarchism as affirming humankind and opposing our subordination or subjugation to either divinities or to natural laws that we do not understand and make our own—as seeking our freedom but not our dominance or our independence of Nature.

To be careful I should not say that anarchists have always been clear about these matters. The Christian context of the Western world to which anarchism has mainly been limited has not made such clarity easy. I mean to suggest that anarchism readily extrapolates, and that its spirit calls for extrapolation, to a certain vision of Nature analogous to its vision of society; where individual persons, human societies, and the human species, live in relationship with other individual beings and species, affirming our being our creative uniqueness, and our freedom, but not seeking a supremacy that would signify an alienation of humankind in antagonism to what we cannot control or understand. This the harmony of society and person can be transposed to the larger case, and anarchism gains force and scope and completion insofar as it stands for such harmony of persons and world.

Whether only contingently, because anarchism took root mainly outside Germanic Europe, or for more essential reasons, anarchism does not much reflect that Feuerbachian humanism, according to which the God-idea is merely a projection of human ideals, that Marx adopted and by which he disposed

easily of the religious question, with the consequence, one might speculate, that Nature lost its sacredness, without which it is difficult if not impossible that human beings be sacred to themselves. For anarchism, perhaps more Catholic than Protestant in its religious background and sources, God has had a more serious reality than for Marx — reality as image of power, as pretended reality of power. One may not be mistaken — but one may be — in thinking that the angry rebellion of anarchist against the God of the Christian churches has represented a profound and thwarted spirituality.

In contemporary anarchist literature, the theme of atheism is less conspicuous, less urgent — perhaps because our cosmic freedom has been gained, but in the mode of independence and dominance, or in the mode of illusion of freedom, and our problem is rather one of rediscovering our being in Nature, a different religious problem than that of the God-monarch.

Anarchism as Social Philosophy

THE CHIEF THING that I have wanted to show is that anarchism represents a fundamental ideal of human existence: that it represents something other than mere absence of government, something other than the freedom to do anything one wants, something different that a freedom limited by what will harm others. It represents instead the aim of social union, on a ground of unique individuality, where no class or caste divisions exist between people and where integral individuality and integral society, non-antithetical, have become two aspects of the same life. The deepest meaning of this anarchist freedom, if I see rightly the implications of what I have written, is that certain significant barriers to the realization of potentialities of human being will have been broken. Integral individuality and integral society are ancient as well as modern values, and every system of ethics and social philosophy could be said to have endeavored to accommodate them to each other. I suggested that anarchism is a social idea of importance, and not merely a peculiar kind of member in the series «tyranny, monarchy, oligarchy, democracy... anarchy,» because it claims to identify, in *power*, the missing clue. It presents both a conception of general and ultimate social/personal harmony, which may well turn out to be an ideal beyond reach, and a conception of social/personal harmony in any circumscribed realm, any relatively closed human «system,» as small as the sphere

of one's immediate life-circle, where the negation of ideologically-justified, socially divisive patterns of domination are (by hypothesis) a necessary condition for social/personal harmony. As a practical goal, the «free society» can hardly recommend itself for its probability, whatever exactly probability means in such matters; but the Idea reflects itself, sometimes as a secular philosophy of love, into the daily life of persons who derive from their values.

If we are to discuss anarchism as a «social philosophy,» we will want it to be more than a set of «feelings» at the core of an «Idea,» and something more than an abstract resolution of power-and-powerlessness. During the course of this article I have set down a number of propositions, beyond the initial propositions of the first sections, that I would like to recapitulate here:

- * That the individual is the fundamental social (but not necessarily metaphysical) reality;
- * That voluntary agreement is the foundation of cooperation;
- * That everyone is responsible for their actions;
- * That general freedom depends on the self-discipline of each;
- * That the assumption of power or submission to power in any sphere is negation of the fundamental human reality;
- * That a morality of principles that apply the theme of power-negation affirms the free development of individuality as the condition of realizing our sense of humanity;
- * That faith and trust toward persons is the vital ethical center of anarchy;
- * That anarchism represents and demands a transcendence of power/powerlessness that can be described as integral freedom;
- * That the alternative to the sovereignty of collectivities is «every person decides»;
- * That power is the root evil of human being;
- * That integral freedom is immanent in human life and history as an always realizable potentiality;
- * That freedom is the reversal of the substitution of institutional definition, institutional being, institutional will, for oneself;
- * That the breakdown of sovereignties prepares the way for liberation from the determinism of history;
- * That «individual» and «society» are a dynamic tension that find their ground of union in freedom;

- * That the «program» of action is the continuous realization of freedom in the lives of each and all;
- * That individuals are the loci of social change as well as the foundation of free society;
- * That in the continuous realization of freedom values are won continuously.

About these propositions I wish to claim that they indicate a non-simplistic view of society and human being that provides a mode of social analysis, an image of the ethical potentiality of man, and a proposal of method for realizing that potentiality.

If one is to consider anarchism as a «philosophy,» one will of course ask about the nature of metaphysical and epistemological commitments and their foundation. This question threatens to reintroduce the fragmentation into «schools» that I have sought to overcome, for on these questions anarchist differ sharply and I have chosen to view anarchism in a way that avoids such commitments. I should like now, however, to give a positive sense to this avoidance, and I offer the following thoughts, intended to be no more than suggestive; their elaboration will have to await another occasion.

We are a puzzle to ourselves, I believe, because we do not fully experience our own humanity, and this in turn is because we cannot fully experience the humanity of others so long as we exist in the many interlocking relations of masterhood and servitude. We yield to those structures of power in order to live in a human world that pre-exists each of us and demands that we discipline ourselves to cultures organized around insignia, languages, persons, institutions, mythologies, and philosophies of power. We move dialectically to a plane of consciousness of our common humanity, instantiated uniquely in each person, as we move dialectically to a plane of social existence in which we wield no power over others and do not allow ourselves to be determined in our being by the power that they wield. Only then do we realize the meaning of subjectivity in another or, authentically, in ourselves. By that move, we bring love to reality, for such recognition of subjectivity is what I understand by love.

Put otherwise: Certain truths must be brought to be, must be made living, before their meaning can be apprehended more than negatively. (Thus anarchism, in this respect like Marxism, transposes the philosophical questions into questions of actualization and realization.) What I see in anarchism is the indication that human being will become adequately self-conscious,

and therefore free toward the future, and dichotomies of thought and action will dissolve, only when human beings free themselves from one another and, in certain significant senses, from themselves.

Thus anarchism can be seen as proceeding from the hypothesis that there is a negative task to be accomplished before we can genuinely experience ourselves as human beings and grasp our relationships to one another. Throughout, therefore, anarchism is, ideationally, essentially negative. Whereas with respect to particular social problems this would be a gross defect, anarchism is concerned with a far more fundamental kind of question, and from its vision of the potentialities residing in our actual human situation, its thoroughgoing negativity would seem to follow and to be the foundation of creation.

Résumé

L'auteur commence par distinguer ce qu'il définit comme «idées» et ce qu'il appelle «idéologies»; l'anarchisme est un exemple des premières, le marxisme correspond aux secondes. L'essai vise à identifier clairement l'idée qui a sous-tendu les mouvements anarchistes historiques.

L'idée anarchiste est interprétée comme étant essentiellement négative : elle appelle à la négation dans la conception, et à l'abolition active, de toute forme de pouvoir social et de hiérarchie, de toutes les divisions entre catégories supérieures et inférieures, en résumé, de tous systèmes de relations politiques, c'est-à-dire de relations par lesquelles un individu, un groupe, une caste ou une classe impose, détermine ou contrôle la vie des autres. Elles peuvent être groupées sous la métaphore «esclavage». L'anarchisme est le mouvement de libération qui en principe englobe tous les mouvements de libération particuliers. L'auteur par conséquent n'accepte pas que cet anarchisme puisse être défini seulement comme anti-étatique ou comme «socialisme libertaire»; dans sa signification première et pré-marxiste, le socialisme est inclus dans l'anarchisme, mais il ne constitue qu'une dimension de ce dernier.

L'auteur s'efforce de faire découler ce qui suit de l'analyse précédente : a) l'antithèse entre société et individu résulte de la polarité pouvoir et non pouvoir, et son dépassement conditionne la possibilité d'une pleine individualité et d'une pleine socialisation de l'existence ; b) la liberté sociale doit être définie en ses propres termes plutôt qu'en termes de droits et libertés des individus. La justice sociale peut être définie comme une absence d'«esclavages» ; c) l'éthique de l'anarchisme est une éthique de principe. Son principe central est que nul ne peut exercer un pouvoir sur des personnes, où les placer sous un pouvoir. Sous ce chapitre l'auteur tente d'établir une structure qui permet d'examiner le problème de la

violence; d) le principe d'organisation de la société anarchiste est celui de «chaque personne décide et il n'existe pas de classe de preneurs de décision»; e) les anarchistes «individualistes» et «non individualistes» sont considérés comme complémentaires en ce qu'ils expriment une tension qui demeurera aussi longtemps que ne sera pas résolue la polarité pouvoir et non pouvoir; f) un cadre pour l'étude des relations entre anarchisme et religion — Dieu et Nature — est esquissé. L'anarchisme traditionnel semble manifester par son athéisme le rejet d'un pouvoir divin sur l'homme, et une affirmation de liberté, analogue au rejet du pouvoir dans le monde humain; mais l'attention est portée sur d'autres aspects plus complexes; g) l'auteur conclut que «l'anarchisme peut être caractérisé comme partant de l'hypothèse qu'il y a une tâche négative à accomplir avant que nous ne puissions authentiquement nous essayer au comportement d'êtres humains et déterminer les relations mutuelles. Ainsi l'anarchisme est idéellement, essentiellement, négatif. Bien qu'en ce qui concerne particulièrement les problèmes sociaux cela peut offrir un défaut grave, l'anarchisme vise une question plus fondamentale, et de par sa vision des possibilités potentielles inscrites dans notre présente condition humaine, sa permanente négativité apparaît comme poursuivant et conditionnant la création».

Resumen

El autor comienza por distinguir entre lo que define como «ideas» y lo que denomina «ideologías»; el anarquismo es un ejemplo de las primeras, mientras el marxismo corresponde a las segundas. El ensayo tiende a identificar claramente la idea que ha substendido los movimientos anarquistas históricos.

La idea anarquista es interpretada como algo que es esencialmente negativo: apela a la negación en la concepción y a la abolición activa de toda forma de poder social, de toda jerarquía, de todas las divisiones entre categorías superiores e inferiores, en resumen, de todos los sistemas de relaciones políticas, es decir, de aquellas relaciones mediante las cuales un individuo, un grupo, una casta o una clase impone, determina o controla la vida de los otros. Ellas pueden ser agrupadas bajo la metáfora «esclavitud». El anarquismo es el movimiento de liberación que en principio engloba todos los movimientos de liberación particulares. El autor, por tanto, no acepta que este anarquismo pueda ser definido sólo como antistatal o como «socialismo libertario»; en su significación primera y premarxista, el socialismo se halla incluido en el anarquismo, pero constituye únicamente una dimensión de este último.

El autor se esfuerza en hacer derivar, del análisis precedente, lo siguiente: a) la antitesis entre sociedad e individuo resulta de la polaridad poder y no poder, y su superación condiciona la posibilidad de una plena individualidad y de una total socialización de la existencia; b) la libertad social debe ser definida en sus propios términos más bien que en términos de derechos y libertades de los individuos; la justicia social puede ser definida como inexistencia de «esclavitudes»; c) la ética del anarquismo es una ética de principio; su principio central es que nadie puede ejercer un poder sobre personas o

situarlas bajo su poder. En este capítulo, el autor trata de establecer una estructura que permita examinar el problema de la violencia; d) el principio de organización de la sociedad anarquista es el de que «cada persona decida y no exista una clase de los que adoptan la decisión»; e) los anarquismos «individualistas» y los «no individualistas» son considerados como complementarios, ya que expresan una tensión que permanecerá tanto tiempo como no sea resuelta la polaridad poder y no poder; f) se esboza un cuadro para el estudio de las relaciones entre anarquismo y religión, Dios y Naturaleza. El anarquismo tradicional parece manifestar mediante su ateísmo el rechazo de un poder divino sobre el hombre y una afirmación de libertad, análogo al rechazo del poder en el mundo humano; pero la atención se pone sobre otros aspectos más complejos; g) el autor concluye que «el anarquismo puede ser caracterizado como partiendo de la hipótesis de que tiene una tarea negativa que realizar antes que podamos auténticamente ensayarnos al comportamiento de seres humanos y determinar las relaciones mutuas. Así, el anarquismo es idealmente, esencialmente, negativo. Si bien por lo que concierne en particular a los problemas sociales esto puede ofrecer un defecto grave, el anarquismo apunta a una cuestión más fundamental, y merced a su visión de las posibilidades potenciales inscrites en nuestra presente condición humana, su total negatividad aparece como pretendiendo y condicionando la creación».

Riassunto

L'autore comincia con la distinzione tra ciò che definisce come «idee» e ciò che chiama «ideologie»: l'anarchismo è un esempio delle prime, il marxismo delle seconde. Questo scritto si propone di identificare chiaramente l'idea sottesa ai movimenti anarchici storici.

L'idea anarchica è interpretata come essenzialmente negativa: essa significa negazione in campo teorico ed abolizione in campo pratico di ogni forma di potere sociale e gerarchia, di ogni divisione tra categorie superiori e inferiori, in somma di ogni sistema di relazioni politiche, nel senso di relazioni per le quali un individuo, un gruppo, una casta od una classe impone, determina o controlla la vita degli altri. Queste relazioni possono essere raggruppate nella metafora «schiaffittà». Il movimento anarchico è quel movimento di liberazione che teoricamente ingloba in sé tutti i movimenti particolari di liberazione. Conseguentemente l'autore non accetta che l'anarchismo possa essere definito soltanto come antistatalismo o come «socialismo libertario»; nel suo significato originario e premarxista il socialismo è incluso nell'anarchismo, ma non ne costituisce che una dimensione.

L'autore cerca di trarre le conseguenze di questa concezione: a) l'antitesi tra società ed individuo deriva dalla polarità potere-non potere ed il suo superamento condiziona la possibilità d'una piena individualità e di una piena socializzazione dell'esistenza; b) la libertà sociale deve essere definita nei suoi termini propri e non in termini di diritti e libertà degli individui. La giustizia sociale può essere definita come assenza di qualunque forma di «schiaffittà»;

c) l'etica dell'anarchismo è un'etica di principio. Il suo principio centrale è che nessuno può esercitare un potere sulle persone. A questo proposito l'autore cerca di definire un approccio coerente e sistematico al problema della violenza; d) il principio organizzativo della società anarchica è che «ogni persona decide e non v'è una categoria di addetti alle decisioni»; e) gli anarchici «individualisti» e «non individualisti» sono complementari nel senso che esprimono una tensione che non s'esaurirà finché non sarà superata la polarità potere-non potere; f) viene abbozzato uno schema per la comprensione dei rapporti tra anarchismo e religione (Dio e Natura). L'anarchismo tradizionale manifesta con il suo ateismo il rifiuto di un potere divino sull'uomo (ed un'affermazione di libertà) analogo al rifiuto del potere dell'uomo sull'uomo; ma vi sono anche aspetti più complessi della questione; g) in conclusione «l'anarchismo parte caratteristicamente dall'ipotesi che v'è un lavoro negativo da compiere prima che si possa tentare di comportarci da esseri umani autentici e di determinare autentici rapporti mutui. Perciò l'anarchismo è idealmente, essenzialmente, negativo. Anche se questo può rappresentare un grave handicap per ciò che riguarda i problemi sociali, l'anarchismo punta ad una questione più fondamentale e, per la sua percezione delle possibilità potenziali inscritte nella nostra presente condizione umana, la sua negatività permanente dimostra di perseguire e condizionare la creazione».

Hors de l'espace et du temps sociaux

La parole des anciens prophètes, parce qu'elle disait le poids insupportable de la loi, devait pour être entendue provenir du dehors (la position d'extériorité des prophètes) et de même elle ne pouvait produire d'effet qu'au dehors (leur échec politique). Au dehors : hors la loi qui assigne à chacun sa place dans l'espace marqué d'un territoire tribal, dans le temps comptabilisé de la généalogie. Parce qu'elle se pose par avance au delà de toute légalité, elle engendre un espace et un temps nouveaux, hors de l'espace et du temps sociaux, c'est-à-dire sans différence. Toute fixité y est par conséquent impossible et, du même coup, rendues impossibles les anciennes références à des lignées et groupes locaux ; il n'y a plus de statuts différenciés et les anciennes relations disparaissent. Dès lors, entre les hommes devenus en droit des égaux, est possible une autre solidarité : celle du mborayu, la réciprocité. Possible seulement parce que s'instaurent ces rapports non marqués à l'espace et au temps qui sont ceux de la vie nomade : hors des limites d'un territoire, «ici» et «maintenant» ne sont plus que le lieu et le moment de l'instable, du provisoire, aucune hiérarchie ne peut donc être établie.

Hélène Clastres
«La terre sans mal —
Le prophétisme tupi-guarani»
Le Seuil. — Paris 1975

Elementi tecnoburocratici dell'economia fascista

Luciano Lanza

SUL FASCISMO e sul nazismo sono stati versati fiumi di inchiostro. Nella maggior parte dei casi, però, ne sono stati presi in considerazione gli aspetti più appariscenti e brutali, la mitologia e la storia, mentre assai meno ricca è stata l'analisi volta ad identificare con esattezza la logica sottintesa alle decisioni economiche e politiche. In altri termini, troppo spesso la valutazione del fascismo è stata unicamente di carattere morale. Ma il giudizio morale (che ovviamente non può essere che negativo) non è sufficiente a comprendere pienamente la natura e le caratteristiche di un fenomeno tanto rilevante, e non può quindi sostituire l'analisi scientifica obiettiva.

Responsabile in forte misura di questa carenza analitica del fascismo è stata, ed è, la dogmatica marxista che definisce il fascismo «strumento controrivoluzionario della borghesia». Il fascismo è stato certamente anche questo, ma non convince il ridurlo solo a questo. D'altro canto il marxismo, non ammettendo che al capitalismo possa succedere una forma sociale diversa dal socialismo, deve necessariamente negare ogni esistenza autonoma del fascismo rispetto al capitalismo. Al contrario, esistono elementi sufficienti per riconoscere nel fascismo un tipo di società di sfruttamento, di disuguaglianza, di gerarchia e di sopraffazione diverso da quello capitalistico.

Certo si possono fare molte obiezioni a questa affermazione. Si possono citare le alleanze con i grandi capitalisti, i finanziamenti degli agrari e molte altre cose ancora. Pur senza sottovalutare l'importanza di questi fatti incontestabili, il fascismo, nella sua forma «matura», nelle sue intenzioni e in molte sue realizzazioni, fu essenzialmente un movimento anticapitalistico che esprimeva gli interessi di una nuova classe sociale: la piccola borghesia in ascesa verso il ruolo di classe dirigente (1).

(1) Lo stesso concetto è stato recentissimamente espresso dal De Felice unica eccezione forse, per originalità interpretativa, tra gli studiosi del fascismo. Cfr. R. De Felice, *Intervista sul fascismo*. Bari, 1975, pag. 33.

L'attuale *revival* fascista (2), molto più modesto di quanto si voglia far credere, rischia di confondere la serenità di giudizio. Oggi lo sparuto manipolo di giovani picchiatori e di mummie viventi del passato regime non ha le stesse connotazioni del movimento degli anni venti. Di quello ha conservato solo l'aspetto delinquenziale, nonché i finanziamenti di qualche capitalista desideroso di fermare, o almeno rallentare, l'evoluzione socio-economica. Questo non ci deve fuorviare nell'analisi; i tardi epigoni di un regime ormai chiuso e liquidato dalla storia non ci impensieriscono e l'antifascismo «ufficiale» troppo spesso è divenuto un'alibi per i *veri* successori del fascismo: la «tecnocrazia democratica».

Questo articolo si propone quindi, molto semplicemente, di avviare un dibattito sull'interpretazione del fascismo per arrivare a comprendere più compiutamente la storia e l'evoluzione della classe tecnoburocratica (3).

Il programma

PARLARE di programma ideologico del fascismo e del nazismo può sembrare poco significativo perché il pragmatismo è la componente principale della strategia politica di quei movimenti. Prodotto dalla crisi del dopoguerra, il movimento fascista inizialmente altro non è che un coacervo di ex combattenti frustrati, di sindacalisti interventisti, di nazionalisti radicali, ecc., tenuto insieme dal mito e dalla pratica della «violenza antibolscevica» e dal finanziamento degli industriali e degli agrari. Ma nonostante il finanziamento del «grande capitale» il programma dei Fasci Italiani di Combattimento, emesso a Milano il 28 agosto 1919 (4), ha connotazioni rivoluzionarie: «Noi poniamo la valorizzazione della guerra rivoluzionaria al di sopra di tutto e di tutti». E soprattutto formula embrionalmente, ma in modo chiaro, la prospettiva di rinnovare la dirigenza sociale: «Gli altri problemi: burocratici, amministrativi, giuridici,

(2) A questo proposito vedi A. Bertolo, *Pericolo fascista e compromesso storico*, in *Interrogations*, n. 3.

(3) A onor del vero, il dibattito sulla corretta interpretazione del fascismo è già iniziato, sia pur in modo discontinuo, nel movimento anarchico italiano. Ad esempio, i Gruppi Anarchici Federati hanno introdotto nel bagaglio teorico che li caratterizza anche l'interpretazione in chiave tecnoburocratica del fenomeno fascista. Si veda anche: E. Cipriano: *I padroni con il fez*, in *A Rivista anarchica*, anno II, n. 5, giugno 1972.

(4) G. A. Chiurco: *Storia della rivoluzione fascista*, Firenze 1929, vol. I, pagg. 240-241.

scolastici, coloniali, ecc. li tratteremo quando avremo creato la classe dirigente» (il corsivo è nostro).

In campo sociale il programma dei Fasci propone: «a) la sollecita promulgazione di una legge dello Stato che sancisca per tutti i lavoratori la giornata legale di 8 ore; b) i minimi di paga; c) la partecipazione dei rappresentanti dei lavoratori al funzionamento tecnico dell'industria; d) l'affidamento alle stesse organizzazioni proletarie (che ne siano degne moralmente e tecnicamente) della gestione di industrie o servizi pubblici...»

E' soprattutto in campo finanziario che il «programma» enuncia la sua tendenza anticapitalistica chiedendo «una forte imposta straordinaria sul capitale a carattere progressivo, che abbia la forma di vera ESPROPRIAZIONE PARZIALE di tutte le ricchezze...». Un analogo concetto anticapitalistico è espresso da Gregor Strasser (5): «L'industria tedesca, l'economia tedesca nelle mani del capitale finanziario internazionale significa la fine di ogni possibilità di liberazione sociale, la fine di tutti i sogni di una Germania socialista... Noi, giovani tedeschi della guerra, noi, rivoluzionari nazionalsocialisti, noi, ardenti socialisti, ingaggiamo la lotta contro il capitalismo e l'imperialismo incarnati nella pace di Versailles».

Nel programma del Partito nazista del 1920 si richiede la *statizzazione di tutte le società anonime* e Gregor Strasser arriva a ipotizzare che «... occorre distinguere tra proprietà e possesso. Solo la comunità popolare deve avere la proprietà delle ricchezze nazionali; i singoli non possono esserne che i depositari ed essi ne debbono rispondere alla collettività. In tal modo il possesso delle ricchezze non è immediatamente in causa ma nulla si può affermare per l'avvenire: poichè la nazione è la sola proprietaria ognuno può sperare che un giorno la ripartizione del «feudo» tra i «vassalli» possa essere modificata» (6).

Otto Strasser si spinge ancora più in avanti del fratello proponendo che ogni «compagno del popolo» divenga coposessore dell'economia tedesca. Per questo è sufficiente che lo stato, solo proprietario della ricchezza nazionale, affidi come «feudo» a ciascun imprenditore la propria impresa dietro versamento di un'imposta pagabile in cinque o dieci anni. L'im-

(5) G. Strasser, *Kampf um Deutschland* (Battaglia per la Germania). Questa citazione e le successive sono riprese da D. Guérin: *Fascismo e gran capitale*. Milano 1956. Gregor Strasser, insieme al fratello Otto, fu uno dei massimi teorici del nazionalsocialismo. Venne espulso dal Partito, da Hitler, dopo la conquista del potere.

(6) G. Strasser, *ibidem*.

presa è inalienabile. Il possesso, la direzione, i benefici dell'impresa vengono divisi in tre parti da assegnarsi rispettivamente all'imprenditore, al personale e allo stato. Il diritto di proprietà viene limitato: se il possessore muore senza lasciare un erede maschio giudicato idoneo a succedergli il «feudo» ritorna alla comunità popolare (7).

Queste citazioni danno un'idea delle concezioni ideologiche del fascismo. E' doveroso ricordare, però, che, accanto ad esse, altre potrebbero esserne fatte, a riprova di intenzioni affatto diverse e spesso antitetiche. Basti pensare al Programma del Partito Fascista dove si afferma «... Lo stato va ridotto alle sue funzioni essenziali di ordine politico e giuridico» (8). In realtà, l'ideologia fascista fu, alle origini, assai composita e contraddittoria. Le enunciazioni statalizzanti e corporative diventarono più accentuate negli anni Trenta ma continuarono ad essere espresse in modo frammentario fino alla seconda guerra mondiale. Solo con la «Repubblica Sociale» di Salò, nel 1943 (cioè alla morte del regime), diventarono «costituzione», cioè un complesso ideologico organico e consapevole. Prima di allora, quindi, l'analisi va condotta più che sulle dichiarazioni di principio, sulla tendenza seguita e sulle realizzazioni pratiche. Da esse, più che dai programmi, si ricava, come vedremo, la vera natura del fascismo.

Significato e portata dell'alleanza tra fascismo e grande borghesia

NEL PROGRAMMA fascista originario, come abbiamo visto, sono contenuti elementi anticapitalistici, nazionalisti e socialiste-ggianti. Tali premesse ideologiche, molto spesso demagogiche, sono viste come un mezzo per farsi accettare dalle masse operaie e contadine. In effetti il fascismo, una volta al potere, modifica ampiamente il suo programma, ma questo fatto non va visto superficialmente. E' necessario comprendere le motivazioni politiche e tattiche che portano il fascismo ad abbandonare il suo programma del 1919. Una delle cause di questa svolta va ricercata nell'appoggio che il giovane movimento

richiede (e riceve) da ampi settori del grande capitalismo e dai latifondisti agrari. La conquista del potere è indubbiamente il frutto di un compromesso con la classe dirigente tradizionale. L'appoggio ricevuto è determinante ma bisogna anche analizzare le diverse e opposte motivazioni che spingono a questo compromesso. Da una parte i capitalisti vedono in Mussolini e nel suo partito una forza capace di fermare la temuta «rivoluzione rossa» e gli assegnano il compito di rafforzare e ridinamizzare il sistema capitalistico, non certo per sovvertirlo (9). Dall'altra il movimento fascista si pone non come coadiutore del regime liberale e della classe che lo impersona, ma come alternativa a quella classe, con una strategia tutt'altro che fiancheggiatrice al capitalismo.

E' vero che la politica dal 1922 al 1925 è contrassegnata da iniziative a favore dei capitalisti e degli agrari (10) ma si tratta, in definitiva, del «pagamento del conto» per gli aiuti finanziari e politici ottenuti negli anni precedenti. E' vero altresì che proprio in quegli anni iniziano i primi interventi statali nell'economia per salvare i colossi in crisi. L'Ansaldo e il Banco di Roma sono i primi a beneficiare della nuova politica economica del fascismo. Questi primi interventi vedono lo stato assumersi la veste di puro sovvenzionatore, ma il tipo di intervento è il sintomo rivelatore di una tendenza nuova.

Anche in campo fiscale il fascismo favorisce gli industriali: la riduzione delle aliquote dell'imposta di ricchezza mobile (11) è senza dubbio un «favore» loro concesso, ma è significativo che, contemporaneamente, l'accertamento di tale imposta venga potenziato e razionalizzato tanto che il gettito fiscale relativo ne subisce in pochi anni un notevole incremento.

Le stesse considerazioni sono valide anche per il nazismo.

Anche in Germania i grandi capitalisti aiutano finanziariamente i nazisti, pensando di utilizzarli in funzione anti-operaia e sperando di poterli imbrigliare nel gioco parlamentare una volta svolto il proprio ruolo. Ma anche qui superate le «incertezze» dei primi anni, il movimento svilupperà in maniera

(9) R. De Felice, op. cit., pag. 38.

(10) I più importanti provvedimenti in questo senso sono così riassumibili: abolizione della nominatività dei titoli azionari, trasferimento della rete telefonica a società private, rinnovo delle concessioni alle società elettriche, abolizione del monopolio statale delle assicurazioni sulla vita e trasferimento di una grossa quota di tali assicurazioni a società private, sospensione della legge di riforma agraria, ecc.

(11) L'imposta di ricchezza mobile colpisce i redditi di impresa.

(7) O. Strasser, *Aufbau des Deutschen Sozialismus* (La costruzione del socialismo tedesco). Citato in D. Guerin, op. cit.

(8) G. A. Chiurco: op. cit., vol. III, pag. 640.

sempre più precisa il suo programma di statalizzazione e troppo tardi i capitalisti si accorgeranno che esso non sta facendo i loro interessi di classe.

Per comprendere appieno l'intesa grande industria-fascismo e per inserirla in un quadro storico non viziato da idee preconcepite bisogna chiarire che «non tanto è indispensabile stabilire la misura della dipendenza del fascismo da certe forze e da certi interessi quanto capire la misura e le ragioni della sua autonomia da essi. Solo così è possibile valutare le cause degli errori della classe dirigente tradizionale, la novità del fascismo e il suo successo sia a livello di massa... che a livello politico vero e proprio» (12).

In conclusione l'alleanza tra «grande capitale» e tecnoburocrazia subisce una evoluzione. Il rapporto di forza, favorevole all'inizio degli anni Venti al «grande capitale» si modifica progressivamente e negli anni Trenta, dopo la grande crisi del '29, il regime fascista è in grado di imporsi con pari, se non maggior forza, all'«alleato storico».

Classi medie e fascismo

SE LA GRANDE borghesia è un alleato «esterno» del fascismo, che vuole utilizzare questa alleanza soprattutto come elementi di restaurazione, il pilastro sociologico del fascismo è individuabile nei ceti medi. Ampi strati della piccola borghesia impiegatizia vanno a costituire i quadri intermedi e superiori del partito. La stessa iniziativa di fondare e organizzare il partito parte proprio dalle classi medie cui solo successivamente si affiancherà la grande borghesia col proprio intervento finanziario e politico. La componente anticapitalistica e nazionalistica del Programma dei Fasci di Combattimento esprime, grosso modo, l'ideologia di queste classi sociali che, schiacciate tra capitalisti e masse operaie, vedono sempre più messo in forse il proprio avvenire.

Ma il fascismo non è solo la rivincita degli impiegati esclusi: è qualcosa di molto più complesso. Lo sviluppo dell'economia (italiana e soprattutto tedesca) attuato dal nuovo regime crea all'interno delle aziende nuovi quadri direttivi e intermedi, ai quali l'imprenditore delega numerose funzioni decisionalmente rilevanti. E' la logica stessa della grande impresa che

genera questo processo. Mano a mano che le dimensioni aziendali aumentano, il processo produttivo e distributivo si fa più complesso e per dirigerlo funzionalmente la figura dell'imprenditore non è più sufficiente. Il fenomeno è tipico ed è stato studiato ed analizzato in tutto le sue varianti.

Il fascismo dunque è visto dai ceti medi come un mezzo di affermazione politica e sociale. L'affermazione del partito è vista come affermazione dei suoi componenti, così come l'accresciuto potere dell'impresa è visto come un ampliamento del potere dei nuovi dirigenti. All'interno delle stesse classi medie è opportuno separare quelle che, per così dire, incarnano il regime da quelle che, più semplicemente, lo fiancheggiano o addirittura lo subiscono. Di valido ausilio è l'esame della dinamica sociale negli anni che vanno dal 1921 al 1936 (13).

La piccola borghesia impiegatizia o, meglio, la piccola tecnoburocrazia (13 bis) (negli anni in questione) si espande da 650.000 unità a 990.000, mentre la piccola borghesia autonoma (artigiani, commercianti, ecc.) decresce da 9.650.000 a 9.250.000, così pure la borghesia che da 350.000 unità scende a 320.000; anche la classe operaia subisce un regresso, da 9.190.000 unità a 8.550.000. In termini percentuali, forse più evidenti, l'evoluzione è la seguente: la piccola tecnoburocrazia passa dal 3,2 % al 5 %, la piccola borghesia autonoma dal 47,3 % al 47,1 %, la borghesia dall'1,7 % all'1,6 %, la classe operaia dal 45 % al 43,6 %.

Quindi solo la piccola tecnoburocrazia registra una espansione mentre tutte le altre classi segnano regressi più o meno sensibili. Questo aumento quantitativo da solo non completamente sufficiente a spiegare la prevalenza sociale della piccola tecnoburocrazia, assume particolare significanza se viene abbinato all'analisi del peso che esso ebbe sulle strutture economiche e politiche del paese. E' estremamente significativo rilevare che lo sviluppo della «piccola borghesia impiegatizia» è strettamente collegato all'espandersi della burocrazia statale e della tecnocrazia aziendale. Molte posizioni dirigenziali sono occupate da elementi piccolo borghesi, cioè da individui non detentori di capitali, ma dotati quasi esclusivamente di un nuovo tipo di proprietà: la detenzione del sapere tecnico, scientifico, amministrativo. Le grandi concentrazioni aziendali, i cartelli, gli uffici della pianificazione e delle corporazioni sono

(13) I dati che seguono sono ripresi da P. Sylos Labini, *Saggio sulle classi sociali*, Bari, 1974, pag. 155.

(13 bis) Cfr. AA.VV.: *Anarchismo '70*, Cesena 1973, pagg. 76-77.

(12) R. De Felice, op. cit., pag. 50.

in mano di questi nuovi dirigenti, che, per provenienza e per collocazione, non sono capitalisti

Struttura economica dell'Italia e della Germania

QUANDO Mussolini assume il potere nel 1922, l'economia italiana sta risollemandosi, sia pur lentamente, dalla crisi del dopoguerra. Il paese è ancora essenzialmente agricolo (14), ma nel contempo è caratterizzato dalla presenza di una industria pesante cui la prima guerra mondiale ha dato notevole sviluppo e che, ora, per la sopravvenuta mancanza di commesse versa in uno stato di crisi notevole. La situazione dell'agricoltura è in gran parte determinata dalla natura e dalla conformazione del territorio. Nel settentrione, soprattutto nella pianura padana, essa ha indirizzo principalmente intensivo che si estrinseca sulla coltura dei cereali e sull'allevamento del bestiame effettuati soprattutto nell'ambito di grandi e medie aziende che si avvalgono di lavoro salariato. Nello parte centrale prevale la piccola azienda a carattere familiare e a produzione promiscua. Nella parte meridionale e insulare domina il latifondo estensivo tenuto a cereali e a pascolo. Per quanto riguarda la struttura industriale, valgano i dati del censimento del 1927 (15).

Da essi risulta che la produzione industriale era fortemente concentrata nell'Italia settentrionale dove si trovava il 49 % degli esercizi, i quali impiegavano il 64,1 % degli addetti complessivi. Il settore più diffuso era quello delle industrie dell'abbigliamento (con il 26,1 % degli esercizi complessivi), seguiva quello dei trasporti e comunicazioni (14,8 %), quello del legno e affini (14,1 %), quello alimentare (11,2 %) e quello meccanico (11 %). Le industrie che prevalevano sulle altre per il numero degli addetti erano le tessili (16 % degli addetti complessivamente impiegati), quelle dei trasporti e comunicazioni (13 %), quelle dell'abbigliamento (12,3 %) e quelle meccaniche (12 %). Le industrie tessili erano inoltre quelle che prevalevano sulle altre per impiego di forza motrice (8,9 % sul totale della

(14) Basti pensare che nel 1921 su una popolazione attiva di 20.420.000 unità, gli addetti all'agricoltura (coltivatori diretti, fittavoli, braccianti, ecc.) sono ben 13 milioni.

(15) Cfr. V. Travaglini, *La politica industriale*, in *Economia Fascista*, Firenze 1935, pagg. 202-203.

forza motrice impiegata), seguivano quelle dei trasporti e comunicazioni (8 %), quelle siderurgiche e metallurgiche (8 %), quelle alimentari e affini (7,3 %).

Per quanto riguarda il numero degli addetti, el censimento del 1927 annota che il 45,6 % degli esercizi esistenti aveva un solo addetto, il 43,4 % degli esercizi aveva fino a 5 addetti e circa l'1,3 % aveva un numero di addetti superiore a 50. Inoltre il 53,7 % degli addetti (ossia 2.151.973 persone) era occupato in esercizi aventi al massimo 50 addetti. Tutto ciò significa che nei primi anni del fascismo (la situazione si modificò in parte negli anni successivi) erano predominanti in Italia l'artigianato e la piccola e media industria. La grande e grandissima industria, con un numero di addetti pari al 46,3 % del totale, non rappresentava, dal punto di vista del personale in essa impiegato, neppure la metà dell'intera attività industriale italiana. La Germania degli anni Trenta è, contrariamente all'Italia, un paese essenzialmente industrializzato. L'agricoltura, infatti, fornisce poco più del 20 % della produzione complessiva di merci, mentre il restante 80 % è fornito dall'industria. L'evoluzione della struttura sociale conferma la tendenza ad una sempre maggiore industrializzazione della Germania (16), inoltre anche la preminenza degli addetti nell'industria in rapporto alle altre categorie, conferma l'osservazione testé fatta. Nella tabella riportata in nota (17) è interessante rilevare che mentre per tutti gli altri settori assistiamo dal 1925 al 1933 ad una flessione più o meno marcata, l'unico che fa registrare un notevole incremento è quello dei servizi.

Ciò è particolarmente importante perchè la dilatazione del settore terziario è, in genere, in stretta relazione con lo sviluppo dei *trusts*, dei cartelli, delle banche e dell'intervento statale, cioè di tutte quelle attività in cui hanno particolare rilevanza gli aspetti burocratico-amministrativi della produzione.

(16) Popolazione urbana e popolazione rurale				
	1939	1933	1925	
Popolazione rurale	30,1 %	32,8 %	35,4 %	
Popolazione urbana	69,9 %	67,2 %	64,6 %	
Tratto da C. Bettelheim, <i>L'economia della Germania nazista</i> . Milano, 1973, pag. 39.				
(17) Ripartizione della popolazione per sfere di attività.				
Attività	1939	1933	1925	
agricoltura e foreste	18 %	20,8 %	22,8 %	
industria e artigianato ...	41 %	39 %	42,2 %	
commercio e trasporti ...	15,8 %	16 %	16,7 %	
servizi pubblici e privati ..	10,1 %	7,7 %	6,8 %	
lavoratori domestici	2,1 %	2 %	2,4 %	
settori vari	13 %	13,6 %	9,1 %	
Tratto da C. Bettelheim, <i>ibidem</i> , pag. 39.				

L'autarchia

L'ESAME dell'economia fascista e nazista non può prescindere da quella che ne è stata una caratteristica fondamentale: l'autarchia. Infatti, anche se a livello di decisione politica, il regime autarchico non è una delle prime iniziative prese da quei regimi, è pur vero che la filosofia del «contare su se stessi» permea tutta la dinamica economica. Nella soluzione autarchica i dirigenti fascisti vedono uno dei mezzi per sottrarsi alle conseguenze connesse con la necessità dei rapporti commerciali con le altre nazioni, per poter riorganizzare i fattori produttivi nazionali, e passare da un tipo di economia capitalistica ad una programmata (18).

Il passaggio al regime autarchico è determinato anche da situazioni obiettive quali la sfavorevole ragione di scambio con paesi a più alto sviluppo industriale (caso dell'Italia) o il tentativo di assicurare al paese una considerevole indipendenza economica (caso della Germania). In Italia nel 1934 la bilancia commerciale tocca i due miliardi e mezzo di disavanzo; per frenare le uscite in oro il governo in un primo tempo subordina le importazioni di prodotti esteri a permessi speciali e successivamente, a partire dal primo agosto 1935, si assicura il monopolio degli acquisti all'estero di materia prime quali cotone, rame, stagno, ferro, nichel, carbone, lana, carburanti. Parallelamente, in Germania, nel 1934 il disavanzo della bilancia commerciale raggiunge i 285 milioni di marchi. Nel marzo di quello stesso anno vengono quindi istituiti uffici di controllo sull'importazione dei principali prodotti. Nel settembre, il Ministro dell'economia, Schacht, decide di portare a venticinque gli uffici di controllo, in modo che tutte le merci importate siano sottoposte al controllo dello stato (19).

Per la verità, i provvedimenti autarchici italiani non riescono a riequilibrare la bilancia commerciale che continuò a rimanere in cronico disavanzo, mentre in Germania (che era dotata di un apparato produttivo più saldo) è possibile passare

(18) E' interessante notare quanto scriveva Otto Strasser in *La costruzione del socialismo Tedesco*, op. cit.: «L'autarchia è il mezzo attraverso il quale si perviene ad una nuova forma di economia slegata dalla domanda e dall'offerta, dove i prezzi e le quantità prodotte sono determinati dallo stato, dove la moneta all'interno è slegata dall'oro per rivalorizzare il lavoro in antitesi al capitale, dove le esportazioni regolate dallo stato possono concorrere in condizioni privilegiate nei confronti delle merci esportate dai Paesi capitalistici ove necessita un profitto».

(19) Cfr. D. Guérin, op. cit., pagg. 237 e seguenti.

in attivo impostando un'accorta politica di *dumping*. L'autarchia, comunque, si configura come un nuovo meccanismo di circolazione delle merci che si contrappone, e non solo tatticamente, al mercato dell'epoca liberale. L'«ordine nuovo» è il risultato di un decadimento del mercato liberistico, che viene sostituito dalla «distribuzione autarchica», cioè decisa dall'alto in base a precisi criteri programmatori (20). L'instaurazione dell'economia autarchica quindi è ricca di conseguenze importanti anche in campo sociale: minando alle radici uno degli elementi essenziali del capitalismo, cioè la libera circolazione delle merci, opera uno sconvolgimento dell'ordine sociale esistente e pone le premesse per la sua sostituzione con uno più rispondente al nuovo rapporto di produzione.

La concentrazione delle imprese

IL PROCESSO di concentrazione aziendale favorito e incoraggiato della tecnoburocrazia fascista è oltremodo significativo, in quanto sintomatico dell'intervento anticapitalistico operato sulla realtà economica. Per comprendere questa affermazione è bene precisare che le dimensioni delle imprese sono quasi sempre un indice sintetico dei rapporti di potere al loro interno. Parallelamente all'aumento delle dimensioni aziendali, si accrescono le conoscenze necessarie a dirigere l'intero processo produttivo. Come già si è accennato, da questa situazione l'imprenditore singolo risulta svantaggiato e deve sempre più delegare parte delle proprie funzioni (e quindi del proprio potere) a specialisti che dirigono l'impresa collegialmente: i tecnoburocrati, appunto. Inoltre all'accrescersi delle dimensioni aziendali fa riscontro, spesso, la trasformazione delle imprese in società per azioni, cui segue sovente una polverizzazione della proprietà azionaria in misura tale che il singolo azionista non è più in grado di determinare le scelte e le decisioni all'interno dell'azienda: cioè perde il suo potere pur restando proprietario (21).

(20) Sarà bene precisare che il regime autarchico si differenzia nettamente dal protezionismo dei primi anni del secolo, sia per la più ampia portata, sia perchè il protezionismo non modifica il tipo di economia che permane liberistica anche se vincolata in alcuni suoi aspetti.

(21) Il fenomeno è qui soltanto accennato, in quanto ormai solo i marxisti ortodossi negano le modificazioni nel rapporto di potere che intervengono nelle società a grandi dimensioni. Vedasi a questo proposito: Berle e Means, *Società per azioni e proprietà privata*, Torino, 1968; J. K.

Con decreto del 23 giugno 1927 vengono concesse sensibili agevolazioni fiscali per gli atti di fusione delle società e inizia così un processo che in capo a pochi anni vedrà sorgere o consolidarsi grosse concentrazioni oligopolistiche (22). Il processo di concentrazione non assume solo l'aspetto della fusione, ma anche quello della formazione di cartelli e di *trusts* (23). Ad esempio, una delle prime leggi emanate dal nazismo (15 luglio 1933) dà allo stato il potere di riunire le imprese di un dato settore produttivo in un cartello obbligatorio, e contemporaneamente favorisce il processo di trustizzazione. Alla fine del 1932 su 9.624 A.G. (società per azioni), 4.060 erano implicate nella formazione di *Konzern* cioè di *trusts*. E queste società erano quelle di dimensioni maggiori, infatti su un capitale nominale totale di tutte le A.G. di 22,3 miliardi di marchi, il capitale nominale complessivo delle società riunite in *Konzern* ammontava a ben 18,8 miliardi di marchi; tre anni dopo, alla fine del 1935, si constata che il fenomeno si è ulteriormente ingrandito e il 48 % delle A.G. (42 % nel 1932), con il 90 % del capitale di tutte le A.G. (84 % nel 1932) faceva parte di *Konzern* (24). In sostanza i governi fascista e nazista si pongono alla testa di un movimento di concentrazione oligopolistica la cui dipen-

Galbraith, *Il nuovo stato industriale*, Torino, 1968; R. Marris, *La teoria economica del capitalismo manageriale*, Torino, 1972; G. Ruffolo, *La grande impresa nella società moderna*, Torino, 1971; B. Rizzi, *Il collettivismo burocratico*, Imola, 1967; B. Rizzi, *Il socialismo dalla religione alla scienza*, Volume I, *Potere e proprietà*, Milano, 1946; e in campo anarchico AA.VV., *Anarchismo '70, Un'analisi nuova per la strategia di sempre*, Cesena, 1973.

(22) Le fusioni di società toccarono il loro apice negli anni '29 e '30, successivamente tesero a decrescere, soprattutto per esaurimento naturale del fenomeno. Vediamo l'andamento delle fusioni in Italia negli anni dal 1927 al 1932:

Anni	numero fusioni	numero società interessate	capitale delle società interessate nelle fusioni (in milioni di lire)
1927	8	17	412
1928	105	266	5.187
1929	128	316	4.571
1930	107	258	4.831
1931	89	227	4.944
1932	58	123	3.471

Tratto da V. Travaglini, op. cit., pagg. 192 e 211.

(23) I cartelli sono costituiti da un gruppo di imprese che si accordano per stabilire prezzi reciprocamente accettabili per i loro prodotti, nonché per determinare i contingenti di produzione e di investimento. L'essenza del cartello è di costituire un sistema formale di accordi per il perseguimento di una politica unitaria in un determinato settore economico. I *trusts* (*Konzern* in Germania) indicano coalizioni tra imprese unite da rapporti di partecipazione.

(24) Cfr. C. Bettelheim, op. cit., pag. 77.

denza dal potere pubblico diviene ancora più marcata con l'introduzione dell'obbligo di chiedere l'autorizzazione statale per l'apertura di nuove imprese (25), o con la soppressione autoritaria di numerose imprese minori (26).

Lo stretto controllo dello stato sui cartelli obbligatori e sui *trusts* viene ulteriormente sviluppato, in Italia, nell'aprile 1936 quando questo si estese anche ai consorzi volontari di produzione e di vendita che rappresentavano, in alcuni settori, il 75 % della produzione nazionale.

Il salvataggio delle imprese in dissesto

L'ESAME dell'intervento statale nell'economia rivela in modo sufficientemente chiaro la politica di superamento del capitalismo attuata dalla tecnoburocrazia fascista. La non linearità (più apparente che reale) della politica economica fascista è da collegare più a difficoltà, economiche e politiche, contingenti che non a mancanza di strategia globale. Inizialmente il fascismo «sfrutta» le debolezze dei capitalisti e inizia un'azione di salvataggio delle imprese in crisi. In questo atteggiamento molti economisti, soprattutto marxisti, hanno visto la riprova che il fascismo era un regime sostanzialmente capitalistico, anzi il prodotto del «capitalismo monopolistico nella sua fase imperialistica» e sono arrivati a considerare le corporazioni nell'altro che strumenti del grande capitale (27). In realtà, le cose sono ben lungi dallo stare in questi termini. Per dimostrarlo non contrapporremo astratte formulazioni ma ci limiteremo a riportare fatti.

La crisi mondiale del 1929, mette il fascismo nella condizione di operare con maggiore spregiudicatezza che negli anni passati. Il regime, stante le difficoltà in cui versano gli industriali, può anche disattendere le loro istanze. D'altra parte, il mondo industriale che, prima della crisi, non accettava tanto facilmente ingerenze burocratiche esterne, ora le vede come il male minore perchè compensate dai vantaggi di un sistema di protezioni e finanziamenti statali. Per sovvenzionare l'industria in crisi, nell'ottobre 1931, viene costituita la Società per il Finanziamento dell'Industria Italiana (Sofindit) con un capitale di

(25) Decreto legge 3 novembre 1927 e legge 18 novembre 1929 in Italia.

(26) Legge 7 marzo 1939 in Germania.

(27) Cfr. P. Grifone, *Capitalismo di stato e imperialismo fascista*, Milano, 1975, pag. 47.

mezzo miliardo di lire quasi interamente sottoscritto dallo stato. Nel novembre di quello stesso anno viene costituito l'Istituto Mobiliare Italiano (I.M.I.) (28) con un capitale di mezzo miliardo interamente pubblico. L'I.M.I. emette obbligazioni garantite dallo stato per un valore di cinque miliardi e mezzo rimborsabili in 10 anni che utilizza per sovvenzionare a medio e lungo termine l'industria privata. Infine, nel gennaio 1933, viene costituito l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) che in breve tempo assume rilevanti proporzioni divenendo lo strumento principale dell'intervento statale (29) e che anche oggi è il più grande ente di stato italiano. Attraverso l'I.R.I. i maggiori oligopoli e le principali banche italiane vengono salvate dalla crisi. All'inizio della guerra l'I.R.I. arriva a controllare più dell'80 % della produzione cantieristica, più del 50 % dell'industria siderurgica e il 29 % del settore elettrico.

L'intervento statale per salvare le industrie in crisi assume minori dimensioni in Germania durante il nazismo anche perchè nel 1933 gli effetti più disastrosi della crisi sono in parte superati. Inoltre la struttura industriale è più solida che non in Italia. Il nazismo, poi, tramite i *Konzern* e i cartelli regola già ampiamente la vita economica e l'intervento di salvataggio viene attuato tramite le grandi banche a prevalente capitale statale. Più che intervenire in imprese in dissesto lo stato nazista si sostituisce all'iniziativa privata nei settori che questa non intende sfruttare (30), viene così costituita, ad esempio, la *Hermann Goering Reichswerke für Erzbergbau und Eisenhütten* con capitale statale e capitale fornito dalla grande industria: un tipico esempio di società «mista».

L'intervento diretto nella produzione e la partecipazione azionaria

DALLA FASE iniziale di «salvataggio», sporadica e scoordinata, la tecnoburocrazia fascista passa in seguito ad un intervento più sistematico. Il fulcro della «nuova imprenditoria» è

(28) L'I.M.I. è «sopravvissuto» al regime fascista ed anzi oggi è uno degli Istituti su cui poggia gran parte dell'intervento statale nell'economia italiana.

(29) Per una breve storia dell'I.R.I. vedasi Bertolo-Lanza, *L'I.R.I.: nazionalizzazione all'italiana*, in «Interrogations», n. 1, pagg. 80-84.

(30) Praticamente il risultato è identico anche se diverso nei metodi di attuazione: rilevare imprese in crisi o costituire «imprese miste» in settori in crisi non modifica il significato sociale dell'operazione.

costituito dagli enti di gestione quali l'I.R.I. di cui abbiamo accennato prima. L'impiego di tali enti costituisce la novità dell'intervento statale fascista, perchè permette di statizzare l'economia senza modificarne l'assetto formale. Le imprese in crisi passate sotto il controllo degli enti di gestione e quindi dello stato continuano ad assicurare i dividendi al capitalista ma gli tolgono una parte rilevante del potere sull'impresa. Lentamente, ma inesorabilmente, il centro decisionale all'interno delle imprese si sposta. Il fascismo preferisce questa politica (più accorta), alle nazionalizzazioni, perchè ancora condizionato dalla classe capitalistica. Con essa, mentre fornisce un sostanzioso aiuto economico (31) alle classi borghesi, le priva, contemporaneamente, di una parte delle loro prerogative. Lo stato di crisi in cui versa l'industria privata e le esigenze di una economia autarchica inducono il governo fascista ad intervenire anche direttamente nella produzione creando imprese di proprietà statale. Tra le aziende più note vale la pena di menzionare: Azienda Carboni Italiana (ACAI) costituita nel 1935, l'Azienda Minerali Metallici Italiana (A.M.M.I.) nel 1936; nel 1926 era stata costituita l'A.G.I.P. che nel 1936, insieme all'ACAI e alla Montecatini costituisce l'A.N.I.C. (Industria dell'idrogenazione). Vengono inoltre istituiti gli Enti nazionali che regolano la produzione di interi settori: Ente Nazionale per la cellulosa e la carta, Ente Nazionale della moda, Ente Nazionale metano, ecc.

In Germania l'intervento statale assume forme e metodi leggermente diversi da quelli italiani. Il nazismo punta soprattutto alla creazione di *Konzern* pubblici che gestiscono interi settori economici. Tra i principali citiamo la V.I.A.G. (*Vereinigte Industrieunternehmungen A.G.*) una colossale *holding* costituita durante la prima guerra mondiale e sviluppata dal nazismo. Le imprese in cui partecipa sono aziende elettriche con un capitale di 110 milioni di marchi, fabbriche di alluminio con 36 milioni di marchi, industrie meccaniche e metallurgiche con 45 milioni, e quelle di nitrato e calcio con 20 milioni. Il totale del personale di questo *Konzern* raggiunge circa i 70.000 individui. Altro esempio è la già citata *Hermann Goering Werke* fondata nel luglio 1937 con un capitale di 5 milioni di marchi, ben presto elevato a 400 milioni, che opera essenzialmente nel settore delle miniere di ferro e nelle imprese metallurgiche.

(31) E' questo il modo in cui, d'altro canto, si è ulteriormente sviluppata l'industria di stato in Italia, e che ha sostanzialmente modificato l'economia italiana; soprattutto dal 1960 in poi.

L'incidenza dell'impresa pubblica in Germania è deducibile anche dalla importanza assunta dalle emissioni pubbliche di titoli rispetto a quelle private. Il reperimento di capitali da parte dello stato raggiunge così quote che vanno fino al 91 % del totale delle emissioni. Questo significa che le azioni e le obbligazioni delle imprese private non coprono che quote modestissime del mercato del capitale (32).

La regolamentazione delle imprese private e la programmazione economica

LA FORMA più matura assunta dall'intervento statale è senza dubbio la programmazione economica. Con questa la tecnoburocrazia fascista avvia un ampio programma di controllo su base nazionale della produzione e della distribuzione. Gli obiettivi vengono prefissati da organismi centrali che irradiano le loro direttive alle imprese pubbliche e private. Il «sentimento nazionale» è un utile mito per indurre ad adeguarsi gli imprenditori recalcitranti, mentre la regolamentazione delle imprese private garantisce, giuridicamente, la possibilità di attuazione del piano nazionale. Procede così il passaggio graduale ad un'altro tipo di proprietà. E uno dei teorici dell'economia fascista può senza tema di smentita scrivere: «Passaggio graduale vuol dire, infatti, in questo caso passaggio da un sistema individualistico a uno corporativo attraverso un sistema in parte individualistico e in parte corporativo» (33). E lo stesso autore constata che questo passaggio avviene con l'intervento dello stato: «L'intervento dello stato nella vita economica diventa ogni giorno più importante e profondo estendendosi fino ai rami più sottili e periferici e giungendo là dove il dogma della proprietà privata

(32) Ammontare delle emissioni di titoli:

Anni	Emissioni pubbliche	Emissioni private	Totale
1928	863	1.633	2.496
1932	511	160	671
1933	1.029	93	1.122
1934	334	147	481
1935	1.643	159	1.802
1936	2.671	438	3.109
1937	3.150	591	3.741
1938	7.744	989	8.733

Tratto da C. Bettelheim, op. cit., pag. 240.

(33) U. Spirito, *Capitalismo e corporativismo*, Firenze, 1933, pag. XVI.

era sembrato un ostacolo insuperabile. E tutti... sentono che questo progressivo allargarsi dell'ingerenza statale costituisce una necessità ineliminabile della vita moderna ed anzi la sua caratteristica essenziale» (34). Anche numerosi economisti tedeschi formulano le direttive dell'«economia programmatica» vedendo in essa l'unico modo per uscire dalla crisi del capitalismo. Scrive infatti Sombart: «Un ritorno all'economia libera tanto all'interno quanto all'esterno è quasi assolutamente escluso perchè troppe circostanze vi si oppongono... In favore del concetto, che una tale nuova organizzazione si formerà secondo il modello di una economia programmatica nazionale, stanno vari argomenti: a) la forza dell'idea nazionale... b) la presenza di un forte fronte anticapitalistico... c) la presenza di un fronte anticomunista, parimenti forte...» (35). È importante notare che secondo questo autore il fronte anticapitalistico è espresso, oltre che dal «fronte proletario dei lavoratori», da un fenomeno di «...evoluzione che si svolge essenzialmente in seno alla stessa borghesia; e chi ne profitta largamente è il social-nazionalismo, che attira la nuova borghesia...» (36) (il corsivo è nostro).

Nel 1933 (37) il governo fascista codifica e generalizza le varie limitazioni attuate fin dal 1926 alla costituzione di imprese, e impone la preventiva autorizzazione ministeriale; negli stessi anni il governo nazista emana leggi analoghe. Il controllo sulle imprese si estende alla regolamentazione dei prezzi di vendita e dei salari, di cui varie leggi (sia in Italia che in Germania) stabiliscono i livelli. La stessa remunerazione del capitale, elemento essenziale del privilegio capitalistico, viene regolamentata. In Italia, nell'agosto 1935, una legge stabilisce che gli utili distribuibili non possono superare il 6 % e l'eventuale eccedenza deve essere investita *obbligatoriamente* in titoli di stato. Connessa a questa legge è quella che introduce l'imposta del 10 % sul provento dei titoli (azioni e obbligazioni) non statali (38). Insieme a queste e altre misure che restringono, di fatto, l'indipendenza degli imprenditori privati, gli

(34) Cfr. U. Spirito, ibidem, cap. V, *L'economia programmatica*, pag. 81.

(35) Cfr. W. Sombart, *Correnti sociali della Germania di oggi*, in *La crisi del capitalismo*, Firenze, 1934, pagg. 59-60.

(36) W. Sombart, op. cit., pag. 60.

(37) Legge 12 gennaio 1933.

(38) Analoghi provvedimenti vengono presi in Germania, dove tra l'altro vengono fissati i livelli degli affitti urbani e dei fondi rustici.

organi della programmazione orientano, spesso in maniera coercitiva, la produzione, e quando è necessario stimolano con commesse pubbliche il settore privato verso quelle produzioni ritenute indispensabili. Gli organi del «piano nazionale» stabiliscono i contingenti per settori di attività; intervengono nella ripartizione delle materie prime e favoriscono la costituzione di «società di interessi comuni» tra imprese private che, isolate, non potrebbero adempiere ai compiti fissati dal piano. In definitiva svolgono un ruolo di organizzazione e direzione dell'intera economia nazionale.

Corporazioni, sindacato e controllo della mano d'opera

IL SINDACATO di stato è l'organismo a cui il regime affida, in teoria, la tutela degli interessi dei lavoratori. Da tale punto di vista rappresenta un elemento di continuità con el sistema liberale precedente, perchè con la sua stessa esistenza riconosce la contrapposizione tra gli interessi dei lavoratori e quelli degli imprenditori. La funzione realmente svolta, però, è quella di comporre questi interessi, di mediarli in modo funzionale al sistema. Il sindacato, ottenuto il riconoscimento dallo stato, diventa ente di diritto pubblico e ottiene così il carattere dell'unicità per cui nessun altro sindacato della stessa categoria e del medesimo territorio potrà ottenere il riconoscimento e godere dei diritti conseguenti. In questa condizione monopolistica il sindacato fascista assolve quindi la funzione comune a tutti i sindacati di stato: diventa cioè il controllore delle masse lavoratrici e contribuisce ad asservirle al regime totalitario. In questa ottica il sindacato fascista accetta e fa sue le motivazioni di carattere politico, che portano nel giugno 1934 all'istituzione del libretto di lavoro (39). Questo è un momento particolarmente significativo per i lavoratori perchè «il libretto veniva ad assumere il significato di strumento di selezione della mano d'opera in possesso della qualifica e dei requisiti «culturali» e fisiologici necessari alle singole industrie e di discriminazione di quella inadatta, sia per ragioni professionali, sia per ragioni politiche. In esso, infatti, dovevano essere elencati tutti quegli elementi richiesti al fine di applicare le diverse

leggi sulla disciplina del lavoro: l'istruzione conseguita dai titolari, le loro occupazioni, l'ammontare delle retribuzioni, gli infortuni sul lavoro e le malattie contratte, il numero delle tessere delle assicurazioni sociali, le date di inizio e di cessazione dei rapporti di lavoro» (40).

Il sindacato è dunque strumento di regime usato per ottenere il consenso dei lavoratori alla politica del fascismo. Questo non significa che gli interessi economici dei lavoratori siano stati completamente dimenticati. Indubbiamente durante il fascismo ci fu una compressione salariale monetariamente tangibile, ma accanto a questo regresso, va segnalata l'evoluzione della previdenza sociale e il riconoscimento di alcuni vantaggi, quali le ferie pagate, l'indennità di licenziamento, gli assegni familiari, la conservazione del posto di lavoro in caso di malattia, le varie forme di assistenza mutualistica, l'abbassamento dei limiti di età per il pensionamento, ecc. Tali miglioramenti fanno parte del «Programma sociale» del fascismo e del nazismo, attraverso cui si mira ad assumere una parvenza di quello che oggi chiameremmo «Welfare state». Nel contempo, rivelano che lo stato fascista è ormai ben lontano dallo stato liberale così come il sindacato non è più una controparte dei datori di lavoro. Molte delle funzioni del sindacato, comunque, vengono sempre più assorbite dalle corporazioni. Questo organismo, istituito formalmente nel 1930, ma che prende vita effettiva negli anni '34-'35, doveva superare la divisione tra lavoratori e padroni, tra individuo e stato in una chiara visione interclassista (41). I compiti principali delle corporazioni sono infatti quelli di regolare i conflitti sorgenti tra le associazioni collegate (sindacati), di perfezionare la produzione, di creare uffici di informazione del lavoro, di regolamentare l'apprendistato, di tutelare l'osservanza delle norme sulle condizioni del lavoro. Ma non sono solo questi. Valga a questo proposito un passo della Carta del Lavoro (42): «Le Corporazioni costituiscono l'organizzazione unitaria delle forze della produzione e ne rappresentano integralmente gli interessi. In forza di questa integrale rappresentanza, essendo gli interessi della produzione interessi nazionali, le corporazioni sono dalla legge riconosciute come organi di stato. Quali rappresentanti degli

(40) G. Sapelli, *Fascismo, grande industria e sindacato*. Milano, 1975.

(41) E' interessante osservare la «vicinanza ideologica» del fascismo con la socialdemocrazia: i termini sono quasi gli stessi e l'obiettivo è identico, confondere le differenze tra sfruttatori e sfruttati.

(42) La Carta del Lavoro emanata nel 1927.

(39) In Germania viene istituito con la legge del 26 febbraio 1936.

interessi unitari della produzione, le Corporazioni possono dettare norme obbligatorie sulla disciplina dei rapporti di lavoro e anche sul coordinamento della produzione tutte le volte che ne abbiano avuto i necessari poteri dalle associazioni collegate». Queste dichiarazioni generali vengono però nella pratica, ampiamente disattese. La politica economica molto spesso si attua indipendentemente dal parere del Consiglio Nazionale delle Corporazioni che viene interpellato solo saltuariamente su provvedimenti secondari, e talvolta per sancire decisioni già adottate. Ciò non toglie che l'idea corporativa stimolasse un ampio dibattito tra studiosi ed economisti, soprattutto tra i giovani intellettuali del regime che volevano sviluppare un corporativismo che non fosse solamente amministrativo e burocratico. Queste idee chiariscono, in una certa misura, il diaframma (non superato) tra aspirazioni e realizzazioni del fascismo. Ad esempio, lo stesso Ministro delle Corporazioni, Bottai, «sconfessò» Ugo Spirito, giovane economista la cui teorizzazione di un corporativismo proprietario e imprenditore era evidentemente troppo «fascista» per il regime.

La «pianificazione del grande spazio» e la divisione internazionale del lavoro

GLI ANNI Trenta vedono il fiorire in quasi tutti i Paesi industrializzati, di tendenze pianificatrici che mettono in discussione il dogma liberistico del *laissez faire*. Questo vale per l'America del New Deal, per la Gran Bretagna influenzata dal pensiero keinesiano e soprattutto per l'Italia e la Germania. La pianificazione, nelle intenzioni dei teorici fascisti e nelle sue realizzazioni, doveva mirare a creare un «ordine nuovo» destinato a soppiantare l'economia capitalistica. Al «libero gioco» del mercato si vuole sostituire la distribuzione pianificata dallo stato. E' indubbio, come abbiamo visto, che dopo l'avvento del fascismo l'intervento dello stato, come pianificatore e operatore economica, diventa preponderante ed il finanziamento industriale si realizza soprattutto con denaro pubblico.

Il «modello economico fascista», perchè di modello si tratta, nasce e si sviluppa dalla crisi del sistema capitalistico, dalle deficienze croniche da esso generate e soprattutto dalla mancanza di un modello di sviluppo alternativo, nonchè dalla necessità di tenere presenti le resistenze che il «grande capitale»

era ancora in grado di opporre a tentativi troppo espliciti di espropriazione. La «pianificazione autarchica» è il perno attorno al quale ruotano le altre istituzioni del fascismo in una posizione complementare. Come già si è detto, l'autarchia era condizione necessaria al regime per poter attuare rigidamente la programmazione economica. I tecnoburocrati fascisti però non vedevano il loro modello in una prospettiva unicamente nazionale. La necessità di «fare da sé» per svincolare la produzione dall'influenza dei fattori connessi con el commercio internazionale postula inevitabilmente l'esigenza di un allargamento dei confini nazionali.

Lo «spazio vitale» teorizzato da Hitler ci appare allora in tutta la sua dimensione economica. Non si tratta solo di un desiderio irrazionale di potenza, ma anche di un progetto che prevede l'applicazione di un sistema pianificato su «grandi spazi economici». Una divisione internazionale del lavoro collegata con l'espansione del regime autarchico. Già nel secondo piano quadriennale del 1936 la Germania nazista prevede una ripartizione dei compiti economici tra i territori occupati. A ognuno di questi territori viene assegnato un ruolo produttivo specifico così ripartito: alla Norvegia il compito di produrre cellulosa e tessuti sintetici, alla Romania il petrolio, alla Scandinavia minerali ed energia elettrica, ecc. (43).

Accanto alla ripartizione dei compiti produttivi il secondo piano quadriennale prevede un trasferimento della mano d'opera a livello europeo deciso quando le produzioni (oggettivamente o per scelta politica) avessero necessitato una forte presenza di forza lavoro. I nove milioni e mezzo di *lavoratori obbligati* della Germania sono lì a testimoniare che alle enunciazioni seguirono le realizzazioni e il trasporto coatto di masse è stato studiato e predisposto già da prima della seconda guerra mondiale. Pianificazione autarchica a livello europeo: questo è il programma degli economisti tedeschi e in questa prospettiva viene coniato il termine «nuova Europa», fondata su una «nuova divisione internazionale del lavoro» (44). Indicata con maggior precisione dal Ministro dell'Economia del Terzo Reich, Funk, che alla Fiera di Vienna del settembre 1940 dichiara: «... è una stoltezza economica che ogni paese per piccolo che sia, si sforzi di produrre tutto da sé e che faccia prosperare ad

(43) Cfr. R. Mariani, *L'ordine nuovo e la pianificazione del grande spazio*, in «Il Mulino», n. 238, anno 1975, pag. 270.

(44) Cfr. F. S. Orlando, *L'economia bellica e i problemi della nuova Europa*, Milano, 1941; pag. 227.

alto costo industrie minuscole che non rendono, le quali non hanno diritto all'esistenza e possono essere mantenute in vita artificialmente soltanto con sovvenzioni, divieti di importazione e diritti doganali. Al posto di questa esagerata autarchia, deve subentrare, per il ben di tutti, una *sana divisione del lavoro* fra i Paesi dello spazio europeo. Questa smobilitazione economica renderà possibile la rimozione degli ostacoli al commercio ed un risanamento ed una *stabilizzazione* delle valute europee» (45). Si delinea, in questo modo, la struttura del nuovo assetto europeo imperniato principalmente sulla rimozione degli intralci burocratici delle dogane, del protezionismo e dei costi passivi di certe produzioni e sull'attenuazione del carattere rigidamente nazionale dell'autarchia per proporre un sistema, pur sempre autarchico, ma esteso ad una dimensione continentale. Il dirigismo economico sperimentato durante il fascismo e il nazismo è, senza dubbio, ancora attuale: in tutti gli stati industrialmente avanzati, la pianificazione statale sempre più ampia, lo sviluppo sempre più forte degli enti pubblici, continuano ad essere elementi costanti dei vari assetti economici. Solo, alla pianificazione coattiva sono stati sostituiti la *pianificazione partecipata* e il *dirigismo persuasivo*, le direttive da seguire non sono più imposte ma proposte, il piano si realizza con il consenso degli imprenditori. Di diverso c'è la forma con cui viene attuato il piano ma nella sua essenza il modello di sviluppo (a grandi linee) è rimasto lo stesso.

La mobilitazione delle masse

E' SIGNIFICATIVO il consenso creato tra le masse dai regimi nazi-fascista. Non è questa la sede per analizzare le motivazioni psicologiche del fenomeno. Basterà ricordare le indagini psico-sociologiche (ormai classiche) compiute da W. Reich e da Fromm (46) per considerarlo sufficientemente studiato. Qui, quello che è importante sottolineare è che la adesione delle masse ci fu e venne ottenuta con l'impiego di mezzi relativamente nuovi quali la radio e il cinematografo. L'uso del mass-media fu praticamente «inventato» dal regime fascista per

l'attuazione di quella «rivoluzione culturale» (47) predicata dai suoi ideologi.

Anche in campo culturale notiamo quindi un nuovo modo di gestire il consenso, che si distacca qualitativamente dai precedenti regimi liberali. Abbandonato il mito dell'individualismo borghese, il fascismo ottiene il consenso con metodi che fanno presa non sull'individuo singolarmente preso, ma sulle masse nel loro complesso. Una «psicologia di massa» attuata per le masse. La mobilitazione delle masse viene ricercata per ottenerne non solo un passivo consenso, ma anche una partecipazione popolare attiva alla «rivoluzione fascista» (48). In questa prospettiva la «mitologia» del regime serve a creare un senso nuovo di collettività. Le adunate oceaniche e le altre manifestazioni spettacolari del regime stimolano una mobilitazione emotiva che viene utilizzata per la mobilitazione produttiva, per fare non solo accettare ma addirittura «volere» alle classi sfruttate sforzi e sacrifici altrimenti inaccettabili. Tutta la «politica di massa» del fascismo ha cioè come principale scopo il «potenziamento» del fattore produttivo mano d'opera.

Una nuova classe dirigente

CREDIAMO di aver enucleato (sia pur schematicamente) dalla composita realtà del fascismo i principali elementi caratterizzanti. Analizzando la politica economica, segnata dall'intervento statale, dalla creazione di grosse concentrazioni oligopolistiche, dalla programmazione di stato, dal nuovo ruolo assunto dalle dirigenze aziendali e politiche, ricaviamo la convinzione che il fascismo è stato un movimento teso a trasformare i cardini dell'economia capitalistica tradizionale. La classe

(47) Cfr. Cannistraro, *La fabbrica del consenso, fascismo e mass-media*. Bari, 1975, pag. 7. E' curioso notare l'impiego da parte fascista di un termine che oggi ha una connotazione maoista.

(48) Dice il De Felice (op. cit., pag. 40): «Checchè dica tanta gente, secondo me sì: si può parlare di fenomeno rivoluzionario; però nel senso etimologico della parola, perchè se si pretende di parlare di rivoluzione dando alla parola un valore morale, positivo... allora è evidente che il fascismo non fu una rivoluzione... In questa prospettiva io dico che il fascismo è un fenomeno rivoluzionario, se non altro perchè è un regime e ancor più un movimento... che tende alla mobilitazione, non alla demobilizzazione, delle masse, e alla creazione di un nuovo tipo di uomo».

(45) Ripreso da: G. Mariani, op. cit., pag. 257.

(46) Cfr. W. Reich, *Psicologia di massa del fascismo*. Milano, 1974; E. Fromm, *Fuga dalla libertà*. Milano, 1963.

sociale che sviluppa questo processo di trasformazione è quella inserita nell'organizzazioni statale (amministrazione, programmazione, corporazioni, ecc.) e nelle grandi imprese (private o a partecipazione statale). Sintomatico è lo spostamento del luogo dove si esercita il potere. In regime liberale, esiste un istituto cui i capitalisti delegano il compito di emanare leggi che rispecchino gli equilibri di potere presenti nella società. Tale istituto è il parlamento, simbolo della distinzione tra potere politico e potere economico; una distinzione in cui il primo è espressione subordinata del secondo.

Durante il regime fascista assistiamo alla decadenza del parlamento, sostituito sempre più dall'apparato del partito unico, dagli uffici amministrativi dello stato. Il potere economico e quello politico tendono a fondersi in una medesima classe sociale, sì che la struttura del potere, e quindi l'assetto sociale, ne risultano modificate. Questa classe sociale è la tecnoburocrazia che, appunto per sua natura, gestisce i mezzi di produzione pur senza averne la proprietà formale.

Lo stato fascista non riconosce a sé i limiti dello stato liberale. La sfera economica è anche la sfera dello stato. Di conseguenza non vi è più una netta separazione tra funzionari politici e imprenditori privati. L'imprenditore, in virtù del fatto che le sue funzioni tradizionali sono soggette al controllo statale, si trasforma in un funzionario statale (49).

L'I.R.I., con la sua nascita e il suo sviluppo, esemplifica assai bene la trasformazione in corso. In esso i detentori del potere aziendale e politico sono i funzionari statali che svolgono sia la funzione imprenditoriale sia quella più prettamente politico-amministrativa. La statizzazione indolore attuata tramite l'I.R.I. e le altre imprese a partecipazione statale, se da un lato mantiene in vita la struttura formale del capitalismo dall'altro elimina dal processo decisionale i vecchi «capitani d'industria» che da «capitani», cioè detentori del potere decisionale, diventano semplici percettori di rendite garantite dallo stato.

Questo passaggio graduale evita un conflitto aperto con l'alleato storico (il grande capitale) e consente di espandere il settore pubblico senza mettere in crisi tutto il capitalismo privato (una crisi che comporterebbe una serie di reazioni difficilmente controllabili dalla tecnoburocrazia fascista). L'impossibilità oggettiva per gli imprenditori di controllare l'estendersi del processo produttivo e l'aumentata (e parallela) in-

fluenza della burocrazia programmatrice sono i sintomi rivelatori di una «stanchezza» e «saturazione» del mercato capitalistico. Il tentativo di superare questa *impasse* porta alla costruzione di un grande monopolio nazionale, cioè al passaggio da un'economia «libera» ad una economia controllata.

Questa nuova classe dominante che si fregia di orbace e di orpelli militari, avvalendosi di irrazionali miti guerrieri per conquistare il consenso delle masse, svolge in realtà una funzione di razionalizzazione del sistema economico nazionale. Il suo attributo principale è, lo ripetiamo, la detenzione del sapere socialmente significativo e questo le permette di costruire la propria affermazione sociale attraverso il superamento del capitalismo basato sulla proprietà privata. Strumento di tale affermazione è lo stato, la cui struttura si confonde con la nuova classe dominante, dando origine ad una regime politico detto totalitario, in cui il potere pubblico regola ogni aspetto della vita associata. Lo stato totalitario fascista tende sempre più ad abbandonare le funzioni di apparato di difesa dei privilegi capitalistici per intervenire in prima persona nell'economia, riducendo inevitabilmente l'area di intervento della borghesia imprenditoriale, e quindi la rilevanza decisionale di essa. Il risultato è una nuova forma di privilegio, e quindi di sfruttamento, basata non più sull'appropriazione diretta dei profitti, ma sulla posizione gerarchico-funzionale occupata all'interno del processo produttivo sociale.

Milano, ottobre 1975

Summary

Fascism (and nazism) are the subject of many writings but, so far, the interpretations that have been given are unsatisfactory. When they are not simply confined to comments about its brutality or its myths («fascism is barbarian», «fascism is irrational»), judgments about fascism generally are varieties of the marxist theme: «a counter-revolutionary tool of the bourgeoisie». All that may be quite true and convincing, it is not conclusive: fascism is not all that, only.

An unprejudiced examination of fascist political economy, i.e. of the «structures» that system has adopted, invalidates those current interpretations. The author of the present essay endeavors to explain the true class nature of fascism. He analyzes its fundamental patterns and drifts by referring to Italy but also to Nazi Germany and comes to the conclusion that between the two World Wars fascism

(49) Cfr. J. Burnham, *La rivoluzione dei tecnici*, Milano, 1946, pag. 179-180.

was one of the political expressions of a rising new class: technobureaucracy. Beyond the violent and folklorist patterns which characterize fascism, one finds that it shares essential factors in common with other political forms of the same phenomenon (such as Social Democracy and the New Deal). These factors reveal it to be an ideology and a transitional stage in the historical phase of capitalistic decline and in the growth of a new form of domination and exploitation.

The author does not deny that large scale capital has allied with fascism, but he makes it plain that precisely it was an alliance—not a subordination. When the numerous and ever-growing forms of intervention of the fascist State in the economy are studied systematically, the conclusion forces itself that fascism embodied enough non-capitalist or even squarely anticapitalistic elements not to be identified with the bourgeoisie. Indeed, just as the statist system of participation starts with the rescue of capitalistic enterprises in trouble and ends with their expropriation, in a more general way the new technobureaucratic class (which manifests itself in certain periods and in certain geo-political conditions of fascism) started by being used as the counter-revolutionary tool for the rescue of capitalistic crisis, and then showed a more or less conscious tendency to become instrumental in the progressive expropriation of the bourgeoisie from its economic power in favor of new masters. Besides this key interpretation, the author briefly deals with various aspects of fascist ideology, the relations between the regime and the middle classes and the manipulation of public opinion.

Resumen

Se ha escrito mucho sobre el fascismo —y sobre el nazismo—, pero las interpretaciones de este fenómeno no son satisfactorias.

Los juicios respecto al fascismo, si no se limitan simplemente a su brutalidad o a su mitología —el fascismo como barbarie, como irracionalidad—, son en general variaciones sobre el tema marxista del fascismo «instrumento contrarrevolucionario de la burguesía». Sin duda el fascismo es también eso, pero reducirlo solamente a eso o esencialmente a eso no resulta convincente.

Un examen sin prejuicios de la política económica fascista, es decir, de la elección de las «estructuras» invalida, en el conjunto, esta interpretación corriente. El autor de este ensayo se entrega a un examen semejante, en un esfuerzo de comprensión de la verdadera naturaleza de clase del fascismo.

El autor analiza la economía fascista en sus elementos fundamentales y en la tendencia de su dinámica, refiriéndose en permanencia a Italia, pero asimismo al nazismo alemán. Y termina concluyendo que el fascismo es una de las expresiones políticas —entre las dos guerras— de una nueva clase dirigente en ascenso: la tecnoburocracia.

Al mismo tiempo que otras formas políticas del mismo fenómeno —por ejemplo, la socialdemocracia y el New Deal—, el fascismo presenta, al igual que ellas, por encima de los aspectos de violencia o folklore que lo han caracterizado, elementos comunes esenciales que

le designan como ideología y como régimen de transición en la fase histórica de la decadencia capitalista y en la consolidación de una nueva forma de dominación y de explotación.

El autor no niega que haya existido una alianza entre el «gran capital» y el fascismo, pero pone en evidencia el hecho que, precisamente, existió alianza y no subordinación. Estudiando metódicamente las múltiples y cada día mayores formas de intervención del Estado fascista en la economía, se impone la conclusión de que el fascismo encerraba en su seno suficientes elementos no capitalistas o resueltamente anticapitalistas para no poder ser identificado a la burguesía. En realidad, al igual que el sistema de participación estatal comienza como método de salvación de las empresas capitalistas en dificultad y termina con su expropiación, de una manera más general la nueva clase tecnoburocrática —que se manifiesta en ciertos períodos y en determinadas condiciones geopolíticas del fascismo— ha comenzado por ser un instrumento contrarrevolucionario de salvación para el capitalismo en crisis, pero luego ha manifestado una tendencia —más o menos consciente— a convertirse en el medio de expropiación progresiva del poder económico de la burguesía en favor de nuevos amos. Además de esta interpretación básica, el autor aborda brevemente diversos aspectos de la ideología fascista, las relaciones entre el régimen y las clases medias, la manipulación de la opinión pública...

Résumé

Il a beaucoup été écrit sur le fascisme (et sur le nazisme), mais les interprétations de ce phénomène ne sont pas satisfaisantes.

Les jugements portés sur le fascisme, s'ils ne se limitent pas simplement à sa brutalité ou à sa mythologie (le fascisme comme barbarie, le fascisme comme irrationalité), sont en général des variations sur le thème marxiste du fascisme «instrument contre-révolutionnaire de la bourgeoisie». Sans doute, le fascisme a été aussi cela, mais le réduire à cela seulement, ou essentiellement à cela, n'emporte pas la conviction.

Un examen sans préjugé de la politique économique fasciste, c'est-à-dire du choix des «structures», infirme, dans l'ensemble, cette interprétation courante. C'est à semblable examen que se livre l'auteur du présent essai, comme effort de compréhension de la véritable nature de classe du fascisme.

L'auteur analyse l'économie fasciste dans ses éléments fondamentaux et dans sa dynamique tendancielle, en se référant en permanence à l'Italie, mais aussi au nazisme allemand, et finit par conclure que le fascisme est une des expressions politiques — entre les deux guerres — d'une nouvelle classe dirigeante qui monte: la technobureaucratie.

En même temps que d'autres formes politiques du même phénomène (par exemple la social-démocratie et le New Deal), le fascisme présente comme elles — au delà des aspects de violence ou de folklore qui l'ont caractérisé — des éléments communs essentiels qui le désignent comme idéologie et comme régime de transition dans la phase

historique du déclin capitaliste et dans la consolidation d'un nouveau mode de domination et d'exploitation.

L'auteur ne nie pas qu'il y a eu alliance entre « grand capital » et fascisme, mais il met en évidence le fait que, précisément, il y a eu alliance, et non subordination. En étudiant méthodiquement les multiples et toujours croissantes formes d'intervention de l'Etat fasciste dans l'économie, la conclusion s'impose que le fascisme avait en lui suffisamment d'éléments non capitalistes ou carrément anti-capitalistes pour ne pas être identifié à la bourgeoisie. En réalité, tout comme le système de participation étatique débute comme méthode de sauvetage des entreprises capitalistes en difficulté et se termine par leur expropriation, d'une façon plus générale la nouvelle classe techno-bureaucratique (qui se manifeste en certaines périodes et sous certaines conditions géo-politiques du fascisme) a commencé par être un instrument contre-révolutionnaire de sauvetage pour le capitalisme en crise puis a marqué une tendance — plus ou moins consciente — à devenir le moyen d'expropriation progressive du pouvoir économique de la bourgeoisie en faveur de nouveaux maîtres. Outre cette interprétation-clé, l'auteur aborde brièvement divers aspects de l'idéologie fasciste, les rapports entre le régime et les classes moyennes, la manipulation de l'opinion publique.

El tiempo que pasa...

Nosotros estamos decididos o dispuestos a discutir con Estados Unidos con absoluta seriedad y con absoluta sinceridad y responsabilidad. Pero no quisiéramos discutir con un puñal en el pecho. Esa es la posición del Gobierno Revolucionario de Cuba. Para que exista un clima verdaderamente sano de discusión de las diferencias entre Estados Unidos y Cuba, que abarcan muchos problemas, problemas que van desde la cuestión de las indemnizaciones, tanto de las indemnizaciones que ellos pueden reclamar contra nosotros, como de las indemnizaciones que nosotros podemos reclamar contra ellos por quince años de bloqueo, así como otros problemas, cual, por ejemplo, la ocupación de una parte de nuestro territorio nacional, la base de Guantánamo, se debe crear un clima de igualdad y de dignidad y de honor para discutir.

No quisiéramos tener que discutir con un puñal en el pecho. Esa es nuestra posición. Pero saludamos esas medidas tomadas de supresión parcial del embargo, y lo consideramos un gesto positivo del gobierno de Estados Unidos.

Fidel Castro

(Conferencia del prensa ofrecida junto con Luis Echeverría, Presidente de México, en La Habana, el 21 de agosto de 1975.)

DOCUMENTOS

Perú - El Poder militar

Publicamos tres cortos capítulos de un manuscrito que el sociólogo Jaime Castro Contreras (profesor en el Centro de Altos Estudios Militares de Lima) está terminando. El indiscutible interés de una presentación, una justificación y una defensa del poder militar en Perú, como instrumento de una moderna y revolucionaria política social, basada sobre los conceptos de independencia nacional y de bienestar general, nos conduce a poner este documento en circulación.

Huelga decir que la doctrina del CAEM nos parece cubrir un fenómeno social muy distinto de lo que sugiere el vocabulario oficial. Agregamos, pues, como elementos de discusión — y también como análisis según un enfoque libertario — un texto, en francés, extraído de un manuscrito, todavía inédito, de Luis Mercier Vega (La Révolution par l'Etat). También tres citas: una del mismo autor (de la introducción al libro colectivo Fuerzas Armadas, Poder y Cambio, Ed. Tiempo Nuevo, Caracas, 1971), otra, del estudio de Abraham Lowenthal («La ambigua Revolución Peruana» in Foro Internacional, Colegio de México, enero de 1975) y, por fin, el juicio de Jorge del Prado, portavoz del PC peruano.

El Centro de Altos Estudios Militares o los orígenes de la nueva mentalidad hacia el cambio

Jaime Castro Contreras

LAS DOS últimas intervenciones de la Fuerza Armada en la vida política nacional, tienen mucho de singular en comparación con los clásicos «golpes de Estado» de la etapa anterior. El movimiento de 1962 dirigido por el General Ricardo Pérez Godoy y el de 1968 presidido por el General Juan Velasco Alvarado se caracterizan por calificarse de ser movimientos institucionales, es decir, que frente a la historia de la democracia formal y frustrada de nuestro país, no se trataba de clásicos golpes militares en torno a un caudillo, sino que es la Fuerza Armada como un todo unitario que «se ven impedidos —según sus argumentos— en la necesidad de intervenir en la política nacional».

Este carácter institucional como mecanismo de legitimidad para llegar al control del poder, primero en 1962 que casi no fue percibida y, luego, en 1968 es lo que más trata de destacarse. Y este nuevo carácter del golpe de Estado no sólo desconcertó —sobre todo en 1968— a los partidos políticos, sino que los mismos observadores académicos cayeron en un desconcierto inicial acerca de sus apreciaciones sobre el llamado Gobierno Revolucionario de la Fuerza Armada. En este sentido, el conocido sociólogo francés François Bourricaud en un juicio, a nuestro parecer apresurado, llegó a decir: «Lo que ante todo ha sorprendido a los observadores en la política peruana posterior al golpe de Estado de octubre de 1968, es el nuevo estilo. Al hablar de estilo, no digo que me agrade; tampoco pretendo insinuar que el «nuevo estilo» aporte la solución a los problemas peruanos» (1). Bourricaud no sólo se muestra incrédulo de lo que puede ser llamada una política nacionalista, sino que considera que ésta no es la vía más recomendable para la solución de los problemas nacionales. A renglón seguido añade el mismo autor, que habría que ser muy cándido para poder referirse a la Revolución Peruana «de la misma manera que la historia lo hace respecto a la Revolución

Francesa, a la Rusa o a la Mexicana. Precisa asimismo —sentencia— una buena dosis de ceguera para no ver en el régimen instaurado en octubre de 1968 otra cosa que una dictadura militar más en la historia del Perú, tan rica en revoluciones de cuartel» (2).

Si bien es cierto que el actual gobierno peruano está lejos de parecerse, no sólo en el tiempo, a lo que se hizo en la Revolución Francesa o Rusa y a los alcances que cada una de ellas tuvo y el tipo de estructura social que al final del proceso configuraron, creemos que este proceso no puede ser evaluado a partir de criterios e hipótesis que sí jugaban para los anteriores golpes militares.

También se tiene por otro lado, dentro de un esquema tradicional de análisis marxista, lo que el sociólogo peruano Aníbal Quijano dice del presente proceso. Si bien resulta difícil —afirma— y quizás arriesgado determinar tanto el carácter social del régimen como las probables alternativas de desenvolvimiento de la actual situación, no se trata más que de una redefinición de las modalidades de dominación imperialista en los que precisamente ahora se negocia la dependencia como nuevo modelo neoimperialista de desarrollo (3).

Es decir que el carácter nacionalista del proceso no sólo fue inicialmente visto como un «nuevo estilo» al que Bourricaud niega la posibilidad de encontrar soluciones a los problemas nacionales, sino que se llega a considerar el proceso como un modelo de desarrollo neoimperialista según hipótesis de Quijano. Contrario a estas opiniones, creemos que el carácter nacionalista e institucional del movimiento en el que la Fuerza Armada como un todo actúa debe ser explicado a partir de la génesis de aquellas instituciones que fueron condicionando una toma consciente e institucional del nuevo rol de la Fuerza Armada frente a una tradicional conducta unas veces caudillista y personal y otras entreguista y pro-oligárquica.

Consideramos en este sentido que cuando en 1950 se creó el Centro de Altos Estudios Militares más comúnmente conocido por sus siglas como el CAEM, la Fuerza Armada por primera vez se abocó a la tarea de estudiar la realidad del Perú de manera formal, ordenada y científica y no precisamente preparándose para gobernar, sino para cumplir eficientemente su misión en cada uno de los casos de hipótesis de guerra previstas. De este modo, la preparación de la Fuerza Armada como parte de la preparación integral del país para su defensa, exigía tener un conocimiento preciso de la realidad nacional, puesto que el mantenimiento de la capacidad combativa de la Fuerza Armada en campaña depende y está supeditada al grado de desarrollo y adaptación —entre otros— que las llamadas Fuerzas Vivas de producción lo permitan. Se hizo entonces necesario

(2) Ibid, p. 4.

(3) Aníbal Quijano Obregón: «Nacionalismo, neoimperialismo y militarismo en el Perú». Ediciones Periferia, Bs. As. 1971. En este trabajo desarrolla el autor su hipótesis sobre el nuevo modelo neoimperialista de desarrollo.

(1) François Bourricaud: «Los militares peruanos manos a la obra», p. 4 en Mundo Nuevo, N.º 54, diciembre de 1970, Bs. As.

precisar que no sólo se trataba de defender el país, sino de llegar a establecer el rol que le correspondía a las Fuerzas Vivas en la defensa del país y su relación con la Fuerza Armada.

Este quehacer inicial del CAEM rebasaba la preparación estrictamente militar toda vez que se hacía necesario determinar el rol de las fuerzas vivas en la defensa del país. Posteriormente, los estudios de la realidad nacional permitieron descubrir que las relaciones conflictivas que internamente existían atentaban contra la posibilidad de una franca y efectiva defensa nacional. De este modo también, se fue descubriendo que muchas de nuestras limitaciones como país eran el resultado del tipo de estructura social que se había configurado y se continuaba manteniendo. Es decir, nuestras propias limitaciones nacían de las profundas desigualdades internas. Es así como, además del contacto con la realidad, por razones de actividad profesional, la Fuerza Armada tomando conciencia de que el rol que las fuerzas políticas le habían asignado se circunscribía al mantenimiento del estado de cosas vigentes, tal y como reza en el art. 213 de la Constitución Peruana. Fue, pues, una suerte de compromiso consciente o inconsciente que tuvo sus hondas repercusiones en la sociedad peruana.

Como también puede observarse en los estudios que de la realidad nacional inicialmente efectuaba el CAEM, aquí no se efectuaba un cuestionamiento del carácter y naturaleza del Estado y de sus instituciones jurídicas y sociales, sino, antes bien, se partía del supuesto, que el orden constitucional vigente era el apropiado y en este sentido sólo interesaba establecer las posibilidades de «nuestro actual potencial». Lo que dicho más burdamente sería «así como estamos qué posibilidades tenemos de triunfar». Se plantea como cuestión de importancia propiciar el desarrollo de las *fuerzas vivas* y fijar una concordancia entre las normas administrativas del Estado y la nación toda. Otra prueba de que el Estado no estaba en cuestionamiento es posible precisarlo cuando se fijaba que la finalidad suprema del Estado era la de orientar e impulsar el acrecentamiento del potencial nacional y el logro del bienestar espiritual y material, así como el logro del progreso e independencia económica sobre los otros países. Se suponía inicialmente que el Estado y su forma de organización, el tipo de relaciones sociales que garantizaba para sus ciudadanos, así como la estructura social misma favorecerían el desarrollo del potencial.

Sin embargo y posteriormente el estudio de la realidad nacional realizado por cada promoción, iría permitiendo descubrir que las relaciones sociales entre todos los grupos sociales entre sí, y las relaciones de los grupos con el Estado no sólo no contribuían al buen desarrollo del potencial, sino que constituían un freno que dificultaba la integración nacional, y lo más grave, que internamente nuestro potencial se hallaba debilitado. Este descubrimiento explica la nueva actitud de la Fuerza Armada frente al Estado y las demás instituciones y sobre todo el inicio de una toma de conciencia y cuestionamiento de su antiguo rol en la sociedad.

En suma, la hipótesis que tratamos de probar es que el CAEM de un modo u otro a través de un ejercicio académico docente y de investigación permanente de la realidad nacional, no sólo ha contribuido a una toma de conciencia de la Fuerza Armada y la revisión de su antiguo rol frente a la sociedad, sino que institucionalmente ha unificado a los diversos Institutos que integran dicha Fuerza Armada, o sea Ejército, Marina y Aviación lo que tampoco quiere decir que se hayan dirimido ni mucho menos desaparecido las asperezas del todo (4).

Indirecta y silenciosamente el CAEM en sus 25 años de vida académica ha contribuido al desarrollo de una nueva mentalidad entre los miembros de los grados superiores de la Fuerza Armada. A su vez a más de 600 participantes —nombre que se asigna a los coroneles y civiles alumnos— pasar por el CAEM les ha significado observar la realidad nacional desde una perspectiva distinta, la que sin duda cada participante conoce, pero en esta Institución explícita a través de los trabajos en Comité (5) interrelacionándose así, la experiencia individual e institucional de cada uno para obtener un cuadro de conclusiones sobre la realidad del país. Como su mismo fundador el General José del Carmen Marín lo señalara... «la finalidad y el plano en que se realizan los estudios y trabajos del CAEM, se encuentra en el plano del Alto Mando, cuyo papel se sintetiza en preparar la Fuerza Armada, desde tiempo de paz y emplearla eficientemente en las operaciones» (léase operaciones de guerra). El mismo autor añade que el cumplimiento de este papel del Comando de la Fuerza comprende:

- «1.º Planear las operaciones y deducir de allí la Fuerza Armada que necesita para realizarlas.
- 2.º Preparar esta fuerza armada en *tiempo de paz* en vista de las misiones que incumbirá a cada uno de sus componentes, en la realización de sus planes. Esa preparación en tiempo de paz, incluye, necesariamente el entrenamiento del Alto Comando y sus colaboradores inmediatos, en la conducción de las operaciones en las cuales estará llamado a actuar.
- 3.º En *tiempo de guerra*, emplear esa Fuerza Armada, es decir, conducir las operaciones» (6).

El General Marín indicaba en este sentido que el papel del Alto

(4) Recientemente una crisis ministerial provocó la salida del ministro jefe de la Armada Peruana, contralmirante Luis Vargas Caballero. A pesar de este hecho, la salida política final indicó la prevalencia de cuidar y mantener la unidad institucional de la Fuerza Armada.

(5) Los trabajos en Comité (TC) constituye la modalidad de trabajo del estudio e investigación de la Realidad Nacional (RN) y la determinación de los Objetivos Nacionales (OONN) entre otros.

(6) Potencial Nacional, Tomo I, 1952.

JAIME CASTRO CONTRERAS

Comando y del estratega, es más importante en tiempo de paz que en tiempo de guerra, porque en este último nada podría hacer, ni medianamente, si no lo ha hecho bien en tiempo de paz.

No ha sido, pues, el CAEM una escuela de gobierno, sino una entidad que depende del Comando Conjunto de la Fuerza Armada y éste, a su vez, depende directamente del Presidente de la República, cuya finalidad ha sido y es la de capacitar a personal selecto de la Fuerza Armada y Fuerzas Policiales, así como a personal civil del sector público y privado, en las funciones inherentes a la preparación de la Defensa Nacional (7).

Con esta finalidad prevista, el CAEM vio la necesidad de contar entre sus profesores y participantes con técnicos y especialistas civiles los que a través de sus conferencias, los primeros, y a través de sus experiencias los segundos, volcarían sus conocimientos en los trabajos en comité y en el análisis e interpretación de la realidad peruana. De este modo, como sostenía el general Marín, a los miembros de la Fuerza Armada y a los participantes civiles del sector público y privado permitiría:

- a. «Formarnos una idea, tan aproximada como sea posible, del valor de los elementos principales en que reposa nuestra economía nacional y dónde se encuentran esos elementos.»
- b. «Poder apreciar gracias a lo anterior las áreas vitales de nuestro territorio y si fuera posible las relaciones de éstos entre sí y con respecto a nuestros vecinos.»
- c. «Adquirir el máximo de elementos de juicio posibles para tener una idea de nuestro potencial de guerra y principalmente para reflexionar sobre lo que deberíamos hacer para llegar al conocimiento del factor militar de este potencial.»
- d. «Finalmente, formarnos un concepto de cómo pedir a los especialistas las informaciones necesarias para el conocimiento de la parte del potencial de guerra tanto propio como de los probables adversarios, que interesa directamente a las operaciones» (8).

Reiteramos nuevamente, que, siendo la finalidad de la Fuerza Armada, el cumplimiento eficiente de su misión, el conocimiento, estudio e investigación de la realidad y potencial nacional, se constituyeron en un hecho necesario e inevitable. De este modo el Potencial Nacional del que se deriva el Potencial de Guerra, entendido este último como la aptitud de un país para hacer la guerra, planteaba la necesidad de tener un conocimiento cabal y objetivo de la realidad del país en todos los aspectos que hiciera posible la conducción de la guerra y su complementaria victoria final. Por eso es que se asigna un valor fundamental al estudio de la realidad nacional y potencial nacional en el que el buen funcionamiento de sus partes

integrantes (9) dependen de las normas de organización social, política, administrativa y económica de la nación, de la eficiencia de su organización estatal y de sus élites dirigentes, tanto para planearlas como para ejecutarlas.

Toda esta situación planteaba teóricamente desde sus inicios, lo que empíricamente a posteriori se demostró: la necesidad de contar con una organización estatal capaz de ejecutar todas las necesidades requeridas para la seguridad integral del país que lo conduzcan a una victoria final en caso de guerra.

Todo este que hacer académico e intelectual, consideramos, fue calando en la mentalidad de la mayoría de los egresados configurándose una nueva mentalidad proclive al cambio social y no de conservadurismo tradicional que constituía una amenaza para el Estado y la seguridad integral del país. La misma expresión del movimiento guerrillero rural en 1965, fue indicador de que la estructura social tradicional ya no respondía a las necesidades y exigencias de las clases populares y que al contrario su mantenimiento era una amenaza a la seguridad integral del país.

De este modo el CAEM ha sido la entidad académica de la Fuerza Armada que empezó a ver las debilidades de la estructura social misma y las propias limitaciones e incapacidad del Estado para resolver los grandes problemas nacionales.

El CAEM, su concepción del Estado y del conflicto

INICIALMENTE el CAEM conceptuó que la preparación del Alto Mando debía iniciarse con el estudio de lo que denominó la Política General del Estado. En este sentido, se precisaba tener una visión de conjunto de las partes del Estado y el tipo de relaciones que se daban entre éstas.

De este modo, el Estado como elemento superestructural que ocupa la cima del edificio social, era considerado como una entidad cuyo origen emana de la propia naturaleza humana y en la que *la familia es la célula fundamental de la sociedad* (10).

El hombre en este sentido es visto como aquel que recurre a la naturaleza para satisfacer sus necesidades en colaboración con los

(7) «El Centro de Altos Estudios Militares», 1974, Documento de Divulgación.

(8) Potencial Nacional, op. cit.

(9) Razones metodológicas condujeron al CAEM a considerar que siendo la unidad de análisis nuestra Realidad Nacional, ésta podía descomponerse metodológicamente en cuatro factores: Humano, Económico, Político y Físico.

(10) Gral. Div. (r) José del Carmen Marín. Conceptos básicos (Conferencia: Proceso de la Política General del Estado en el aspecto Defensa Nacional). Centro de Altos Estudios Militares. Cerrillos, Perú, 1972, f. 73.

integrantes de su familia. Pero el mismo General Marín en la conferencia sobre el Proceso de la Política General del Estado añadía, que el hombre además estaba «dotado de atributos espirituales —razón, imaginación, sensibilidad y voluntad— sin los cuales no habría tenido conciencia de sus necesidades ni encontrado los medios de satisfacerlas». Esta misma concepción bio-psicológica lo llevó a sostener, que al hombre le permitió... «discernir las ventajas e inconvenientes que la naturaleza ofrecía a su existencia y la forma de servirse mejor de las primeras y de remediar las segundas; así se entregó a la tarea de transformar y adaptar lo natural para ponerlo a su servicio, es decir, a la mejor satisfacción de sus necesidades» (11).

Ahora bien, en cuanto se acepta que el hombre es una dualidad psico-biológica, de igual modo debe satisfacer dos tipos de necesidades propias de su naturaleza para lo cual se agrupa y organiza constituyendo la sociedad. Así, se dice que «la sociedad no sólo debe estar organizada sino estructurada de tal modo que permita responder al fin *supremo* de proporcionar a aquélla el ambiente y las condiciones favorables a su existencia y pleno desarrollo de su personalidad» (12). Se concibe, pues, que la sociedad debe ser capaz de proporcionar a sus integrantes las condiciones mínimas favorables para asegurar su existencia, y debe a su vez propiciar su desarrollo espiritual que la impulse a preocuparse del presente y proveer mejores y superiores situaciones en el futuro. Este desarrollo espiritual que la sociedad debe asegurar, implica además... «sentir como en carne propia, el dolor y la miseria de sus semejantes y sentirse impulsado a acudir en su ayuda dando de sí o de lo que tiene...; a considerar los valores materiales como medios al servicio de los valores superiores del espíritu...» (13). Por eso se especifica que es deber de la sociedad capacitar al ser humano para que sea capaz de realizar todo esto, para que pueda transformarse él mismo y llegue a ser dueño de su destino.

Entiéndese pues, que, manteniendo la jerarquía del espíritu sobre la materia, la persona humana sólo alcanzará la solución a su problema existencial con la satisfacción armónica de sus necesidades espirituales y materiales.

La sociedad organizada y estructurada debe estar encaminada a proporcionar a sus integrantes una situación ideal de BIENESTAR. El bienestar como aspiración suprema se entiende que es la «satisfacción adecuada y oportuna de las necesidades espirituales y materiales de la persona humana, considerada individual y colectivamente» (14).

(11) Ibid, p. 73.

(12) Ibid, pág. 75.

(13) Ibid, pág. 75.

(14) Ibid, pág. 77.

¿Se encontraba el Estado Peruano, por el mismo tipo de estructura social que había configurado desde el inicio de su vida independiente y por el tipo de relaciones de, por lo menos, asegurar un mínimo de bienestar a todos sus hombres?

Es cierto, como decíamos en el capítulo anterior, que el CAEM no se inició cuestionando el carácter y naturaleza del Estado y de sus instituciones jurídicas, políticas y sociales, sino que estuvo orientado a preparar a los miembros de los grados superiores de la Fuerza Armada a cumplir eficientemente su misión para cada uno de los casos de hipótesis de guerra previstos. Se interesaron de este modo en realizar un análisis del Estado, de sus partes integrantes, de sus relaciones entre ellos y sobre todo de sus relaciones con la población nacional en sus diversos sectores a fin de ver si se daban las condiciones mínimas que pudiesen impulsar el desarrollo del potencial nacional y asegurar el éxito de un probable conflicto.

Teóricamente fue como empezó a verse que «el Estado en cuanto organismo representativo de la sociedad organizada, tiene por finalidad suprema alcanzar y mantener el Bienestar de todos los miembros de ella», y se añadía «que esa era su razón de ser y el objetivo de su acción o sea su política» (15).

Estado y conflicto

DENTRO de este mismo enfoque teórico inicial, se planteaba que el origen del conflicto se producía cuando el Estado y sus instituciones se revelan como incapaces e indolentes, o cuando las condiciones de existencia humana —resultante de la ineficacia de sus instituciones— se vuelven insoportables, real o aparentemente, entonces en estos casos, las aspiraciones insatisfechas y frustradas se convierten en la causa de las convulsiones sociales que dan lugar a una política reformista o una política revolucionaria. Dicho de otro modo, a que los gobernantes en nombre del Estado y toda la sociedad adopten una política de cambios en el sistema o cambios del sistema, con el propósito de poder proporcionar el bienestar a toda la población.

En el estudio y análisis de estas alternativas que de un modo u otro se fueron avizorando por los integrantes de cada promoción, se fue descubriendo el rol que hasta la fecha venía desempeñando el Estado, rol que en el análisis posterior de la realidad arrojaba saldos negativos no sólo para el logro del bienestar sino de la independencia y seguridad del país. Se reconocía además, dos aspectos inherentes a la finalidad del Estado: el progreso y la suficiencia económica de la nación. Estos dos aspectos demandaban del Estado la previsión

(15) Ibid, pág. 78.

de necesidades de la población a ser satisfechos en el futuro toda vez que aquéllas no son estáticas, sino que se multiplican de acuerdo al adelanto de la ciencia y la técnica y al crecimiento demográfico de los pueblos. Así el progreso se consideraba como el medio que permitiría alcanzar el mayor bienestar siempre que dicho progreso llevara aparejada la elevación de la capacidad adquisitiva de los individuos. El segundo aspecto, la *suficiencia económica*, está referido a la seguridad de la nación, se propiciaba que el Estado debía desarrollar toda la capacidad del país a fin de satisfacer sus necesidades esenciales por sus propios medios, evitando depender de otros países económicamente porque este hecho facilitaría ser víctima de las presiones económicas de dichas naciones, lo que redundaría en la independencia económica del país.

El Estado, sus fines y el nacionalismo de la Fuerza Armada

EN EL TRANSURSO de sus reflexiones teóricas, el CAEM ha llegado a considerar que el Estado tiene como fin supremo conseguir el *bien común*. Este *bien común* «debe ser considerado como una situación por alcanzar, situación ideal en la que se den las condiciones favorables para que el hombre se realice a plenitud como persona humana»... (16). Dentro de esta concepción, el *bien común* es una situación ideal hacia el cual debe estar dirigido el quehacer del Estado. Pero siendo una situación ideal, es también abstracta, que a veces resulta difícil de precisar, por el mismo desarrollo de la ciencia y la técnica, dado que las necesidades individuales y colectivas van variando con el tiempo y las circunstancias. Siempre, y reconociendo el carácter general de esta acepción, en el Proyecto de Manual de Defensa Nacional se dice: «Si analizamos el concepto de Bien Común, como «medio social propicio para que el hombre logre su destino», es evidente que él debe ser de tal naturaleza que permita al hombre satisfacer sus necesidades tanto de orden material como espiritual, pero también es evidente que su existencia sólo es posible gracias al orden que el Estado impone» (17).

En los términos en que es planteado el concepto, el Bien Común es el nivel más alto de generalización en lo que a satisfacción de necesidades individuales y colectivas se refiere, y en cuanto a la creación de condiciones favorables que permitan la satisfacción de dichas necesidades. Reconociendo este carácter ideal del concepto,

(16) Gral. Jorge Chávez Quelopana. Reflexiones sobre el CAEM: Objetivo; Política y Estrategia. Separata publicada con fines de instrucción. Centro de Altos Estudios Militares. 1974.

(17) Centro de Altos Estudios Militares. Proyecto de Manual de Defensa Nacional. 1971, pág. 5.

el general Jorge Chávez Q. indica que este concepto amplio y complejo acepta la abstracción de dos conceptos no menos esenciales: el Bienestar General y la Seguridad Integral (18). En este sentido el CAEM, en el devenir de su vida académica, ha establecido que ellos son fundamentalmente los dos fines del Estado.

Es así como el *Bienestar General*, se concibe como la situación en la cual las necesidades espirituales y materiales de la colectividad, se satisfacen en forma adecuada y oportuna; la *Seguridad Integral* se entiende como aquella situación en la cual el Estado tiene garantizada su existencia, su libertad de acción y la libre disponibilidad de sus recursos; dicho de otro modo, es aquella situación en la cual el Estado tiene garantizada su existencia e integridad de su patrimonio, así como la facultad de actuar con plena autonomía en el frente interno y libre de toda subordinación en el campo externo (19).

A estos dos aspectos que constituyen los fines del Estado el CAEM ha fijado que si bien reclaman actividades específicas, son *interdependientes* e igualmente *necesarios* e *ineludibles* el uno al otro; a tal punto —se agrega— que no puede existir el bien común si falta alguno de ellos ni puede establecerse un límite definido entre ambos, lo que lleva a concluir que son interdependientes e interrelacionados (20). Este mismo criterio es posible apreciarlo cuando se indica que la seguridad no tendría razón de ser si no estuviera orientada a preservar y garantizar el bienestar y tampoco puede concebirse que exista el bienestar en un clima de inseguridad.

Todas estas reflexiones sobre el *deber ser* del Estado han servido a las diversas promociones de participantes del CAEM, para precisar, a través de investigaciones concretas de la realidad nacional, si el Estado peruano aproximaba su quehacer social, político y económico a ese modelo ideal de Estado teóricamente planteado en sus aulas desde 1950. De tal modo muchas de estas reflexiones teóricas se convirtieron en hipótesis interrogativas que a través de las investigaciones empíricas fueren encontrando diversas respuestas, en las que los esfuerzos del Estado, parecían *esfuerzos pirricos* en tanto y en cuanto no aseguraba por su misma estructura y naturaleza conseguir el bienestar general y la seguridad integral. Surgieron así, interrogantes en torno al rol del Estado a fin de saber si éste así como funcionaba era capaz de crear situaciones en que las necesidades individuales y colectivas podían ser satisfechas en forma adecuada y oportuna. Se preguntaban también si este tipo de Estado tenía libertad de acción ya en el ámbito interno o en el ámbito

(18) Gral. Jorge Chávez Q., op. cit., pág. 24-25.

(19) Con relación a estos conceptos pueden verse: el Manual de Defensa Nacional, págs. 4-4. La síntesis del Proceso de la Política General del Estado del Gral. José del Carmen Marín, págs. 78-79-80. El artículo del Gral. Jorge Chávez ya citado anteriormente, págs. 24-25.

(20) Véanse las mismas obras de la cita.

externo, o se hallaba sujeto a presiones de diversa índole por grupos internos o externos; y otra cosa que gravitó mucho en la conciencia de los caemitas era el saber a través de las pruebas tácticas, si el Estado podía disponer libremente de sus recursos. De una u otra manera los participantes del CAEM, lo mismo que amplios sectores de la ciudadanía sabían lo que la Internacional Petroleum Company y la Cerro de Pasco en el Perú representaban, como estos enclaves económicos no sólo extraían las materias primas del subsuelo peruano en función de las necesidades y demandas de los países desarrollados, como las producciones de azúcar y otros productos de exportación se regían por sistemas de «cuotas» para su venta y como también los precios eran fijados al arbitrio de estos países compradores. Todo esto se fue analizando en el CAEM y se fue comprobando cómo la soberanía del Estado con relación a las grandes potencias no era más que un enunciado formal. Es casualmente aquí donde se nota el papel del CAEM en el cambio de mentalidad de sus cuadros de oficiales, ya que esta institución desde los primeros años de su fundación, daba a conocer que el Bien Común, como situación ideal, sólo es posible alcanzarlo cuando el Estado existe, cuando tiene libertad de acción, y cuando puede disponer libremente de sus recursos.

El Estado existe, dice el CAEM, así como lo afirma cualquier texto de ciencia política, cuando cuenta con un territorio fijo, una población definida y un gobierno estable que detenta el poder y que persigue como fin supremo el *Bien Común* (21). De esta definición, la inestabilidad política es lo que más ha caracterizado al país y quizá ello mismo haya atentado contra la posibilidad de una auténtica libertad de acción que le permitiera al Estado la facultad de actuar con plena autonomía en el campo interno y libre de toda subordinación en el campo externo. Pero aquí surge una pregunta que también se la tienen que haber formulado los participantes del CAEM desde sus inicios: ¿es el Estado el que permitió ver recortada su propia libertad de acción, o es que fueron los sucesivos gobiernos oligárquicos y pre-oligárquicos que en defensa y procura de la consolidación de sus propios intereses condujeron al Estado —en nombre de quien gobernaban— a la pérdida de esa su libertad de acción? ¿No es acaso cierto que en nuestra legislación encontramos un sinnúmero de leyes «con nombre propio» que tenían exclusivo propósito de beneficiar a determinado sector económico nacional o internacional? ¿No es, pues, acaso cierto que una ley por su carácter general servía para enmascarar y beneficiar a esos grupos económicos? De este modo el Estado ha tenido que hacer frente a un sinnúmero de presiones tanto de grupos nacionales como de compañías transnacionales. En este sentido el Estado ha sido un instrumento de los diversos grupos, en la mayor o menor medida que sus gobernantes así lo permitieron. En estas condiciones era imposible que el Estado

(21) Ibid, pág. 5.

pudiese asegurar el Bienestar General de toda la nación, toda vez que no se hacía más que configurar grandes grupos marginales de grandes diferencias y distancias sociales entre las clases superiores y los obreros y campesinos. Por eso el general Marín llegó a afirmar que «no basta que el Estado exista, que sea soberano, para que pueda lograr el Bienestar nacional; precisa además —y esto es lo importante— que venza las dificultades y oposiciones que encuentra al actuar en procura de aquél» (22).

También desde los primeros años de su fundación se reconocía en el CAEM que las presiones que el Estado tenía que afrontar no sólo eran de grupos económicos nacionales o transnacionales sino también provenía de países que tenían una economía competitiva con la nuestra y no sólo eso, sino ello respondía a un propósito deliberado y planeado de conseguir una hegemonía económica y política o de crear y mantener tal superioridad. Estas *dificultades y oposiciones* entre países que había que vencer, generaba —concebía el CAEM desde antiguo— luchas que el Estado debía de afrontar en los llamados Dominios Político, Económico y Psicológico (23) y sólo venciendo o neutralizando tales oposiciones el Estado podía asegurar su libertad de acción.

Siempre en el decurso de estas reflexiones teóricas del CAEM, encontramos lo que puede ser considerado los primeros hitos de la actual posición del gobierno de la Fuerza Armada cuando se define como *ni capitalista ni comunista*. De esta manera, al referirse el general Marín a las amenazas del exterior que el Estado tiene que hacer frente y librar las luchas en los dominios arriba ya aludidos, sostiene «una amenaza directa a la soberanía de los Estados proviene de las pugnas de intereses entre las grandes potencias *capitalistas y comunistas* que se disputan el predominio mundial». Esta pugna entre sistemas económicos e ideológicos, era preocupación de la FA desde los primeros años de la creación del CAEM, de este modo se reconocía que «cada grupo trata de incluir o de mantener en su esfera de influencia a los demás estados de su zona geográfica e incluso a los que se encuentran totalmente fuera de ésta, si es que los estiman útiles para acreditar su poder o para mantenerlo» (24).

Creemos, pues, que no es un azar que el actual gobierno de la Fuerza Armada se defina como *ni capitalista ni comunista*, porque aquí en el CAEM a los participantes se les ha enseñado que «las potencias capitalistas —para lograr sus propósitos— recurren a la presión económica, contra la cual es necesario —como país— esfor-

(22) Ibid, pág. 80.

(23) El concepto Dominio designa campos de acción en los que se desarrollan actividades específicas (Políticas, Sicológicas y Militares), en tiempo de paz y de guerra, para lograr los Objetivos. Proyecto de Manual de Defensa Nacional, pág. 100.

(24) General José del Carmen Marín, op. cit., pág. 80.

zarse por alcanzar la suficiencia económica; mientras que las potencias comunistas, recurren a la acción subversiva científica y metódicamente planeada y dirigida a la destrucción del orden institucional de los Estados que no profesan su ideología y adhieren a su sistema político, promoviendo en ellos serios disturbios sociales, guerras civiles y hasta conflictos armados con sus vecinos, con el fin de instaurar regímenes comunistas o adeptos a éstos, que les faciliten convertirlos en instrumentos de sus luchas por el predominio mundial» (25).

Es así como en el afán de fijar y conocer los fines del Estado ideal las sucesivas promociones del CAEM —que a la fecha suman veinticinco— fueron a través del estudio concreto de la realidad peruana encontrando un sinnúmero de contradicciones internas que empezaban con el cuestionamiento de la naturaleza y rol del Estado, como éste, por su misma estructura estaba impedido de poder asegurar el bienestar general y la seguridad integral, como se hacían más antagónicas las relaciones entre las clases entre sí, y entre éstas y el Estado, como también la débil cohesión social hacían casi imposible de contar con el respaldo de todos los peruanos en caso de requerir su participación ante la amenaza de un conflicto.

El nacionalismo con el que actúa la Fuerza Armada de hoy, tiene su origen formal en el estudio ordenado, metódico y científico que de la realidad peruana, empezó a efectuar el CAEM desde 1950. No es, pues, de pronto que se adquirió esta conciencia nacionalista, sino a través de un largo período de conocimiento de la realidad nacional en la que la preocupación más inmediata la constituía el de saber, si así como estamos organizados qué posibilidades teníamos de dar cumplimiento a una hipótesis de guerra prevista. De este modo se fue comprendiendo, que si bien es cierto que el art. 213 de la Constitución peruana le asignaba un rol específico dentro de la sociedad, según el cual debían asegurar y mantener el orden vigente, ello no era obstáculo para realizar un estudio detenido y exhaustivo del país, en el que empezaba a encontrarse un gran número de contradicciones y amenazas a la soberanía y a la libertad de acción del Estado, que en conjunto no garantizaban la seguridad integral ni mucho menos asegurar el logro del bienestar general de la población. Se hacía de este modo más consciente que el cumplimiento de los fines del Estado (Seguridad y Bienestar) sólo podía ser logrado, cuando éste fuese capaz de vencer o neutralizar toda clase de presiones vengan éstas del campo interno o del campo externo, sean estas presiones de grupos económicos nacionales o transnacionales, de países imperialistas, etc. a las que sólo podía responderse con un Estado nacionalista, fuerte, soberano, en el que sus dirigentes políticos sean capaces de mantenerlo. Fue así también como se acuñó una frase que refleja este carácter nacionalista: «Soluciones peruanas a problemas peruanos». No de otro modo creemos, puede ser

explicada la conducta política de la Fuerza Armada hoy en el poder, en el que no sólo rebasa el rol que le asigna la Constitución, sino que intenta delinear un nuevo tipo de Estado distinto al de antes no cuestionado.

En conclusión el nacionalismo de la Fuerza Armada expresado a través de su reciente participación en la vida política del país responde y es el resultado del estudio analítico efectuado de la realidad nacional; es, a su vez, una toma de conciencia de la problemática del país, y una expresión de nacionalismo que difiere del concepto tradicional basado únicamente en la diferencia entre pueblos. Es, por último, un nacionalismo vinculado al bienestar general y a la seguridad integral que el país todo debe poseer.

Marzo 1975

La variante militaire de la classe nouvelle

Luis Mercier Vega

Sous des formes variées, suivant des procédés différents, sous couvert de phraséologies de circonstance, un même phénomène caractérise les mutations de la plupart des pays d'Amérique latine. Celui de l'importance grandissante, parfois décisive, de couches sociales autrefois marginales ou clientes : professionnels, intellectuels, organisateurs de métier, techniciens. En termes de pouvoir, cette montée se manifeste aussi bien par la voie d'appareils politiques que par celle d'appareils militaires. L'une et l'autre conduisent à la main mise sur la machine d'Etat ou à la création d'un Contre Etat. Non pas un Etat arbitre mais un Etat moteur, un Etat propriétaire et entrepreneur. Non pas un Etat instrument, mais un Etat composé d'êtres humains solidaires par leurs fonctions, leurs comportements et leurs privilèges. Un Etat-classe.

Les expériences où la machine militaire s'installe au pouvoir et s'y maintient se multiplient. Non plus suivant l'image d'Epinal de l'homme à cheval, du caudillo d'origine, ou de comportement oligarchique, mais comme collectif d'organisation. Bureaucratie d'Etat dominante ici, la technocratie imprégnée d'esprit géopolitique, ailleurs

(25) Ibid, págs. 80-81.

« parti » politique de type original, le phénomène échappe aux définitions classiques.

Quoi de plus différent qu'un régime du type Stroessner au Paraguay, caractérisé par le rôle dictatorial du Général, et celui de la Junte péruvienne, dont le Président en titre n'est en fin de compte qu'un porte parole et non un maître. Quoi de commun entre les militaires boliviens, solidaires par esprit de corps d'un leader qui s'impose plus qu'il ne convainc, et les habiles généraux ou colonels argentins, rompus aux finesses d'un jeu qu'il faudrait qualifier de parlementaire s'il existait un Parlement.

Et pourtant le mouvement qui porte les Forces Armées à s'emparer de l'Etat ou à lui imposer des orientations décisives, comme conséquence de la décomposition ou de l'impuissance des systèmes basés sur les formations politiques, possède un certain nombre de caractéristiques de famille, qui expliquent son succès et en fixent les limites.

La société militaire elle-même s'est transformée en un laps de temps relativement court. « Bras armé de l'oligarchie » hier, suivant la formule consacrée, elle s'est modernisée. Par son recrutement d'abord, puisant ses cadres dans la masse grandissante des classes moyennes et offrant aux énergies disponibles mais sans fortune, des possibilités de faire carrière, et cela dans une période où l'oligarchie perdait son hégémonie. Aussi, par une professionnalisation poussée, que les missions militaires étrangères — allemandes, françaises et britanniques, nord-américaines plus tard — favoriseront et marqueront. La nature de l'armement exigeait des spécialistes de haute technicité, donc un enseignement particulier, des collèges militaires, des écoles de guerre. Et enfin, devenue pièce essentielle de nations jusqu'alors mal équilibrées, elle est apparue comme l'élément stable et permanent, le garant même de l'intégrité territoriale, le symbole de la réalité nationale.

L'influence des conseillers militaires nord-américains, traduisant la politique — ou du moins une des politiques — de Washington, contribua pour beaucoup, après la Deuxième guerre mondiale, à développer un esprit « civique » dans les milieux d'Etat-Major. A défaut de guerres à mener ou de frontières à défendre, les officiers prirent goût aux rôles de bâtisseurs, d'entrepreneurs ou d'organiseurs sociaux. Ainsi l'armée péruvienne acquit conscience de sa fonction intégrationniste envers les recrues indiennes, auxquelles elle enseignait les rudiments de la vie moderne : porter des chaussures, dormir dans un lit, apprendre à lire, voire se former professionnellement. Les Forces Armées argentines montèrent le réseau national de télécommunications et de météorologie, et provoquèrent la naissance de l'industrie automotrice. Quant aux état-majors brésiliens, sans doute les plus hardis et les ambitieux, ils créaient ou favorisaient la création de complexes industriels, esquissant des conceptions qu'un général Golbery do Couto e Silva devait systématiser et théoriser.

La mentalité moderniste, acquise au contact des attachés nord-américains, pendant la période de lune de miel entre officiers latino-américains et services du Pentagone, demeura, lors même que l'anti-yankisme gagna les cœurs et que les frustrations entraînèrent la volonté de conquérir une deuxième indépendance, économique cette fois. Certains achats de matériel de guerre, peu en harmonie avec les besoins logiques des trois armes, et plus spécialement ceux de l'aviation, peuvent s'expliquer par le besoin ressenti chez les officiers de manifester leur esprit et leurs capacités favorables aux technologies de pointe. Une façon de démontrer que si la nation traînait encore les boulets de trop nombreux passés, eux appartenaient déjà au monde nouveau.

Au niveau des officiers supérieurs et généraux, l'intérêt pour les problèmes de développement s'éveillait et conduisait à la création de centres de formation et d'études dont le domaine dépassait singulièrement les matières purement militaires. Les cours de l'Ecole Supérieure de Guerre à Rio de Janeiro, ou ceux du Centre de Hautes Etudes Militaires (C.A.E.M.) de Lima, portaient en grande partie sur des thèmes de sociologie et d'économie politique. A l'instar des Universités civiles, mais avec cette différence notable que, dans les institutions militaires, les problèmes étaient à la fois sujets d'études et matières à projets concrets. Concrets dans la mesure où les Forces Armées se décidaient à jouer le rôle auquel les administrations civiles, les partis politiques et les classes dirigeantes renonçaient.

Il est significatif qu'en 1962, lors de l'intervention des Forces Armées, alors que les militaires se limitaient encore à « remettre de l'ordre » dans les affaires publiques avant de passer la main à un pouvoir civil, ce fut le C.A.E.M. qui définit un projet de réforme agraire..., ainsi qu'une nouvelle Loi électorale.

On retrouvera, dans la plupart de ces établissements militaires d'enseignement supérieur — curieusement oubliés dans les innombrables études consacrées aux problèmes universitaires — des professeurs appartenant aux écoles « révolutionnaires » : « marxistes », nationalistes intransigeants, socialistes de toutes nuances. Il semble donc inexact de croire que ce fut l'ère des guérillas qui plaça les militaires face aux problèmes sociaux et les fit entrer dans une phase de radicalisation. Il serait plus correct de constater que la menace d'une solution apportée par un appareil volontariste, autre que celui des Forces Armées, précipita la rupture entre la machine militaire, matériellement bien entretenue, et les groupes de pouvoir décadents.

Même pendant la période des « caudillos » militaires — Vargas au Brésil, Peron en Argentine, Pérez Jiménez au Venezuela, Manuel Odria au Pérou, Rojas Pinilla en Colombie — la dépendance envers l'oligarchie n'est pas totale. Les privilèges de celles-ci sont maintenus, et en échange, le pouvoir « populaire » des dictateurs est toléré. Mais il n'y a pas là une situation stabilisée. Du côté militaire des efforts sont faits pour s'assurer une base plus large et plus diversifiée que les seuls bataillons. Vargas favorise la création de

syndicats protégés et contrôlés par le Ministère du Travail; Peron «soigne» le nouveau prolétariat accouru des zones de l'intérieur; Pérez Jiménez construit des blocs d'habitations à bon marché. C'est sous le gouvernement à poigne d'Odria, considéré — sous un certain angle — comme l'homme de l'oligarchie que le C.A.E.M. s'organise, très modestement (deux pièces sans commodités) certes, mais on peut constater que cette naissance correspondait à la prise en considération de certaines inquiétudes qui se manifestaient dans les rangs de l'officialité.

Le grand tournant s'engage quand les Juntas n'observent plus le respect sacré de la propriété privée, et qu'elles prennent des décisions qui se justifient par l'intérêt supérieur de la nation — qu'elles estiment représenter —, les catégories sociales et les divers types d'entreprises n'étant plus considérées que comme pièces d'un ensemble régi par une seule volonté, tournée vers le développement économique.

Dans la pratique, cette mentalité, ou cette doctrine, parfois, doit tenir compte de réalités fort complexes, de groupes d'intérêts et de pression dont la puissance varie, de problèmes particuliers touchant les structures sociales, des impératifs des relations internationales, commerciales ou politiques. Ce qui est le facteur neuf, c'est la prise de conscience d'une machine, sans laquelle aucun régime ne peut fonctionner, et qui peut, à elle seule, prétendre au pouvoir.

Un phénomène constant est celui qui reflète la concurrence quasi permanente de la machine militaire, se modifiant et s'adaptant à la nature des problèmes que posent l'équilibre social, le développement économique et les relations avec l'extérieur, et ce qu'il faut bien appeler la «nébuleuse» des capacités et aspirations des couches intellectuelles, partout présentes dans les rouages de l'Etat, de la vie politique, de l'organisation des entreprises. Le plus souvent la haine, ou le mépris, les sépare les uns des autres. L'Université et les cadres des partis politiques démocratiques seront les seuls adversaires résolus du péronisme. L'APRA péruvien se battra contre toute autorité tenue par les «milicos». La résistance, par la parole, la presse ou les armes, à la dictature militaire sera l'apanage d'intellectuels brésiliens.

Et pourtant, les deux candidats à l'œuvre de transformation, de modernisation, poursuivent, toutes idéologies mises à part, des buts qui se ressemblent fort. La raison profonde de l'antagonisme est la conviction, de part et d'autre, que la nécessaire révolution leur revient de droit. En négligeant pour l'instant — ce qui ne signifie pas qu'elles soient négligeables — les motivations humanitaires, socialistes, libérales ou libertaires, les raisons éthiques, comme les raisonnements portant sur l'efficacité, et en nous en tenant aux mécanismes et aux perspectives des projets et des plans, force nous est de reconnaître qu'il existe entre les postulants des similitudes fondamentales.

Les expériences en cours — Cuba, Pérou, Brésil, Chili — offrent

un grand nombre d'images pour illustrer cette opposition de caractère complémentaire, cette dualité qui s'explique par l'identité d'une même mission.

Un des traits constants est la recherche de l'équilibre entre pouvoir exécutif centralisé et organisation diversifiée des secteurs sociaux et des régions. Le pouvoir «intellectuel» tend au parti unique, seul instrument capable de rassembler d'abord, de discipliner ensuite les forces vives de la société. Pour que ce courant aboutisse et triomphe, un appareil de coercition s'impose, et les Forces Armées renaissent là où elles avaient été éliminées, ou deviennent l'ossature administrative du nouveau régime.

En Bolivie, les milices ouvrières et paysannes surgies lors de la révolution de 1952 sont progressivement remplacées par une machine militaire, outil du pouvoir d'abord, pièce de plus en plus importante du pouvoir d'Etat ensuite, seule armature d'Etat subsistant finalement. A Cuba, le magma initial du Mouvement 26 de Julio fait rapidement place à des équipes de gouvernants épurées, qui n'ont d'autre possibilité de survie qu'en créant, pour s'y appuyer et l'utiliser, une organisation militaire qui remplira non seulement des tâches de défense, mais aussi d'encadrement de la main d'œuvre, et apparaîtra bientôt comme la trame du tissu gouvernemental. Au Chili même, une victoire électorale de Front Populaire ne pourra se traduire dans l'application accélérée d'un programme de réformes profondes qu'en obtenant l'aval des Forces Armées, introduisant celles-ci dans le jeu du pouvoir, qu'elles avaient jusqu'alors refusé.

En contrepartie, les gouvernements militaires cherchent à ancrer leur autorité par l'organisation d'un réseau de bases populaires, soit en captant les groupements et associations existants, soit en les inventant de toute pièce. Ils s'adressent aux intellectuels et militants révolutionnaires pour les convaincre que leurs objectifs essentiels sont poursuivis dans les faits, et aux techniciens ou spécialistes civils pour leur confier des tâches exaltantes du point de vue professionnel. Il n'existe pas de chiffres précis, même pas de sondages d'opinion qui permettent d'évaluer le degré de succès remporté dans cette tâche de racolage, ou d'amalgame, mais l'observation directe, au Brésil comme au Pérou, permet d'affirmer que l'esprit de fonction l'emporte fréquemment sur les réticences d'opinion.

Après tout, le SUDENE, conçu, lancé, mis en chantier par des groupes d'économistes brésiliens pour porter la révolution économique dans le Nord-Est arriéré et miséreux, continue de fonctionner sous autorité militaire, avec un personnel technique qui n'a pas été profondément remanié. Et l'argument principal invoqué par les militants apristes dans la présente période de marginalisation politique est significatif : «C'est notre programme qu'appliquent ces messieurs de la Junte».

Des mouvements de cette ampleur et de cette signification ne vont pas sans contradictions, ambiguïtés et malaises. De toute évidence, les acteurs eux mêmes n'ont pas nécessairement une idée

claire de leur rôle social et de sa valeur historique. Un fort capital de traditions et d'éducation socialistes, somme de convictions parmi un grand nombre d'intellectuels révolutionnaires, ou obligatoire tremplin utilisé par les plus lucides ou les plus cyniques pour s'élancer vers le pur pouvoir, pose de sérieux problèmes aux militants fidèles aux méthodes et perspectives du mouvement ouvrier classique. De même que pour les produits des casernes, formés dans le respect des principes d'ordre, de hiérarchie et de religion, les décisions qui consacrent la rupture avec le passé ne sont pas aisément reçues. Ainsi, quand un général s'en va dans le Nord péruvien inaugurer un de ces centres communautaires culturels fraîchement installés et qu'il réclame dans son discours « plus de démocratie directe, plus de participation populaire, plus de gens du commun aux postes responsables », s'entend-il répondre par un dirigeant local pince-sans-rire : « Nous prendrons exemple sur les Cercles militaires »...

De même que des tensions se produiront entre les jeunes officiers avides de participer ou de conduire aux changements et les héritiers de la continuité militaire, respectueuse de règles immuables et soucieuse de conserver un statut de corps, une différenciation se marquera entre politiques d'action et militants idéalistes dans les mouvements réformateurs « civils ». On peut voir dans ces déchirements l'expression de positions fondamentalement conservatrices ou révolutionnaires, ce qui permet de tracer une ligne de démarcation facile. Le sens et la valeur de ces tendances nous paraissent moins simples. Chez les militaires, il y a une différence de nature, même s'ils conservent tous le sens de la solidarité professionnelle, entre ceux qui conçoivent leur rôle comme organisateurs ou réorganisateur de la société dans son ensemble, et ceux qui admettent qu'ils ne sont que des membres d'une corporation chargée de tâches limitées. Tout comme la distinction chez les « politiques » s'établit entre ceux qui conçoivent leur rôle comme avant-garde dirigeante et ceux qui estiment qu'ils ne sont que des militants servant d'un mouvement d'émancipation des classes laborieuses.

La conscience d'un rôle historique, défini par la fonction qu'entendent conquérir et assumer les candidats au pouvoir, qu'ils soient militaires ou civils, rapproche et peut s'achever par la fusion des deux secteurs, quelles que soient les vocabulaires de départ et l'antagonisme initial, en même temps qu'elle permet de comprendre quels sont les critères pour éliminer, dans les deux camps, les « attardés » et les « utopiques ».

Février 72

¿Hacia la unión?

Nos parece que considerar el surgimiento de las Fuerzas Armadas en cuanto instrumento de poder como una forma indirecta de salvación de las antiguas clases poseedoras, sería reducir el fenó-

meno a sus mínimas proporciones. Asimismo resultaría atrevido elevarlo, a base de adjetivos, al nivel de un movimiento popular que aspira al socialismo. En el primer caso, la interpretación en cuestión supone negar la posibilidad de toda transformación social que no se halle inscrita en las tesis elaboradas como consecuencia de experiencias europeas; en el segundo, se mantiene —voluntariamente o no— la confusión entre el empuje popular favorable al cambio y la explotación de esa energía por una clase dirigente nueva, cuyos contornos no están exactamente definidos, pero cuya composición social no engloba en modo alguno ni a la clase obrera ni a la mano de obra agrícola, es decir, a los productores.

Por poco que nos atengamos a la observación directa y desconfiemos de los esquemas ideológicos o del juego de las comparaciones históricas, veremos que no existe la menor paradoja en ver en las Fuerzas Armadas, tal como se comportan en la actualidad, un aspecto particular del gran movimiento hacia el poder de la *intelligentzia* latinoamericana, expresión de un sector terciario superdesarrollado —equivalente a las famosas «clases medias»— y que busca una forma de sociedad concebida a sus dimensiones y que responde a sus necesidades.

Las tensiones y las luchas entre dos aparatos de poder, uno, las Fuerzas Armadas, que existe y se encuentra en período de adaptación a la nueva situación, otro, todavía sin estructurar pero que busca afanosamente los caminos y los medios de su triunfo —de la «guerrilla» a los frentes electorales o a la penetración tecnocrática de los aparatos de gestión y de las administraciones públicas—, no significan necesariamente que su función última no sea idéntica en la actual coyuntura histórico-social.

De acuerdo con esta hipótesis, el gran problema consistiría en saber cómo se producirá tal amalgama.

Luis Mercier Vega

Introducción a «Fuerzas Armadas, Poder y Cambio». Ed. Tiempo Nuevo. Caracas, 1971.

El reclutamiento de los civiles

«No sólo se ha modificado sustancialmente la composición del gabinete (peruano), sino que muchos ministerios han cambiado por completo a sus funcionarios civiles y militares. Algunas de las figuras claves del régimen durante los primeros dos años han perdido sus posiciones desde 1970. Otros consejeros civiles, muchos de ellos en un principio no comprometidos y aun algunos no simpatizantes con el régimen, se han incorporado al gobierno y ocupan puestos importantes. Una nueva clase de técnicos —la mayoría entre 25 y 40 años

de edad, muchos de ellos educados en el exterior, algunos prominentes líderes estudiantiles de hace 10 ó 15 años, todos ellos empeñados en planear y expandir el papel del Estado— han aumentado en número y han tomado conciencia de sí mismos y de su influencia. Cabe señalar que los consejeros civiles, aunque sean importantes, están muy lejos de compartir una posición determinada. Tienden en agruparse en constelaciones, dando cada uno un sabor especial a las actividades que emanan de su sector respectivo.»

Abraham Lowenthal

«La ambigua Revolución Peruana».— *Foro Internacional*, enero de 1975, México.

La óptica comunista

Un obstáculo muy poderoso a la profundización y radicalización del rumbo revolucionario del proceso radica en la composición ideológica y política del aparato estatal (que no es el mismo que el equipo gobernante). Siendo el Gobierno exclusivamente militar, y al margen de la ventaja estratégica que significa el papel revolucionario de la institución armada, lo negativo consiste en que no ha podido renovar y revolucionariamente la administración pública. Lo que trae como consecuencia el que ahora se levante como una contradicción sumamente grave la existencia de un proceso revolucionario avanzado con la persistencia de un aparato estatal de composición mayoritariamente reaccionario, en cuyo contexto operan obstruyendo la revolución los antiguos funcionarios con mentalidad y conducta proimperialista y prooligárquica (odristas, pradistas, apristas, belaundistas, etc., o simplemente comodines) y muchos de los nuevos funcionarios y «asesores políticos e ideológicos» precentes del aprismo, del belaundismo, del trotskismo y del maoismo. Todos ellos burdamente enmascarados de «revolucionarios participacionistas».

Jorge del Prado

Secretario General del CC del Partido Comunista Peruano, in *Revista Internacional*, agosto de 1975, Praga.

Sans commentaire - Sin comentario

No comment - Senza commento

Allende y la ayuda del campo socialista

En cuanto a la solidaridad del campo socialista, ella era de vital importancia, sobre todo para mantener el nivel de la actividad industrial y del consumo de base que los trabajadores habían alcanzado durante los primeros 18 meses de gobierno, y que se veían profundamente afectados por la importación de la inflación internacional y los desequilibrios internos... No obstante, la esperanza de la ayuda soviética se desvaneció, al menos en lo concerniente a los créditos a corto plazo que era precisamente la parte más bloqueada y más difícil del financiamiento externo. A fines de 1972 se estimaba que la economía chilena necesitaba una ayuda de 500 millones de dólares en materias primas y productos alimenticios para enfrentar las perspectivas de 1973. El gobierno chileno propuso, entonces, al gobierno soviético que la ayuda en cuestión pudiera ser de preferencia bajo la forma de un crédito en mercancías o de un crédito tradicional en divisas, apoyado por un gran programa de intercambio comercial, al principio deficitario pero que podría equilibrarse en el curso de los tres años siguientes. Ese comercio desequilibrado permitiría al comercio chileno sortear las dificultades de comercio exterior de los primeros años y aumentar el intercambio en el período 1975-1976 a fin de pagar la deuda.

Después de múltiples negociaciones que se concluyeron en el viaje a Moscú del propio Presidente Allende a fines de 1972, la respuesta soviética se limitó a la concesión de un crédito de 27 millones de dólares en materias primas y productos alimenticios pagaderos a mediano plazo, y al otorgamiento de un crédito en divisas de 100 millones de dólares, a corto plazo, con las normas comerciales usuales establecidas por las reglas tradicionales del mercado internacional. En la práctica este préstamo significaba la renovación de un crédito ya obtenido en 1972 por 80 millones de dólares con 20 millones adicionales. En lo concerniente a los créditos de maquinarias y equipamiento, el gobierno soviético había dado todas las facilidades, el préstamo en este rubro alcanzaba 500 millones de dólares a fines de 1972 para todo el campo socialista. En todo caso, los créditos para compra de equipos no significaban un mejoramiento importante del déficit de la balanza de pagos, puesto que el punto neurálgico del comercio exterior chileno en esa fecha era el financiamiento a corto plazo de las importaciones corrientes. Entonces la coyuntura econó-

mica de 1973 debió soportar el peso de un bloqueo externo por parte del mundo capitalista y la actitud de espera del campo socialista en cuanto a la ayuda económica, ya que aquella otorgada por el gobierno soviético fue realmente insuficiente para enfrentar la crisis.

Alexis Guardia

Asesor económico del Presidente Allende,
miembro del Partido Socialista, en Ven-
ceremos, órgano del P.S. de Chile. París,
Marzo de 1975.

The «White Australia»

The «White Australia» immigration programme has continued over the first two years of Labor government rule in somewhat of a de facto manner. This is in spite of the frequent press releases and undoubtably sincere statements by the Whitlam Labor government's Immigration Ministers. Changing policies at the highest levels are much easier than implementing them at the grass roots. The category classification system, itself, is basically discriminatory. Few non-whites had been admitted previously, so few would fall within the family reunion category. Administratively the Immigration Department has been structured defactorly against non-white immigrants. Virtually all publicity efforts have been directed toward Europe and North America and none of the Department's numerous information booklets are published in Chinese or other major African or Asian languages. A further area of administrative discrimination has been the handling of Category C (*), the non-sponsored national work force requirement classification, applicant. Europeans who made application were evaluated and approved at the overseas post. «C» applications by non-Europeans or people of mixed race origin had to be forwarded to the Department's headquarters in Canberra for approval. Even headquarter staffing promoted a discriminatory policy in favour of Europeans. 145 staff members were devoted to European and North and South America applications vs. 5 for Africa (2 of which were for South Africa), 6 for Asia, and 4 for the Pacific region.

Fortunately investigative press reporting has brought much of these internal problems to the attention of government Ministers and action appears being taken to correct the situation. For example in February 1975 all overseas immigration posts were given authority to approve Category C applicants and the discriminatory referral procedures eliminated. While the majority of Australia's immigrants

(*) Category C: All unsponsored settlers (National need).

are likely to continue to come from European countries, the Labour Party's immigration platform for «the avoidance of discrimination on any grounds of race or colour or skin or nationality» seems to be more and more a reality.

Michael T. Skully

A note on Australia's Immigration Policy,
in *International Migration Review*.
Summer 1975

Hacia la burocratización

La fundación y desarrollo del Instituto Nacional de Industria representa la máxima innovación organizativo-empresarial dentro del lanzamiento estatal de un proceso de industrialización autárquica. En las empresas del I.N.I. aparecen los primeros representantes de esa categoría sociológico-profesional que forman los «ejecutivos» y «nuevos directores». En este contexto, el aprendizaje de los criterios de «eficacia» y «organización» tiene como supuesto la propia disciplina militar y como motivación ideológica clave «la reconstrucción nacional» —la efectiva «regeneración» bajo la égida del «Cirujano de Hierro» que Costa había profetizado—. A nivel simbólico, la «gestión industrial militar» se presenta como máximamente coherente con algunos de los postulados ideológicos fundamentales del Nuevo Estado Nacional. Frente al principio capitalista liberal del beneficio privado —y a su sistemática «corrupción civil» en el marco del «mercado negro»— funciona el principio tradicional del «honor»: dos principios que, a la vez que forman parte del sistema axiológico «nacionalindicalista», resultan fundamentales dentro del código profesional de la ética militar.

Carlos Moya

El poder económico en España (1939-1970)

La fórmula nueva

La conducción de un proceso revolucionario, como la dirección de cualquier Estado, requiere la unidad de mando político y militar. Sin esa unidad, ningún Gobierno puede mantenerse. Y menos uno que esté involucrado en un proceso de transformaciones socio-económicas y políticas profundas... El retraso o la aceleración de los ritmos revolucionarios dependen de muchos factores, pero sobre todo de uno: la acumulación de fuerzas y de poder por parte de los movimientos populares para imponerse a las organizaciones representativas del gran capital dentro del país y de los intereses de las grandes empresas multinacionales. Esa acumulación de poder por parte de

NO COMMENT

las fuerzas populares necesita una alianza amplia del conjunto de los trabajadores con los sectores democráticos de las clases medias; y necesita no sólo fuerza social y fuerza política sino también fuerza militar. Esa fuerza militar no se puede encontrar fuera de las Fuerzas Armadas...

Joan Garcés

Asesor político del Presidente Salvador Allende, en *Triunfo*. — Madrid, 10 de mayo de 1975

Multinationals against nation-states

The multinationals regard nation-states as sales territories. They see the boundaries of nation-states as impediments to their profit objective and would rather like to see these boundaries eradicated. In contrast to the global perspective of the multinational firms, the governments of nation-states are concerned primarily with activities taking place within their boundaries. When they host branches or subsidiaries of the multinationals, they are at a disadvantage in bargaining with these firms, which can move their resources elsewhere in search for the more favorable business environment. This creates bad feelings on the part of nation-states. The removal of nonreproducible resources like minerals and oil adds to the atmosphere of bad feelings. Although nation-states are sovereign constituents of the international political community, their sovereignties are often compromised in return for economic gains from hosting multinational firms. Thus, nation-states' nationalism with emphasis on national pride and multinational firms' globalism with emphasis on economic gains often collide which each other, although nation-states can gain from the multinationals and the latter, too, can honor the national pride of their host countries without violating the imperative of profit-making. This conflict situation has given rise to a great many contradictory perceptions of relations between multinational firms and host countries.

Foreign capital, aid, and growth in Latin America.—Michael Kraska and Kôji Taira in *The Developing Economies*. Tokyo. September 1974

Livres à lire	/	Books to read
Libri da leggere	/	Libros aconsejados

El Poder Económico en España
Carlos Moya

Tucar Ediciones — Madrid 1975

Politics, Power and Bureaucracy in France
— *The Administrative Elite*
Ezra N. Suleiman

Princeton University Press — 1974

La terre sans mal — le prophétisme tupi-guarani
Hélène Clastres

Ed. du Seuil — Paris 1975

L'Institution imaginaire de la société
Cornélius Castoriadis

Ed. du Seuil — Paris 1975

Intervista politico-filosofica
Lucio Colletti

Ed. Laterza — Bari 1974

Politique et philosophie
Lucio Colletti

Ed. Galilée — Paris 1975

La revue *Dissidence* (1, rue des Veaux — 67000 Strasbourg) publie la version française de l'essai de Nico Berti: «L'anarchismo: nella Storia, ma contro la Storia».

La Revue mensuelle d'information et de formation syndicales, éditée par la Confédération Mondiale du Travail (50, rue Joseph II — 1040 Bruxelles) a publié en versions anglaise, espagnole, néerlandaise et allemande, l'étude de Heinz Zimmermann, sur «L'Expérience de la cogestion en Allemagne Fédérale», et reproduit le texte français.

A, rivista anarchica (Cas. Postale 3240 — 20100 Milano) a publié une traduction de l'article de Sam Dolgoff «Labor bureaucracy and wildcat strikes».